N° 102
SEPTEMBRE 2001
ISSN 0292 - 4943

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

La gauche du PC d'Italie

Bordiga au VI ° exécutif élargi de l'I.C.

(février-mars 1926)

Centre d'Etudes et Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

28 rue des Petites-Ecuries -7 5010 Paris - France- ☎ 01 44 83 00 00 30 F

SOMMAIRE

- Introduction ....page 3

- Le VIe Exécutif élargi de l'Internationale communiste
(extraits du chapitre 2 du livre de Sandro Saggioro et Arturo Peragellia
« *Bordiga, la défaite et les années obscures 1926 - 1945* »

- L'affrontement avec Staline .....page 9
- L'intervention de Bordiga à la cinquième session du 23 février .....page 17
- Autres interventions et débats.....page 25
- L'Internationale et l'URSS.....page 33

- Extraits des débats du VIe Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (février - mars 1926)

- Cinquième séance (*23 février 1926)* .....page 37
- Huitième séance (*25 février 1926)*.....page 51
- Neuvième séance (*25 février 1926)*.....page 57
- Quatorzième séance (*4 mars 1926*).....page 61
- Seizième séance (*8 mars 1926)* .....page 65
- Dix-neuvième séance (*14 mars 1926)*.....page 73
- Vingtième séance (*15 mars 1926)*.....page 75

Introduction

Amadeo Bordiga, fondateur du Parti Communiste d'Italie est une figure oubliée et souvent maltraitée de l'histoire du mouvement ouvrier mondial. Il en fut pourtant l'une des figures marquantes entre 1912 et 1926.

La rareté des ouvrages en français sur l'histoire du mouvement prolétarien rend problématique la rencontre de son nom. Récemment André Rauber dans son histoire du mouvement communiste suisse[1] le mentionne par deux fois. Pierre Broué dans son "Histoire de l'Internationale Communiste"[2] le mentionne également à de nombreuses reprises, mais il n'existe pas d'évaluation de son rôle d'ensemble dans les premières années de l'Internationale Communiste et dans l'opposition à Staline .
Ajoutons que, si après 1926, Amadeo Bordiga interrompit son activité pratique et resta silencieux, après 1945 il écrivit plusieurs textes importants qui définissent ses positions (notamment ses commentaires sur les " Manuscrits de 1844 " de Marx et une série de réflexions sur la question agraire).
On sait comment la mainmise stalinienne se traduisit par la manipulation des polémiques et discussions antérieures pour condamner ceux qui se dressaient contre Staline. C'est ainsi qu'un référence expéditive à l'ouvrage de Lénine " La maladie infantile du communisme : le gauchisme " permit de reléguer Bordiga aux oubliettes de l'histoire. Il n'est donc pas inutile de rappeler que se menait alors ouvertement dans l'Internationale Communiste un débat sur la question de la participation au parlement. Bordiga faisait du refus de participer une question de principe, Lénine polémiquait sévèrement contre cette position tout en reconnaissant les mérites de Bordiga dans la lutte contre les réformistes italiens. A partir de 1921 les divergences s'approfondirent et se centrèrent sur la question du Front unique.
En proposant ce numéro des Cahiers du CERMTRI consacré au VIe Exécutif élargi de l'I.C qui fut le dernier (si l'on excepte le VIIe Exécutif élargi à la fin de la même année et qui vit l'affrontement de Trotsky et de Boukharine) à être le cadre d'une discussion qui permit à des opposants à Staline de défendre leurs positions dans le cadre des instances dirigeants de l'Internationale Communiste.Nous espérons contribuer ainsi à faire connaître cette page oubliée de l'histoire du mouvement communiste.

Jules Humbert-Droz, qui fut un adversaire de Bordiga, allant jusqu'à le qualifier de "phraseur gauchiste" revint dans le volume 3 de ses mémoires sur son jugement et classa Bordiga dans la catégorie des adversaires qui l'avaient formé, "des hommes dont je ne partageais pas toujours les idées, mais que je respectais, dont j'admirais la droiture et le dévouement"[3]. Nous rappelons ce jugement car la figure du fondateur du PCd'I fut l'objet d'un tel ostracisme en Italie que lorsque qu'en 1953 F. Bellini & G. Galli dans une histoire du PCI "réhabilitèrent" Amadeo Bordiga et replacèrent ce dernier à sa vraie place, Togliatti écrivit dans la revue du parti "Rinascita" (numéro 7, 1953) que Bordiga n'eut qu'un rôle de "personnage médiocre" dans les débuts de l'histoire du PCd'I, alors que c'est plutôt la pâle figure de Togliatti qui resta la personnification de la médiocrité dans l'histoire du mouvement communiste italien. Il faut rappeler que les tentatives de salir et de faire disparaître jusqu'au nom de Bordiga ne dataient pas d'hier, par exemple dans un article de "Lo stato Operaio"[4], de 1938 Emilio Sereni accuse Bordiga d'être devenu "un espion et un agent au service du fascisme", un "bandit" qui "n'a rien fait d'autre que de suivre l'honorable carrière d'une gouape", du "camoriste" napolitain qui aime conjuguer les gains de la "profession" avec ceux d'indicateurs de police". Méthodes bien répandues à l'époque dans tous les pays où la mise au pas des moindres signes d'opposition à la politique de l'I.C. stalinisée se traduisait par des menaces écrites d'une rare violence et préparant dans bien des cas une élimination physique.

Ce temps où Bordiga se voyait affublé par le PCI du qualificatif d'"iguanodon" (1950) est bien révolu où, élaborant le "plan" du volume de textes célébrant le trentième anniversaire du PCI, Togliatti recommande aux collaborateurs de présenter très sommairement Bordiga : "se garder, naturellement d'exposer objectivement les tristement célèbres doctrines bordigiennes. Le faire exclusivement sur un mode critique et destructeur""[5]

Luigi Cortesi dans la préface au volume de textes cité (voir note 6) présente ainsi Bordiga : "Amadeo Bordiga occupe une place de premier plan dans l'histoire du communisme européen et mondial ; il assume un rôle important dans la IIIe Internationale ; il est le fondateur et le dirigeant majeur du PC d'Italie. " A propos du VIe

---

[1] André Rauber, "Histoire du mouvement communiste suisse", vol I, Slatkine 1997.
[2] Pierre Broué, "L'internationale Communiste", Fayard 1997.
[3] Jules Humbert-Droz, "Mémoires ; Dix ans de lutte antifasciste 1931 - 41", La Bacônnière 1972. Cité d'après Anne Morelli : "Le bordiguisme en exil autour d'Ottorino Perrone", Actes du colloque sur l'Internationale Communiste, Fondation Jules Humbert-Droz 1992.
[4] Emilio Sereni, "Napoli", "Lo Stato Operaio", 15 juin 1938, cité par L. Cortesi, voir ci-dessous.
[5] Cité d'après Luigi Cortesi, "Amadeo Bordiga : per un profilo storico", p. 7, dans "Amadeo Bordiga nella storia del communismo", Edizioni Scientifiche Italiane 1999

Exécutif Elargi, L. Cortesi écrit que "la passe d'armes entre Bordiga et Staline lors du VIe Exécutif Elargi a une grandeur impressionnante ; il s'agit d'un des moments dans lequel un problème crucial qui engage le présent et le futur est individualisé et finalement condensé en peu de mots et en une forme d'intelligence critique peu commune" (...) "L'indomptabilité d'Amadeo dans son altercation sans concession avec Staline est justement une page de cette nature et peut être la plus haute de l'histoire du communisme italien"[6].

Avant de revenir sur les débuts du Parti Communiste d'Italie nous donnerons ci-dessous la notice biographique d'Amadeo Bordiga telle qu'elle est établie par Philippe Bourrinet dans son ouvrage consacré à la Gauche Italienne[7] :

BORDIGA (Amadeo) : né en 1889 à Resina (Napoli), fils d'un professeur d' économie agraire de Portici et de Zaira degli Amadei. Etudes d'ingénieur. Adhère au PSI en 1910, où il se situe immédiatement à gauche. Membre de la Jeunesse socialiste, il sera en 1912 l'un des adversaires les plus décidés de la droite lors de la guerre de Libye. Il crée à Naples le "Circolo socialista Carlo Marx", par la scission d'avec la section locale dominée par les réformistes. La même année, au congrès de la Jeunesse socialiste, il s'oppose au courant dit "culturaliste" de Tasca. Adversaire déterminé de la guerre et du réformisme, il devient progressivement antiparlementariste après 1914. Pendant la guerre, il travaille à l'organisation de la Camera del Lavoro (bourse du travail) à Naples. En 1917 il participe à la création de la "Fraction intransigeante socialiste", adversaire de la direction maximaliste. En décembre 1918, il contribue de façon décisive à la sortie du journal "Il Soviet" qui devient l'organe de la Fraction communiste abstentionniste, fraction de gauche du PSI. Représentant du courant communiste italien au IIIe Congrès de l'IC en 1920, où il contribue à la rédaction de la 21e condition d'adhésion. Abstentionniste, il accepte que le futur parti participe aux élections, par discipline. Hostile aux positions de Gramsci (Ordine nuovo), il s'en rapproche en 1920, pour travailler à la fondation d'un parti communiste (conférence d'Imola, décembre 1920). En janvier 1921, il se retrouve à la tête de la nouvelle section de l'I.C., après la scission. Il est co-rédacteur des Thèses de Rome, avec Terracini, lors du IIe congrès du PCd'I. A partir de 1921, Bordiga s'oppose à la politique de "Front unique" de l'I.C., puis à sa politique "antifasciste" lors du IVe congrès de l'IC. Hostile à l'entrée des "terzini" de Serrati et Fabrizio Maffi dans le parti, il se plie néanmoins à la discipline de l'Internationale. Il est arrêté par le gouvernement fasciste de février à octobre 1923, la direction "bordiguiste" étant remplacée par celle de Gramsci et Togliatti, soumise à Zinoviev. Bien qu'expulsée par l'IC des organes dirigeants du parti, la tendance de gauche de Bordiga restera majoritaire jusqu'au congrès de Lyon en 1926, où elle sera mise en minorité. Face à la tendance de droite de Gramsci et Togliatti, Bordiga adhérera en 1925 au Comité d'entente formé par Damen, Fortichiari, Repossi, Venegoni et Perrone. Après le congrès de Lyon, où il mène la bataille au nom de la Gauche en présentant les "Thèses de Lyon", il combat Staline à Moscou lors du VIe Exécutif Élargi (février-mars 1926) et prend contact avec Trotsky. Il refuse la proposition de Korsch de fonder une nouvelle Internationale et de nouveaux partis communistes. Arrêté fin 1926 en Italie, il est relégué à Ustica puis à Ponza avec Gramsci, dont il demeure l'ami. Libéré en 1929, il est exclu du PCI en mars 1930 pour "trotskysme". Il se consacre alors à son activité professionnelle, et refuse tout contact avec la Fraction italienne. Il reprendra ses activités politiques en 1944 à la tête de la Fraction des communistes et socialistes italiens de Naples. Sous les pseudonymes d'Alfa et Orso, il donnera de nombreuses contributions programmatiques au PCInt de Damen et Maffi. Il s'en tiendra à l'écart jusqu'en 1949, hostile à la proclamation du parti. Avec Maffi et Perrone, il entrera en conflit ouvert avec la tendance de Damen jusqu'à la scission de 1952. Auteur, entre autres ouvrages, d'une Histoire de la gauche communiste anonyme et de nombreux autres

[6] Op. cit. p. 32.
[7] Philippe Bourrinet, "La Gauche italienne, 1919 - 1999", La Haye 1998.

textes (Propriété et capital, Facteurs de race et de nation, etc.), il meurt près de Naples en 1970.

Comme il est précisé dans la notice ci-dessus, Amadeo Bordiga fut exclu en 1930 pour "trotskysme" :

"A la fin de l'année 1926, après avoir vu sa maison saccagée par les fascistes, Amadeo Bordiga était arrêté et condamné à trois ans de relégation dans les Iles, à Ustica d'abord, puis à Ponza. Il organisa avec Gramsci, malgré leurs divergences qui n'entravaient point leurs liens d'amitié, une école du parti dont il dirigea la section scientifique. Les dissensions ne s'atténuèrent pas parmi les détenus. Lorsque 38 détenus (dont Bordiga) contre 102 se prononcèrent contre la campagne anti-trotskyste, la direction du PC italien installée à Paris décida d'exclure l'ancien fondateur du parti. Ce qui fut fait en mars 1930, à la suite d'un rapport de Giuseppe Berti."[8]

Nous donnons ci-dessous la sentence d'exclusion du PCd'I à l'encontre de son fondateur telle qu'elle fut publiée dans "La vérité", numéro 35 du 9 mai 1930 :

"Le comité central du parti communiste d'Italie, considérant que la neuvième réunion plénière du comité exécutif de l'Internationale Communiste a décidé que l'adoption et la défense des points de vue de l'opposition trotskyste ne permet pas de demeurer dans les rangs de l'I.C. et de ses sections, - décision confirmée par le VIe congrès mondial ;
Considérant qu'Amadeo Bordiga a appuyé, défendu, fait siennes les positions de l'opposition trotskyste et qu'il personnifie un courant aboutissant à cette opposition ;
Considérant que les positions idéologiques et politiques de ce courant, non seulement sont en contraste profond sur la base même du programme avec la ligne politique de l'Internationale et du parti, mais qu'elles ont tendance aujourd'hui à coïncider avec les positions opportunistes et liquidatrices des courants de droite que l'Internationale et le parti combattent avec le plus grand acharnement ;
Considérant que l'opposition trotskyste est aujourd'hui, de fait, une formation contre-révolutionnaire conduisant systématiquement la lutte contre le communisme et contre l'Union Soviétique pour briser les rangs du parti mondial de la révolution ;
Considérant que A. Bordiga a donné les directives et a développé une activité fractionnelle de désagrégation du parti et que de lui se réclament les pires éléments chassés par le parti comme des ennemis ;
Considérant que Bordiga, la période de trois ans de déportation terminée, a agi d'une façon indigne d'un communiste et d'un combattant de la révolution prolétarienne ;

Déclare Amadeo Bordiga exclu des rangs du Parti Communiste d'Italie, demandant au C.E. de l'I.C. de ratifier cette décision ;
Pose à l'ordre du jour du parti la lutte pour la liquidation définitive des résidus de l'infantilisme soi-disant de "gauche" lequel n'est autre chose qu'une forme d'opportunisme empêchant le parti de voir clairement et de remplir ses tâches de guide de la classe ouvrière dans la révolution"[9].

La figure d'Amadeo Bordiga est, comme le montre sa biographie, indissolublement liée à l'histoire du PSI et du PCd'I. La direction du PSI, au terme de sa réunion du 18 - 22 mars 1919 décida par 10 voix contre 3 de répondre positivement à l'appel lancé par Lénine aux partis socialistes, et d'adhérer à l'I.C.. Cette résolution fut ratifiée par le XVIe congrès du PSI en octobre 1919[10]. Si le congrès de Bologne avait ratifié l'adhésion, le second congrès de l'I.C. (juillet - août 1920) avait fixé les "21 conditions" d'admission des partis socialistes. Ce document réclamait l'élimination des réformistes et des centristes. C'est au cours de la conférence d'Imola (1920) que se constitue officiellement la "fraction communiste", à cette occasion un "manifeste - programme" est signé par Bombacci, Bordiga, Fortichiari, Misiano, Polano, Repossi et Terracini. Du 15 au 21 janvier 1921 se tient à Livourne le XVIIe congrès du PSI, la motion "communiste dure" réunit 58783 mandats contre la "motion Serrati" qui recueille 98028 mandats (la motion réformiste de Turati, 14695 mandats).Le 21 janvier, les délégués communistes quittaient le congrès et proclamaient la constitution du "Parti Communiste d'Italie, section de la IIIe Internationale", son comité exécutif était constitué de Bordiga, Fortichiari, Repossi, Terracini et Grieco. Contrairement à la version officielle très répandue, le Parti fut jusqu'en 1925, dirigé et dominé par la personnalité de Bordiga (la fraction "bordiguiste"[11] fut dissoute, en accord avec J. Humbert-Droz, par le représentant de l'I.C.en Italie, Gramsci le premier juillet 1925). Refusant toute collaboration avec la Social-Démocratie, le PCd'I se retrouva très tôt en opposition avec les directives de l'I.C., qui préconisait la tactique du "front unique" :

---

[8] D'après Philippe Bourrinet, op.cit.
[9] D'après "Invariance", série I, numéro 10, 1971.
[10] Nous suivrons ici la chronologie proposée par Paul Guichonnet dans "Histoire générale du socialisme de 1918 à 1945", Jacques Droz, PUF 1977.
[11] De nombreux textes de la Gauche Communiste d'Italie entre 1917 et 1925 sont rassemblés dans "Le fil du temps", numéro 8, 1971.

Terracini fut durement attaqué par Lénine sur le sujet au IIIe congrès (juin - juillet 1921). C'est au IVe Congrès (1922) que Zinoviev défendit la nécessité d'une fusion des partis socialiste et communiste italien. Bordiga et la majorité du Parti s'y opposèrent résolument. Malgré cette opposition et sans consultation de la base, le Ve Congrès de l'I.C.(1924) décida de la fusion des *terzini* (socialistes favorables à l'adhésion à l'I.C.) et du PCd'I. Battu lors du IIIe congrès du PCd'I à Lyon en février 1926, Exécutif Elargi de l'I.C., il soutint Trotsky dans ses critiques contre Staline.

Le VIe Exécutif Elargi de l'I.C. se tint du 17 février au 15 mars 1926, moins de deux mois après le 7e congrès du PCUS qui vit la défaite de l'opposition zinovieviste. Trotsky n'assista pas à cet EE car il était toujours sous le coup d'une condamnation politique qui lui interdisait de défendre ses positions sans l'autorisation du Bureau politique. Dans son histoire de l'I.C.[12], Pierre Franck précise que :

"*conformément à la demande du PCUS, la question soviétique ne fut pas mise à l'ordre du jour, bien qu'elle préoccupa certainement les assistants. Deux délégués seulement se permirent au cours du mois pendant lequel siégea ce Plénum d'élever la voix contre cet escamotage. L'un était l'allemand Engel, représentant une opposition ultra-gauche du district de Wedding (Berlin) ; l'autre Bordiga, qui se solidarisa intégralement avec les Leçons d'Octobre de Trotsky (Protokoll, 6e Plenum, p. 140) ; en demandant une discussion, il la situait dans un cadre plus général :*
"Le problème de la politique russe ne peut être résolu dans le cadre du mouvement ouvrier russe - la collaboration directe de toute l'Internationale Communiste est absolument nécessaire (...) Pouvons-nous exiger la discussion immédiate de tous les problèmes russes par cette assemblée ? Malheureusement il faut répondre non à cette question. Une sérieuse révision de notre régime intérieur est absolument nécessaire ; il est en outre nécessaire de mettre à l'ordre du jour de nos partis le problème de la tactique dans le monde entier et le problème de la politique de l'Etat russe, mais cela doit cependant se produire avec l'aide d'un cours nouveau et de méthodes totalement modifiées" (*Ibid.*, p. 144.)"[13]

Plus récemment Aldo Agosti dans sa contribution "The weak link in the Cast-iron chain : Relations between the Comintern and the Italian Communist Party (1921 - 940)"[14] revient sur le VIe EE et les débuts du PCd'I dans les termes suivants :

"*La naissance du Parti Communiste d'Italie, ratifiée par le congrès de Livourne de janvier 1921, était caractérisée par un paradoxe, destiné à rester sa marque de reconnaissance dans les relations entre le Comintern et sa section italienne. En fait, le PCd'I était le dernier des partis communistes a être fondé selon un plan correspondant à l'hypothèse stratégique de "la révolution en marche" ; c'est à dire, le dernier à être fondé en séparant l'avant-garde du prolétariat organisé du marais du réformisme et du "centrisme", et à ainsi guider le prolétariat vers la mise en place d'un régime des Soviets. Dans le même temps, c'est la situation intérieure de l'Italie, le premier pays à connaître une vague de violence réactionnaire contre le mouvement ouvrier, qui montra l'anachronisme de cette hypothèse.*

Le PCd'I fit ses premiers pas dans un contexte politique déjà dominé par le déploiement du fascisme et caractérisé par la crise et la faillite de toutes les organisations prolétariennes sans exception. Bien que l'Exécutif du Parti dans son ensemble (à l'exception partielle de Gramsci) montra lui-même au début être encore moins avisé que les stratèges du Comintern dans leur évaluation du fascisme, cette interdépendance étroite entre la naissance et l'établissement du mouvement communiste, d'une part et l'affirmation de la dictature fasciste d'autre part laissa une marque indélébile dans l'héritage génétique des communistes italiens : le problème de l'analyse du fascisme et de son combat dominèrent leur horizon sans interruption et conditionnèrent leurs relations avec l'Internationale d'une manière déterminante.

L'idéologie stricte et doctrinaire d'Amadeo Bordiga, qui fut nommé à la tête du Parti à Livourne, était en un sens une charge liée à la phase nécessairement défensive liée à un état de siège, dans lequel le PCd'I se développa, et cela correspondait bien à l'esprit intransigeant d'un Parti qui se créa en opposition franche avec les traditions socialistes et qui se vantait de revendiquer une discipline et une efficacité organisationnelle telle une marque de distinction. D'autre part, un parti fondé sur ce modèle éprouva des difficultés à mettre en application les directives nouvelles du Comintern, qui posaient la conquête de la majorité de la classe ouvrière comme un préalable à une action révolutionnaire et la tactique des fronts uniques avec les socialistes comme tactiques privilégiées.

---

[12] Pierre Franck, "Histoire de l'Internationale Communiste", 2 volumes, La Brèche, 1979.
[13] Pierre Broué dans son livre ne mentionne pas cet Exécutif Elargi.
[14] Contribution publiée dans "Centre and Periphery, The history of the Comintern in the ligth of new documents", M. Narinsky et J. Rojahn Editeurs, IISG 1996

La direction du Comintern mena un combat implacable contre Bordiga à partir du début de l'année 1922 : mais elle fit tout ce qui était en son pouvoir pour ne pas brûler les ponts avec celui pour lequel elle avait une grande admiration. En juin 1923, immédiatement après la fin du 3e Plénum qui imposa une nouvelle direction au PCd'I qui incluait le représentant de "l'aile droite du Parti", Angelo Tasca qui était en faveur de la fusion avec le PSI, Zinoviev écrivit une lettre extrêmement significative à Bordiga, qui avait été arrêté en février 1923 et était encore en prison. Après avoir fait une allusion à l'accord du Vatican pour un échange avec l'évêque Ceplitsk (la même tactique fut aussi utilisée pour Gramsci en 1928), il continuait ainsi :

"Et en ce qui concerne la question italienne, vous aurez entendu raconter par les camarades les décisions prises ici. Je suis, bien entendu, avisé que vous n'accepterez pas celles-ci. Mais, cher ami, ici, aussi, nous comptons sur votre aide. La situation de l'Internationale sur cette question n'est certainement pas facile. Nous vous aimons tous (vous personnellement ainsi que vos plus proches amis) comme de véritables combattants, comme des proches camarades de pensée. Ce n'est pas facile de vous faire des reproches. Mais vous avez commis de graves erreurs. (...) Si vous, camarade Bordiga, de prison, vous vous opposez à ces décisions, vous nous mettrez dans une situation désespérée. Il n'est pas possible de polémiquer avec un camarade emprisonné, mais il n'est pas possible non plus de ne rien faire. Vous devez comprendre cela et nous aider".

Il est maintenant bien connu que Bordiga maintint ses positions, et que ses relations avec l'Internationale se dégradèrent de plus en plus. L'optimum de tension fut atteint lors du VIe Exécutif Elargi en février 1926, quand Bordiga prit la parole en session plénière, ce fut probablement la dernière véritable opposition qui se fit entendre dans une réunion du mouvement communiste international. Ainsi durant une rencontre entre Staline et la délégation italienne, Bordiga s'accrocha violemment. L'espoir de "sauver" le chef italien ne disparut pas complètement cependant : on proposa à Bordiga une position dans l'appareil central de l'I.C., mais cette idée fut abandonnée quelques mois plus tard".

Ce Cahier reproduit l'essentiel des interventions d'Amadeo Bordiga au VI° Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (fin 1926) ainsi que dans la mesure du possible, compte-tenu de la place disponible, des extraits des interventions qui les précèdent ou qui les suivent.

En introduction de ces interventions, ce numéro des " Cahiers du CERMTRI " publie de larges extraits du chapitre 2 du livre de Sandro Saggioro et Arturo Peregalli " Bordiga, la défaite et les années obscures 1926-1945 ". Ce chapitre est entièrement consacré au VI° Exécutif élargi , à son déroulement et à sa signification[15] .Avant d'en venir à la session de l'Exécutif élargi, le livre de Peragelli et Saggioro donne quelques indications sur son contexte.

Nous les résumons ci-dessous.

Aussitôt après le Congrès de Lyon, Bordiga rentre en Italie. Il est à Naples le 31 janvier. Le comité central – dont il était membre – refusa la publication pour l'ensemble du parti de sa déclaration au Congrès de Lyon. Bordiga se rendit ensuite à Moscou où il présenta un recours pour invalider le congrès qui venait de se tenir du parti italien du fait des méthodes anti-démocratiques de sa préparation.

La première réunion de l'Exécutif élargi eu lieu le 17 février au Kremlin. Des 43 membres de l'Exécutif, seuls 23 étaient présents, il manquait 14 des 27 suppléants.

La majorité russe s'opposait à ce que la discussion interne au parti russe soit intégrée au débat entre représentants des sections. Comme l'écrivent Peregalli et Saggioro : " L'injonction avait été accueillie défavorablement par Bordiga qui, au Congrès de Lyon avait fait le commentaire suivant *"Nous sommes restés complètement stupéfiés par la lecture d'une lettre du parti communiste russe dans laquelle s'exprimait le désir que les problèmes discutés au congrès russe ne soient pas l'objet de discussion dans les autres partis".*"

---

[15] La traduction de ce chapitre a été assurée par S.Romedio et revue par A.Peregalli.L'ouvrage de A.Peregalli et S.Saggioro " " Bordiga , la sconfitta e gli anni oscuri 1926-1945 " , Colibri 1998, peut être commandé auprès du CERMTRI.

Cela aboutit par exemple à ce que " *Trotsky lui-même ne put participer aux travaux de l'Exécutif parce qu'il lui avait été interdit de défendre ses propres positions sans l'autorisation du Bureau Politique de P.C.R. Si bien qu'alors qu'un des fondateurs du Komintern était empêché de faire connaître sa pensée, un nationaliste comme Chu Chan Min, représentant chinois du Kuomintang, pouvait au contraire parler tranquillement à la tribune* ".(A . Peregalli et S. Saggioro)

LE VI° EXECUTIF ELARGI DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

(Extraits du chapitre 2 du livre de Sandro Saggioro et Arturo Peragellia " Bordiga, la défaite et les années obscures 1926-1945 " . A partir de la partie intitulée " L'affrontement avec Staline ", nous reproduisons intégralement le texte.)

L'AFFRONTEMENT AVEC STALINE

Le 21 février, Togliatti convoqua les délégués italiens pour une discussion préliminaire sur le projet de thèses présenté par Zinoviev en conclusion de son intervention. C'était la première occasion qui s'offrait à Bordiga pour mettre sur le tapis la question russe, et il ne la laissa pas échapper. On lit dans le compte-rendu de la réunion :

" *Puisque [Bordiga] se réserve pour présenter d'autres thèses, il se refuse à dire quoi que ce soit. Mais, s'il le veut, il peut préciser sa pensée particulièrement à propos de la Russie. Il pose seulement le problème : où va la Russie ? Quels sont les caractères et les développements de son économie ? Il y a deux possibilités : que la Russie se dirige vers le socialisme ou qu'elle s'arrête dans ce processus. Quant à la détermination de ces possibilités, l'Internationale communiste a un devoir à remplir et chacune de ses sections peut et doit intervenir* " [16].

Bordiga observa que dans le projet de thèses présenté par Zinoviev, les perspectives du socialisme en Russie étaient complètement absentes. Il déclencha ainsi le premier incident, déclarant tout de suite, avec une extrême clarté, " ne pas avoir de raison d'assister à la réunion et de participer à la discussion ".

Togliatti se montra préoccupé par l'attitude de Bordiga, surtout quant à la façon péremptoire avec laquelle il avait positionné la question. Il chercha toutefois à le convaincre de participer à la discussion, mais celui-ci se leva et s'en alla. Togliatti proposa d'informer la Centrale du PCR sur la situation qui venait de se créer dans la délégation italienne " à la suite des déclarations de Bordiga", demandant que quelqu'un vienne pour fournir des éclaircissements à ses membres.

Il contacta probablement Staline dans la soirée. Le bruit se diffusa en fait que le secrétaire général du Parti bolchevik serait présent à la séance du lendemain pour éclairer ce malentendu.

Que se fut le numéro un du parti russe (même s'il n'avait aucune charge formelle au sein de l'IC) qui donne des informations au petit parti italien, on ne peut l'expliquer qu'avec le prestige considérable dont jouissait encore Bordiga dans les milieux de l'Internationale. Une confirmation, parmi tant d'autres, devait arriver les jours suivants avec une intervention du russe Lominadze, qui dit de lui qu'il s'agissait d'un " opposant de gauche qui se distinguait des autres ultra-gauches par le fait qu'il était sincère, franc, de bonne foi, digne d'estime " [17].

Dans le groupe italien, dans tous les cas, les différentes positions étaient bien distinctes. Si Togliatti s'était dépêché de demander de l'aide à Staline, Bordiga rencontra au contraire Trotsky et eut avec lui " un très long entretien " qui se termina aux premières lumières de l'aube[18]. Le jour suivant, beaucoup de dirigeants du PC d'I étaient présents (Grieco, Flecchia, Gennari, Roveda, Azzario, Ligabue, Ambrogi, Berti). Le Russe Kobyliansky faisait l'interprète, secondé –informe Berti-- par la Polonaise Fanny Jezierska (déjà secrétaire de Rosa Luxembourg, Clara Zetkin et Heinrich Brandler), qui connaissait très bien l'italien pour

---

16 Le compte-rendu de la séance est dans APC, 372/6. Reproduit dans G.BERTI, *op. cit.*, pp.218-232.

17 Rep. dans EDWARD H.CARR, *op. cit.*, p.476.

18 GIUSEPPE BERTI, *I primi diecianni del PCI*, Documenti inediti dell'Archivio Angelo Tasca, Milan, Feltrinelli, p.220.

avoir séjourné en Italie auprès de la délégation soviétique de 1922 à 1925. Il est probable que Jezierska, laquelle faisait partie du secrétariat de Staline, ne fut pas présente qu'en qualité d'aide interprète, mais qu 'elle assumait aussi des fonctions de contrôle et d'information[19].

Togliatti affronta la question avec prudence et commença par une question assez vague :

" *La délégation désirerait que le camarade Staline expose quels ont été les points de divergence au récent Congrès du PCR au niveau des problèmes économiques* ".

Tout de suite, Staline s'empressa de préciser : " Il est préférable que les demandes me soient faites concernant des questions particulières ".

Togliatti précisa alors que Bordiga demandait qu'on lui explique quelle était la valeur des concessions faites aux paysans moyens.

La réponse de Staline fut sans aucun doute sérieuse, mais aussi, en un certain sens, moqueuse ; il sembla surtout s'amuser à donner une petite leçon de " marxisme soviétique ". Il expliqua qu'en Russie il y avait deux classes fondamentales, le prolétariat et les paysans ; d'autre part, la bourgeoisie, même faible et défaite, devait cependant être prise en considération. La classe prolétarienne se maintenait au pouvoir surtout aux dépens des paysans et, comme elle était minoritaire dans la société russe et pas assez forte économiquement, elle n'était pas en mesure à elle seule de tenir le pouvoir et de gérer l'Etat.

Staline avait ainsi ouvert le chapitre contesté de l'attitude du régime envers les paysans. La question suivante de Bordiga, mais plus généralement sa manière globale de poser le problème, apparaît –note Berti-- " comme une position trotskyste typique : les concessions aux paysans, ainsi, sont de nature à modifier le caractère prolétarien et socialiste de la révolution, elles initient un processus d'involution et de bureaucratisation petit-bourgeois de l'Etat soviétique "[20].

Staline, certainement informé par les services de sécurité de la rencontre nocturne entre Bordiga et Trotsky, et sachant bien où l'Italien voulait en venir, continua en toute tranquillité en expliquant que les paysans se divisaient en paysans pauvres, petits propriétaires et ouvriers agricoles. Il expliqua que le socialisme était l'union des travailleurs de la ville et de la campagne sur la base de la socialisation des moyens de production, que l'alliance entre ouvriers et paysans n'excluait pas la lutte, que l'union entre ouvriers et paysans demeurait donc une réalité. Cette union ne se nouait cependant pas entre parties égales : une partie dirigeait, et c'était la classe ouvrière, alors que l'autre était dirigée, et c'était la partie paysanne.

A la fin de son intervention, Staline abonda en un " réalisme " contenant une justification, adressée à ces communistes étrangers qui ne savaient pas combien fut difficile la gestion du pouvoir après l'avoir conquis : " Les choses que j'ai dites feront comprendre aux camarades à quel point les problèmes qui se posent au prolétariat quand il est au pouvoir sont complexes. Etre dans l'opposition est une situation très commode. Mais il faut lutter contre les difficultés et vaincre ".

Bordiga mit alors de côté le problème paysan et entra directement dans le vif des questions russes, touchant aux rivalités personnelles qui déchiraient l'état-major soviétique. Se saisissant du mécontentement qui s'était répandu dans la classe ouvrière et dans le milieu qui prétendait la représenter sur le plan politique, il demanda : " Que vaut l'opposition ouvrière de Leningrad ? "

---

[19] Cf. le rapport de Togliatti au secrétariat du PC d'I du 17 mars 1926, APC, 419/13 : " La camarade Fanny a été chargée du rôle d'informatrice sur les choses italiennes par un camarade du P[olit] B[uro] (St)[aline] ". Jerzieska abandonnera le parti en 1929. Durant son séjour en Italie, elle devint amie de Tasca, avec lequel elle conserva des rapports d'amitié personnelle et politique jusqu'à sa mort. Cf. GIUSEPPE BERTI, *op.cit.*, p.320.

[20] GIUSEPPE BERTI, *op.cit.*, p.221.

Staline répondit sèchement : " Il ne s'agit pas d'ouvriers mais d'un petit groupe de dirigeants qui ressemble au groupe qui, à la veille d'Octobre 1917, avant l'insurrection, ne croyait pas à la réussite de l'insurrection et se positionna contre les décisions du Comité Central en écrivant ouvertement que l'insurrection [...] n'était pas possible ".

A ce moment, Bordiga, voyant Zinoviev et Kamenev critiqués pour leur attitude défaitiste à l'époque de l'insurrection, saisit la balle au bond et demanda à Staline :

" *En 1917, le camarade Staline n'était-il pas lui aussi contre Lénine ? N'a-t-il pas été lui aussi en désaccord avec Lénine sur la question de la paix en 1919 [1918, Note de l'auteur] ?* ".

L'attaque était devenue directe et sans détour. Face aux délégués italiens qui restaient stupéfaits devant l'audace avec laquelle Bordiga osait mettre en cause le passé du plus grand représentant du bolchévisme d'alors, Staline, d'après ce que rapporte le procès-verbal, aurait répondu : " Non, je ne fus pas en désaccord avec Lénine. Tous étaient contre la poursuite de la guerre. Aucun communiste n'aurait pu alors soutenir une autre thèse ".

En réalité, les choses n'allaient pas ainsi : " le procès-verbal de la séance n'est pas exact ", a rappelé Berti ; en d'autres termes, il fut falsifié délibérément. Cette technique de manipulation et de contrefaçon destinée à devenir par la suite systématique avait donc déjà cours en 1926. Beaucoup d'années plus tard, Bordiga a affirmé que la réponse de Staline avait été bien différente :

" *Je demandais à un certain moment à Staline s'il fut vrai que Lénine, à son retour en Russie en 1917, à propos de la direction de la Pravda, avait exprimé des jugements sévères. Le journal, selon les dires de Lénine, semblait être dirigé par un chauvin et non par un bolchévique. Je fis la demande en français, mais les interprètes, très impressionnés, ne se décidaient pas à traduire en russe. Il ne m'était pas possible de m'adresser directement à Staline car je ne connaissais pas le russe et d'autre part Staline ne parlait pas cette langue à cette époque. Je répétai la question. A ce moment, Staline, d'un ton ultra sec, ordonna aux interprètes de traduire " ce que demandait le camarade Bordiga ". La traduction commença et les traits de Staline se contractèrent. Ce fut un instant de silence, puis Staline ajouta hâtivement : da, da* "[21].

Après " l'incident ", la réunion se poursuivit avec une nouvelle demande de Bordiga : " A partir du moment où le camarade Staline utilise comme argument politique l'erreur commise en 1917 par un groupe de camarades, pourquoi [en 1924, *Note de l'auteur*] quand le camarade Trotsky rappelle lui aussi ces faits, on organise contre lui une campagne ? ".

Staline répondit : " Trotsky ne fut pas combattu pour cela, mais parce qu'il pensait et soutenait sa vieille conviction selon laquelle, s'il n'y a pas de révolution dans d'autres pays d'Europe, on ne peut développer la révolution en Russie. C'est là une conception sociale-démocrate et Trotsky fut combattu pour cela ".

---

[21] NEVOL QUERCI, *A colloquio con Bordiga*, " La base socialdemocratica ", a.II, n°9, 10 septembre 1965, pp.306-308. Voir aussi la version reportée dans [AMADEO BORDIGA], *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi*, Milan, Ed. Il programma comunista, 1976, p.117. Berti, confirmant la version de Bordiga, écrit : " En fait, il découlerait du procès-verbal que Staline ait évité de répondre à Bordiga sur 1917 et se soit simplement limité à répondre qu'il ne fut pas en désaccord avec Lénine en 1919 [1918, *Note de l'auteur*]. En réalité, les choses se déroulèrent autrement. Je me souviens bien que, confronté à la question de son attitude en 1917, Staline réfléchit plus longuement que d'habitude avant de répondre, puis il répondit que " non pas en octobre 1917 " mais avant les thèses d'avril de Lénine et particulièrement " en mars 1917 ", quand on discutait du caractère de la révolution en Russie, il avait eu sur la question des hésitations... Dans le procès-verbal, cette reconnaissance explicite de Staline sur ses positions politiques erronées de mars 1917 a totalement disparu ". G.BERTI, *op. .cit.*, p.222. Un autre témoin, Giovanni Farina, a précisé : " Mais en ce qui concerne la position de Staline quant à la " continuation de la guerre ", Staline répondit exactement ainsi : " je ne sus pas durant une semaine " ". Lettre à Berti, s.d. [mais après 1966], Institut Gramsci, BMT, fasc. A.Bordiga.

L'affrontement entre Bordiga et Staline était donc arrivé à un point nodal du désaccord qui concernait les perspectives internationales de la révolution. Mais le communiste napolitain, qui avait décidé de laisser de côté toute prudence " tactique ", s'engagea alors dans une défense à outrance de Trotsky.

" *Il est vrai cependant,--menaça Bordiga,-- que Trotsky fit une comparaison entre l'Octobre russe et l'Octobre allemand et critiqua les faiblesses de ces camarades qui sont aujourd'hui dans la Nouvelle Opposition. On disait alors que Trotsky prenait position contre la vieille garde. Aujourd'hui au contraire, les mêmes accusations sont adressées par le Comité Central contre l'opposition* ".

Staline répondit alors : " La différence réside en cela : le camarade Trotsky commençait par une comparaison et construisait toute sa critique à partir d'elle. Quel était son but ? Il voulait changer les règles du jeu sans tenir compte de l'essentiel. Mais on ne peut rien bâtir à partir d'une comparaison. Si l'on commence avec une comparaison, on doit aussi finir avec une comparaison. Et cela veut dire faire de la littérature, non du travail politique ".

Et Bordiga d'insister : " Trotsky se sert de la comparaison pour chercher à connaître les causes de la défaite subie en Allemagne en 1923. Il n'était pas dénué d'importance historique d'établir que les mêmes hommes qui s'étaient trompés en 1917 en Russie étaient à la tête de l'Internationale quand la révolution allemande échoua en 1923 ".

Staline objecta alors qu'en ce qui concerne 1923, Trotsky n'avait pas raison. A ce moment, la position la plus ferme avait justement été assumée par Zinoviev alors que Trotsky avait appuyé le groupe Brandler, qui avait maintenu un comportement incertain et changeant[22].

Bordiga demanda alors : " Ne croit-il pas que la confiance accordée par Trotsky à Brandler ait été meilleure que celle accordée à Fischer ? "

La réponse de Staline ne se fit pas attendre : " Brandler mérite certes plus de confiance que Fischer. Il arrive cependant souvent qu'un homme digne prenne une position fausse et que vice-versa un homme non digne se trouve dans la position juste. On doit suivre en politique la ligne des positions, pas celle des personnes ".

La discussion entre Staline et Bordiga semblait glisser sur des problèmes importants mais secondaires par rapport à la question russe, même si le débat sur le travail des communistes allemands était lié à l'affrontement en cours dans le parti russe, et en particulier au conflit toujours plus âpre entre Staline et Trotsky. Et c'est à ce moment que Togliatti, sans doute afin de ramener le débat au thème de départ, intervint en tant que coordinateur de la réunion et demanda à Staline de continuer son rapport, surtout pour ce qui concerne " la valeur des éléments socialistes existant dans l'industrie russe ".

Staline, avec calme et sur un ton grave, commença de nouveau une autre leçon :

" *Une seule classe --le prolétariat— est représentée dans notre industrie, et elle n'est pas organisée dans le but d'exploiter les ouvriers à l'avantage de la bourgeoisie, mais bien plutôt de renforcer économiquement la classe laborieuse. C'est de là que découle son caractère socialiste. [...] La culture des ouvriers est faible. On vole encore beaucoup chez nous, alors que c' est plus difficile dans l'organisation capitaliste. [...] Si notre industrie reposait sur une plus grande culture des ouvriers et sur une technique plus parfaite, on travaillerait dans nos usines beaucoup plus qu'en régime capitaliste et l'on ferait des miracles* ".

Togliatti, après une pause, posa de manière inattendue une question qui allait échauffer les esprits. Il demanda à Staline si les questions qui avaient été discutées au récent Congrès de

---

[22] Sur ce point, Bordiga aurait demandé des éclaircissements à Trotsky une dizaine de jours auparavant. Voir l'échange de lettres du 2 mars 1926 entre les deux, in GIUSEPPE BERTI, *op. cit.*, pp.232-233.

décembre du Parti bolchevik entraînaient " des perspectives quant aux développements de la situation mondiale ". Staline répondit : " Nos perspectives sont celles en général de l'Internationale Communiste ". Mais il prit bien soin de ne pas dire que la politique de l'IC dépendait en tout et pour tout du parti et de l'Etat russes. L'explication représenta pour Bordiga une opportunité pour approfondir le problème et pour reprendre la discussion sur deux thèmes très importants à ses yeux : la responsabilité du nouveau groupe dirigeant et les perspectives de la révolution mondiale. En ce qui concerne la question des perspectives, il demanda avec fermeté si " le camarade Staline " pensait que le développement de la situation russe et des problèmes internes du Parti bolchevik fut " lié au développement du mouvement prolétarien international ".

La réponse de Staline, on ne sait si elle fut ironique ou irritée, fut tout autant sèche : " Cette question ne m'a jamais été posée. Je n'aurais jamais cru qu'un communiste puisse me l'adresser. Dieu vous pardonne de l'avoir faite ! " Bordiga fit semblant de ne pas comprendre et partit à l'offensive en adressant au secrétaire général une question cruciale :

" *Que le camarade Staline dise ce qui arrivera en Russie si la révolution prolétarienne ne se vérifie pas en Europe avant une certaine période* ".

La suite du débat révélait la distance absolue entre les positions. Staline, qui dut certainement méditer longuement sur la dernière question, donna une réponse révélatrice de ce qu'il entendait par réalisation du socialisme en un seul pays.

" *Si nous savions bien organiser l'économie russe, --répliqua-t-il, -- celle-ci est destinée à se développer, et avec elle c'est la révolution qui se développe. Le programme de notre parti dit que [...] nous avons le devoir de défendre la révolution dans le monde par tous les moyens, et nous le ferons. Il n'est pas de fait exclu que si la bourgeoisie ne nous attaque pas la première, nous serons contraints de l'attaquer. Certes, la bourgeoisie a laissé passer, pour nous attaquer, le bon moment, quand nous étions faibles. Nous sommes plus forts aujourd'hui. Nous avons, dans la grande industrie, deux millions d'ouvriers et sept dans l'industrie moyenne et leur capacité productive et leur culture vont toujours en augmentant* ".

Bordiga, non encore satisfait, commença une nouvelle intervention et contre-attaqua :

" Staline considère-t-il que la collaboration des autres Partis communistes, qui représentent l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, est nécessaire pour déterminer la politique du Parti russe ? "

Staline répondit : " Elle est sans doute nécessaire et nous la désirons. C'est dans ce but que notre Congrès a approuvé la résolution selon laquelle les grands partis de l'IC doivent collaborer de manière effective à la direction de l'Internationale ".

Bordiga répliqua sèchement : mais " cette collaboration devrait déjà avoir lieu sur la discussion récente. Les questions traitées par le Congrès russe devraient donc être traitées par l'actuel Exécutif de l'IC ".

La confrontation abordait donc l'argument que Bordiga estimait le plus important, mais dont la discussion avait été empêchée : qu'en est-il du rapport entre le parti russe et les autres Partis communistes. Tous les partis étaient égaux entre eux, ou bien l'un d'entre eux était-il plus " égal " que les autres et devait-il ainsi avoir plus de pouvoir ? C'était la question que posait Bordiga et pour laquelle il attendait une réponse claire. Il se rendait cependant compte que les marges d'intervention, jusqu'alors bien étroites, étaient en train de s'annuler, mais il tenait à ce que ce soit les Soviétiques qui le disent de manière explicite.

" *Il faut observer, --admettait Staline avec difficulté,-- que ces questions sont essentiellement russes. De plus, les partis occidentaux ne sont pas encore préparés à en discuter. C'est pour cela que la Centrale du Parti communiste russe a envoyé aux partis de l'IC une lettre dans laquelle il est demandé que la discussion récente ne soit pas transférée dans les autres*

Partis. Cette résolution a été aussi approuvée par l'opposition et a été faite sienne par le Præsidium de l'IC. Nous avons aussi fait cela pour éviter que ne se répète ce qui est arrivé avec les discussions précédentes avec Trotsky, lesquelles ont été reportées dans certains partis de façon artificielle et mécanique ".Staline confirmait, en d'autres termes, que les Partis communistes ne devaient pas se mêler des affaires internes de la Russie. Bordiga, toujours plus déterminé, se lança alors dans un dernier assaut.

" *Je ne crois pas, --répliqua-t-il,-- que ces arguments aient une valeur décisive. Avant tout, si l'on voulait ne pas discuter des questions russes à cet Exécutif élargi, ce devait être à l'Exécutif élargi lui-même de décider en ce sens. En second lieu, les problèmes qui ont été soulevés dans la discussion russe ne peuvent pas être considérés comme uniquement russes. Ils intéressent les prolétaires de tous les pays. Enfin, le fait que l'opposition soit consentante n'a aucune valeur* ".

Staline n'était cependant plus disposé à perdre encore du temps dans une discussion qu'il estimait pour le moins stérile. Son intention était de faire comprendre au petit groupe des communistes italiens, et surtout à Bordiga, qu'ils ne devaient pas s'immiscer dans des événements bien au-delà de leur compréhension et de leurs possibilités.

" *D'un point de vue formel et de procédure, --admit Staline, -- il est certainement vrai qu'il n'est en rien régulier que l'Exécutif élargi ne décide pas de lui-même de ne pas affronter la question russe. Mais il faut revenir à la substance des choses. La position qu'a le Parti communiste russe dans l'Internationale est telle qu'on ne peut penser qu'il serait possible de résoudre par la procédure les problèmes qui touchent aux rapports entre le Parti russe lui-même et les autres Partis* ".

Insistant sur un concept désormais accepté par les dirigeants russes, il ajouta que, c'est certain,

" *La position du Parti russe dans l'Internationale est une position privilégiée. Nous nous rendons compte de l'existence de ce privilège et nous comprenons aussi la responsabilité qui en découle. Nous savons que, quand les camarades russes parlent dans le Præsidium, il est difficile que les camarades des autres Partis les contredisent, et cela non plus ne nous fait pas plaisir. Nous avons aussi d'autres privilèges, celui par exemple que l'Internationale réside à Moscou, et celui d'avoir remporté la révolution. Nous sommes cependant prêts, --conclue Staline avec un peu de malice, et répétant ce qu'avait déjà dit Zinoviev, --à déplacer le siège de l'Internationale dans un autre pays dès que la révolution y sera victorieuse* ".

Il lança enfin une invitation qui ressemblait plus à un chantage : " la difficulté de procédure est une chose bien infime face aux difficultés devant lesquelles nous nous trouverions si nous rouvrons la discussion russe au Plénum de l'Exécutif élargi. Cela signifierait en fait la rouvrir dans le Parti russe ".

La brutalité de la réplique n'était pas nouvelle ; plus d'une fois, dans le passé, les dirigeants russes avaient répondu en des termes analogues, à Bordiga lui-même aussi. Staline exprimait parfois les intérêts russes de manière plus brutale. Sa réponse se transforma pourtant en un avertissement : si la question russe était rouverte dans la séance de l'Exécutif, nous aurions été contraints " d'enlever le camarade Zinoviev de la direction de l'Internationale ". " Aujourd'hui, -- suggéra Staline, --personne ne désire cela ".

Il s'agissait d'une menace plutôt inutile car, quelques mois après, la présidence de Zinoviev à l'IC, qui était alors déjà sous tutelle, allait devenir purement effective, dans l'attente du limogeage définitif, qui devait avoir lieu à l'automne.

A ce moment, la séance fut close ; Staline avait clairement montré que c'était lui, désormais, qui commandait en Russie et dans l'Internationale, et que les opposants ne comptaient plus du

tout. Ce n'est pas par hasard que Togliatti, vingt-cinq années après, aurait raconté à ses biographes que Bordiga était sorti " anéanti "[23] de la confrontation.

Dans ce face à face, Bordiga, outre qu'il contestait la politique du parti soviétique sur les questions russes, avait aussi reposé les problèmes qu'il avait déjà soulevés au V°Congrès de l'IC ; il avait ainsi soumis à la discussion la prédominance du PCR dans la direction de l'IC, il avait demandé que les autres partis communistes puissent participer de manière paritaire et, surtout, que les décisions internes russes fussent discutées avec les autres partis extérieurs. Ce sont tous les problèmes, comme nous le verrons, qu'il soulèverait de nouveau lors de l'assemblée plénière. Sa critique touchait désormais à l'ensemble du cours historique du mouvement communiste, marquant une convergence de fait avec certaines positions *du moment* de Trotsky et de Zinoviev, lesquels étaient en train de travailler secrètement pour arriver à un accord que Bordiga, à ce qu'il semble, anticipa en assemblée plénière[24].

Plus tard, dans une interview, se référant à un article à son propos, paru dans les années cinquante et intitulé *L'uomo che disse di no a Stalin* [*L'homme qui dit non à Staline*], Bordiga précisa ironiquement : " ce titre n'était pas bon. En réalité, ce fut Staline qui dit non à Bordiga "[25].

La discussion avec Staline eut des répercussions au sein de la délégation italienne qui se réunit le jour suivant et où prévalut l'opinion selon laquelle il fallait reconnaître le " privilège " du PCR. " Il n'existe pas d'égalité entre les partis communistes ", soutint Ruggero Grieco (" Braco "). Mais certains critiquèrent aussi les erreurs de l'IC (l'échec en Allemagne en 1923, par exemple) en attribuant la responsabilité au Parti russe et demandant que Bordiga resta à Moscou et prit part au travail de la direction du Komintern [26]. Grieco et Togliatti invitèrent aussi Bordiga à prendre sa place dans le CE de l'Internationale afin qu'il ne se limite à faire seulement œuvre de critique.

---

23 *Conversando con Togliatti*, Notes biographiques par Marcella et Maurizio Ferrara, cit., p.165.

24 Bordiga rappelle : " déjà au printemps 1926, quand ils ne s'étaient pas encore rapprochés après la défaite de 1924 où Zinoviev soutint Staline [...] seuls les délégués à Moscou de la gauche communiste italienne affirmèrent, à la stupeur du milieu bolchévique lui-même, que Trotsky, Zinoviev et Kamenev étaient du même côté de la barricade ". [AMADEO BORDIGA], *Dialogato coi morti* , " il programma comunista ", n°7, 31 mars-13 avril 1956. Voir aussi [A.BORDIGA], *La Russia nella grande rivoluzione e nella societá contemporeana*, " il programma comunista ", n°12, 5-12 juin 1956. Une traduction française du "Dialogue avec les morts" existe, elle est épuisée et mériterait une nouvelle traduction .... NDE

25 NEVOL QUERCI, *A colloquio con Bordiga*, " La base socialdemocratica ", cit.

26 APC, 372, 11-13. Voir aussi GIOVANNI SOMAI, *art. cité*, et même ALDO NATOLI, *Il PC d'I e il Komintern nel 1926. Appunti di storia e storiografia*, in *L'etá dello stalinismo*, Rome, Ed. Riuniti, 1991, pp.407-425.

L'INTERVENTION DE BORDIGA A LA CINQUIEME SESSION DU 23 FEVRIER

Bordiga ne fut en rien intimidé par l'attitude de Staline et le jour suivant, le 23, au siège de l'Exécutif élargi, commentant le rapport de Zinoviev, il tint un discours d'une durée de quatre heures dans lequel il accusa de nouveau la ligne officielle de l'Internationale. Selon l'historien Edward Carr, Bordiga " descendit sur le champ de bataille, et avança la seule opposition sérieuse que l'on entendit durant la session "[27]. Même un grand *supporter* de Togliatti comme Ernesto Ragionieri n'a pas réussi à éviter un geste d'admiration envers le communiste napolitain qui aurait développé " un discours d'opposition qui n'avait jamais été prononcé à la tribune du Komintern et qui ne serait certainement jamais plus prononcé "[28]. Et même Staline, peu après, aurait retourné à Bordiga un étrange éloge, que ce dernier rappela à Giuseppe Fiori peu avant de mourir :

" *Ils ont dit tant de choses sur moi, en bien et en mal, mais le meilleur compliment, je l'ai eu de Staline. Sais-tu ce que Staline pensait de moi ? Je me souviens de cette réplique : " Quand Ruth Fischer dit une chose, c'est non seulement une bêtise, mais c'est aussi un mensonge. Quand c'est Maslow qui la dit, c'est une bêtise et cela peut aussi être un mensonge. Quand c'est Bordiga, cela peut très souvent être une bêtise, mais ce n'est certainement pas un mensonge* " "[29].

Grieco, quelques mois après la conclusion de la séance moscovite, reconnut que Bordiga avait été " l'unique adversaire ", même s'il avait " adressé à l'Exécutif élargi, dans une forme plus tempérée, les critiques que nous connaissions et que nous avions entendues dans un style plus sauvage, lors de notre récent Congrès "[30]. En d'autres termes, il avait fait preuve d'une plus grande diplomatie dans l'exposition de ses thèses.

En réalité, l'attaque de Bordiga contre la ligne politique de l'IC fut si décisive qu'il constitua le noyau central autour duquel, pendant le long débat, toutes les interventions successives tournèrent. Il n'y eut quasiment pas d'orateur (de Zinoviev à Boukharine, de Togliatti à Thälmann, de Lominadze à Manuilsky) qui ne sentit le besoin d'attaquer ou au moins de faire référence à Bordiga.

Le communiste italien chercha en effet à développer les lignes d'un discours qui tendait à contester, en même temps que l'orientation générale, la structure de l'Internationale communiste telle qu'elle se représentait au moins à partir du III° Congrès. Dans son intervention qui résumait pratiquement la critique déjà avancée les années précédentes, Bordiga attaqua le mot d'ordre de Front unique, critiqua la bolchévisation des Partis communistes, continua ensuite à étudier la vie interne en relation avec la question de la discipline et des fractions, examinant ainsi la vie de certains partis comme le parti français et le parti allemand.

Après avoir tout d'abord déclaré que le Komintern se trouvait face à une crise sur le long terme, il avertit qu'il irait au-delà des arguments traités par Zinoviev dans son rapport. C'était une façon d'annoncer qu'il saisirait ces thèmes brûlants que le dirigeant russe avait soigneusement tus. Pour introduire l'argument, sans doute avec l'intention d'écarter

---

[27] EDWARD H. CARR, *op. cit.*, p.476.

[28] ERNESTO RAGIONIERI, *Palmiro Togliatti*, Rome, Ed. Riuniti, 1976, p.210.

[29] GIUSEPPE FIORI, *Morte del padre del Partito Comunista Italiano*, " Stampa sera ", 27 juillet 197O. Les paroles exactes de Staline furent les suivantes : " La méthode du groupe Ruth Fischer, la méthode de la diplomatie corrompue, est diamétralement opposée à la méthode de Lénine. Je peux respecter Bordiga, que je ne considère ni léniniste ni marxiste, et je peux le croire parce qu'il dit ce qu'il pense..[...] Mais [...) je ne peux croire un seul instant Ruth Fischer, qui ne dit jamais ce qu'elle pense ". STALIN, *Discorso alla commissione tedesca della sesta sessione plenaria del CE dell'IC*, 8 mars 1926, in *Opere complete*, vol.VIII, Rome, Rinascita, 1954, pp.142-143. Paru à l'origine sur " L'Internationale communiste ", n°10, avril 1926, p.370.

[30] Ruggero Grieco, *I lavori del VI Plenum del CE della Internazionale Comunista* (relazione del compagno R. Grieco), " l'Unitá ", 27 juin et 4 juillet 1926.

l'accusation de sectarisme, il reconnut avant tout que la simple existence des Partis communistes, sans la liaison nécessaire (?, en italien "preventivo", littéralement "préventive" ce qui n'a pas grand sens dans le contexte présent, NDE) avec les grandes masses, n'était pas suffisante pour la victoire du prolétariat :

" *Même le parti communiste le plus fort n'est pas en mesure, dans une situation générale révolutionnaire, de créer par un pur acte de volonté les conditions et les facteurs nécessaires pour une insurrection, s'il n'a su rassembler des grandes masses autour de lui* "[31].

Mais une telle situation ne pouvait être obtenue artificiellement par des manœuvres et des alliances politiques avec d'autres partis et d'autres couches sociales. Il rappelait ainsi que, dans la période où existait une situation très favorable aux révolutionnaires, on n'avait pas su lancer l'assaut contre le capitalisme, et par la suite les rapports de force entre les classes avaient complètement changé à la défaveur du prolétariat. Le front unique, introduit en tant qu'expédient pour conquérir les masses, s'était transformé de tactique offensive en manœuvre défensive. Afin de dissiper toute équivoque, il précisa de nouveau qu'il n'avait " rien à objecter contre les thèses du III° Congrès sur la nécessité de la solidarité des masses ". Mais l'application de la nouvelle tactique avait amené des erreurs droitières, qui étaient devenues toujours plus évidentes après le IV° Congrès de 1922. L'objectif du " Gouvernement ouvrier et paysan " avait représenté un élément ultérieur de dégénérescence parce qu'il n'avait pas su assurer le maintien du " caractère spécifique " du Parti communiste.

Bordiga critiqua la méthode établie dans l'Internationale qui faisait invariablement retomber la responsabilité des défaites sur chacun des chefs des partis, évitant de mettre en discussion la politique générale de l'Internationale. Il prit comme exemple la défaite allemande d'octobre 1923 quand

" *On se limita à dire : il ne s'agit pas de revoir de manière radicale les délibérations du IV° Congrès, il faut seulement éloigner certains camarades qui se sont trompés dans l'application de la tactique du front unique ; il est nécessaire de trouver les responsables. On les trouva dans l'aile droite du parti allemand, on ne voulut pas admettre que la responsabilité revenait à toute l'Internationale* ".

Il décida donc de pousser l'attaque à fond, posant le problème de la dynamique de la révolution en Russie, contraignant ainsi Staline et le groupe dirigeant russe à justement affronter cette question qu'ils ne voulaient pas discuter publiquement. Sa critique de la théorie du socialisme en un seul pays et des implications qu'elle comportait dans la société soviétique, à savoir le poids croissant des masses paysannes, faisait résonner toutes proches les prises de position de Trotsky. Bordiga, en effet, n'avait pas encore une opinion autonome envers celle de l'opposition russe sur les problèmes économiques et sociaux devant lesquels l'URSS se trouvait et, de même que le *prophète désarmé*, il pensait que le danger majeur pour le pouvoir soviétique provenait du développement du capitalisme dans les campagnes et des *nepmen*, sous-estimant ainsi l'affirmation du capitalisme d'Etat, dont Staline était désormais l'expression politique, et qui apparaîtrait de manière plus qu'évidente avec le tournant de 1928. Ce n'est que beaucoup d'années plus tard, revenant sur les débats de cette année là, qu'il dira : " Il est beaucoup plus facile aujourd'hui qu'alors de démontrer que la société russe est capitaliste "[32].

Mais son intervention concernait surtout le rôle du Parti bolchévique en Russie et dans l'Internationale et le rapport du prolétariat européen avec la révolution des Soviets. Cette dernière, pour Bordiga, possédait une valeur fondamentale en tant que restauration du marxisme révolutionnaire après les désastres de la Seconde Internationale et en tant que vérification des postulats marxiens sur la prise violente du pouvoir, la destruction de l'Etat de

---

31 " l'Unitá " du 3 mars 1926 publia un résumé du discours de Bordiga. " Prometeo " fit paraître *Il poderoso intervento di B alla VI° sessione del Comitato Esecutivo allargato dell'IC* [L'intervention courageuse de Bordiga à la VI° session…], en quatre épisodes, du n°3 au n°6 (15 juillet-15 septembre 1926).

32 [AMADEO BORDIGA] *Dialogato coi morti*, Rome, Sul Filo del tempo, 1977, p.128

classe et la dictature du prolétariat comme levier fondamental pour la transformation des rapports bourgeois de production. Il s'agissait néanmoins de délimiter la valeur paradigmatique de cette révolution, en la circonscrivant dans les limites de la Russie arriérée :

" *Le parti russe luttait dans des conditions spéciales, à savoir dans un pays où l'autocratie féodale n'avait pas encore été écrasée par la bourgeoisie capitaliste. Il faut que nous sachions comment on attaque un Etat bourgeois démocratique moderne, qui a d'une part des ressources aptes à corrompre et à dévier le prolétariat, et d'autre part se défend sur le terrain de la lutte armée avec une plus grande efficacité que l'autocratie tsariste elle-même n'a pu le faire. Ce problème n'est pas traité dans l'histoire du parti communiste russe [...]. La grandiose expérience du parti russe est précieuse ; mais en plus de celle-ci, il nous faut encore autre chose. L'enseignement* de la révolution russe, la restauration du marxisme ne sont *définitifs* qu'au niveau de la doctrine "[33].

Bordiga posait donc la question de savoir comment un Parti communiste pouvait œuvrer dans un pays développé en résistant d'une part à la pression d'un milieu social évolué et en préparant d'autre part l'assaut à un Etat organisé de manière moderne et avec une longue tradition démocratique. Il affirma que l'expérience de la révolution russe était limitée parce qu'elle n'enseignait pas au prolétariat occidental la façon " d'abattre l'Etat capitaliste moderne, libéral, parlementaire ", qui existait depuis de nombreuses années et avec une forte capacité de défense.

A la lumière de cette critique générale, Bordiga repoussait la bolchévisation, car elle contraignait les Partis communistes occidentaux à appliquer, dans un contexte complètement différent, la même tactique que celle suivie par les bolchéviques en Russie en 1917. Elle n'était que le résultat de la subordination chaque fois plus marquée de l'Internationale au parti russe, subordination qui se concluait en un rapport mécanique et formel, qui étouffait toute divergence.

Il en arrivait ainsi à mettre en accusation les implications organisationnelles qui en découlaient (l'organisation du parti sur la base du poste de travail, par exemple) parce que fausse théoriquement. Et en premier lieu parce que

" *La révolution n'est pas une question de forme d'organisation. Pour résoudre le problème de la révolution, il ne suffit pas de trouver une formule organisationnelle. Les problèmes qui se trouvent devant nous sont des problèmes de force, non de forme* ".

En Russie, l'organisation par cellules d'usine, vu la situation politique particulière, avait certainement donné de bons résultats, mais sa transposition en Occident devait être repoussée parce qu'elle empêchait aux ouvriers d'usine de discuter des questions politiques générales et des grands problèmes posés par la perspective révolutionnaire. Qui plus est, outre qu'elle était destinée à accroître le poids des intellectuels et de l'appareil dans la vie du parti, elle était aussi susceptible d'exposer les militants à de plus grandes persécutions et représailles car elle facilitait leur repérage.

Pour toutes ces raisons, Bordiga proposait de revenir à l'organisation territoriale, mais il prenait soin d'ajouter, probablement pour ne pas se voir accusé de vouloir un Parti communiste sans ouvriers : " ce n'est pas pour cela que nous voulons négliger le travail de parti dans les entreprises au travers des fractions communistes ".

Bordiga n'épargna pas non plus le régime interne de l'Internationale et des partis qui lui étaient affiliés. Il soutenait que l'idéal était l'existence de partis absolument homogènes, sans divergences politiques et sans courants[34].

---

[33] " *Prometeo* ", n°3, *15 juillet 1928.*

[34] Bordiga avait déjà affronté cette question, entre autres, dans un écrit de 1925, *Il pericolo opportunista e l'Internazionale* [*Le danger opportuniste et l'Internationale*], " l'Unitá ", 30 septembre 1925. Traduction française dans "Le fil du temps", numéro 8, octobre 1971, NDE.

" Mais cela ,--ajoutait-il,-- n'est pas un dogme, ce n'est pas un principe a priori ; il s'agit d'un but vers lequel on doit et on peut combattre au cours du développement qui mène à la formation d'un vrai parti communiste, à la condition que toutes les questions idéologiques, tactiques et organisationnelles soient correctement posées et correctement résolues. [...] La discipline est donc un résultat, non un point de départ, ce n'est pas une plate-forme que l'on peut croire inébranlable. [...] Ce n'est donc pas dans une espèce de code pénal du parti que l'on peut chercher un remède aux cas fréquents d'indiscipline. On a instauré depuis quelque temps dans nos partis un régime de terreur, une sorte de sport qui consiste à intervenir, punir, réprimer, anéantir, et tout cela avec un plaisir tout particulier, comme si c'était justement cela l'idéal de vie du parti. Les champions de ces brillantes opérations semblent même persuadés qu'elles constituent une preuve de capacité et d'énergie révolutionnaire ".

Bordiga expliquait " que les vrais, les bons révolutionnaires " étaient, en général, justement ces militants qui faisaient l'objet de telles " mesures d'exception " et qui les supportaient patiemment " pour ne pas détruire le parti ". " Nous ne voulons pas l'anarchisme dans le parti,--ajoutait-il,-- mais nous ne voulons pas davantage un régime de représailles continuelles, qui n'est que la négation de son unité et de sa solidité ". L'unité du parti se reconnaît par les résultats obtenus, et non par un régime de contraintes terroristes. Les sanctions ne doivent être appliquées que dans des cas exceptionnels et ne doivent pas devenir des procédés normaux et permanents : quand le recours au code pénal devient la règle dans une société, cela veut dire qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans cette société. Il était absolument nécessaire de donner à tout le parti la possibilité de se forger une opinion, de l'exprimer et de la soutenir avec franchise et de ne pas considérer la masse des adhérents comme un ensemble " d'arriérés ".

Face à l'aberration du système établi dans l'IC, Bordiga revendiquait la nécessité historique des fractions contre le faux unanimisme. La question n'était pas posée " du point de vue de la morale, du code pénal ", mais exclusivement du point de vue politique. L'histoire des fractions avait montré qu'elles n'honoraient pas les partis au sein desquels elles s'étaient formées, mais qu'elles honoraient ceux qui les avaient créées ; il précisa : " l'histoire des fractions est l'histoire de Lénine ".

Les fractions en soi n'étaient pas la maladie, mais seulement les symptômes et, si l'on voulait guérir l'organisme malade, il fallait non pas combattre les effets du mal, mais chercher à en établir les causes réelles. Interdire par décret les fractions, mettre en place des campagnes à scandales, introduire la surveillance policière ne servait qu'à détériorer les conditions du mouvement et à pousser inévitablement toute critique objective vers le fractionnisme. L'unanimisme forcé n'était pas non plus une solution parce que, historiquement, l'opportunisme avait toujours pénétré les rangs des révolutionnaires en se cachant derrière le masque de l'unité.

Bordiga soutenait que les résolutions inspirées par le parti russe pouvaient d'une manière générale être considérées comme positives, mais il demandait ensuite qui pouvait résoudre les questions internationales. Cela faisait évidemment référence à la crise qui avait frappé le Parti bolchevik, divisé en courants en lutte entre eux et dont un avait pris le dessus. A cet effet, il expliqua :

" On ne peut répondre : la vieille garde bolchévique, parce qu'en pratique cette réponse laisse les questions non résolues. C'est là le premier point d'appui du système qui se soustrait à notre recherche objective. Mais il en découle que la solution doit être complètement différente ".

Bordiga chercha alors à illustrer la solution qu'il proposait par une image d'une efficacité certaine :

" Nous pouvons comparer notre organisation internationale à une pyramide. Cette pyramide doit avoir un sommet et les côtés qui tendent vers ce sommet. C'est ainsi que l'on peut représenter l'unité nécessaire et la centralisation nécessaire. Mais aujourd'hui, du fait de

notre tactique, cette pyramide repose dangereusement sur son sommet. Il faut donc la renverser ; ce qui maintenant est dessous doit passer par-dessus, il faut mettre la pyramide sur sa base pour qu'elle retrouve son équilibre. [...] tout le système doit être modifié de fond en comble ".

Même si la conjoncture du moment et les perspectives étaient défavorables pour les communistes, ils ne devaient pas accepter avec résignation les déviations opportunistes et les justifier en se réclamant des conditions adverses. Et si, malgré tout, une crise interne se vérifie, ses causes et les moyens pour l'assainir doivent être cherchés dans le travail et dans la ligne politique du parti, qui n'est pas celle qu'elle devrait être.

En général, harcela Bordiga, pour affronter les problèmes de la tactique, on était d'avis qu'un gouvernement de gauche petit-bourgeois représentait une condition favorable à la lutte révolutionnaire. Ce schéma était faux car, en période de crise économique, la bourgeoisie, pour pouvoir conduire une offensive réactionnaire, choisit généralement un gouvernement de droite. Il n'était pas vrai qu'un gouvernement dirigé par la gauche bourgeoise tendit à affaiblir l'Etat et fut toujours favorable aux communistes ; à l'inverse, c'était même souvent le contraire. Le positionnement possible des couches intermédiaires en faveur de la classe ouvrière était une illusion :

" *Le fascisme est composé non seulement de la grande bourgeoisie, mais aussi de larges [strates de] couches moyennes, qui sont toujours prêtes à s'allier avec la grande bourgeoisie. Voilà les causes du renforcement du fascisme* "[35].

Et la conception menchévique était que les classes moyennes pouvaient constituer un appareil étatique différent de celui créé par la bourgeoisie, et qu'il représentait un facteur favorable à la conquête du pouvoir.

Bordiga se demanda ensuite quelles étaient les tâches fondamentales du moment pour l'avenir du communisme. En premier lieu, l'assemblée ne pouvait pas ne pas s'occuper sérieusement de la question des rapports historiques entre la Russie soviétique et le monde capitaliste. Mais cela ramenait à la situation interne russe, à la politique étatique du PCR qui, dans toute son étendue et dans toute sa gravité, souligna-t-il, " est aujourd'hui pour nous la question la plus importante ".

Il s'agissait d'une part de trouver une solution correcte au problème des rapports internes de classe en Russie, d'appliquer les mesures nécessaires en rapport au sans-gêne des paysans et des couches petites bourgeoises qui étaient en train de se développer, de lutter contre la pression extérieure, qui était alors purement économique et diplomatique mais qui aurait pu devenir plus tard militaire. D'autre part, il était nécessaire de relier de manière plus étroite toute la politique russe à la politique révolutionnaire générale du prolétariat. S'il était important pour cela de s'appuyer sur la classe laborieuse russe et son parti communiste, il était tout aussi fondamental de prendre appui sur le prolétariat des Etats capitalistes développés. Sur le plan politique, on ne pouvait résoudre la crise russe à l'intérieur du périmètre fermé du mouvement dans ce pays, mais il fallait absolument la collaboration directe de toute l'Internationale.

En fin de compte, ce que Bordiga entendait proposer aux oreilles attentives des communistes russes était que leurs problèmes internes et leurs décisions (c'est-à-dire les directives de politique économique et sociale) fussent soumis à la discussion et à l'approbation de tous les partis adhérant à l'Internationale et que les résolutions fussent ensuite respectées. Puisqu'il prenait au sérieux l'internationalisme, il demandait à ce que la politique interne et externe de l'Union soviétique fut dirigée non par le seul PCR mais plutôt par le Komintern, c'est-à-dire de manière collégiale par tous les partis qui y adhéraient.

---

35 *Il discorso di Bordiga*, " l'Unitá ", 3 mars 1926.

Il est évident qu'il s'agissait d'une intrusion sur un terrain miné que la classe dirigeante russe, prisonnière de son nationalisme naissant, désapprouvait sévèrement, mais dont elle ne voulait absolument pas entendre parler.
Tous étaient d'accord pour soutenir –continuait Bordiga-- que les partis communistes devaient maintenir de manière inconditionnelle leur indépendance révolutionnaire ; il était donc nécessaire de mettre en garde contre la tendance qui voulait substituer aux partis communistes des organes à caractère hybride, qui ne s'appuyaient pas sur le terrain de la lutte de classe et qui exerçaient une fonction d'affaiblissement et de neutralisation politique. " Dans la situation actuelle, la défense du caractère de notre organisation internationale et communiste de parti contre toute tendance liquidatrice est un devoir commun indiscutable ".

Bordiga termina son discours en affirmant que tout le système des rapports internes de l'IC devait être changé sans crainte d'aucune sorte, ce qui était la condition pour que l'Internationale puisse guider le prolétariat vers la révolution mondiale. Une révision sérieuse du régime interne était donc nécessaire, ouvrant un cours nouveau avec des méthodes complètement changées. Mais, avertit Bordiga, il n'y a pas dans le rapport et dans les thèses proposées par Zinoviev des garanties suffisantes à cet égard :

" Nous n'avons pas besoin d'un optimisme officiel. Nous devons comprendre que ce n'est pas avec des méthodes aussi mesquines telles que celles que nous voyons trop souvent employées que nous pouvons nous préparer à accomplir les tâches importantes face auxquelles se trouve l'état-major de la révolution mondiale ".

" L'assaut puissant, bien que solitaire "[36] de Bordiga comportait tout ce que les chefs du Komintern ne désiraient pas s'entendre dire. La surprise à propos de la critique lancée durant le Plénum fut aussi grande car, parmi tant de conformisme, beaucoup comprirent la profondeur de l'opposition exprimée et les implications qui en dérivaient.

Après le discours de Bordiga, une étrange excitation envahit les délégués qui voyaient, ou craignaient, l'ouverture d'un débat qui ne soit pas déjà tout ficelé. Mais c'est justement parce que l'impression suscitée avait été extrêmement grande que l'action de barrage mise en œuvre pour en rendre vains les efforts fut tout aussi imposante. Afin de repousser les critiques et les argumentations de Bordiga, les leaders les plus prestigieux montèrent à la tribune. La plus grande partie des délégués russes, dans la dénonciation de ce qui était défini comme une politique d'ultra-gauche, confirma l'intangibilité du parti russe et de sa supériorité sur tous les autres partis communistes.

Même Togliatti, le 25 suivant, n'hésita pas à polémiquer âprement avec Bordiga, s'arrêtant un instant sur les points essentiels. Il y avait chez Togliatti comme un regret pour l'impression suscitée dans l'assemblée par l'intervention de B. Bien qu'il fut alors connu en tant que partisan de la majorité, il se préoccupa de prendre ses distances avec le communiste napolitain après avoir clarifié que ce dernier, dans tous les cas, posait les problèmes de manière nette et sans confusion tels d'autres opposants. " Vous qui êtes ici avez tous entendu le camarade Bordiga, --dit-il, -- et peut-être avez vous de la sympathie envers lui. En réalité, quand le camarade Bordiga parle, il semble que ses discours naissent de la sincérité et de la force révolutionnaire d'un chef. C'est une raison de plus pour appuyer notre demande de discuter de la manière la plus approfondie possible notre divergence d'opinion avec le camarade Bordiga "[37] . Mais il s'empressa d'ajouter tout de suite :

" *Nous, camarades, nous ne croyons pas que Bordiga soit un grand chef révolutionnaire. Pourquoi ne sommes nous pas de cet avis ? C'est très simple. Si nous avions suivi ces deux dernières années la ligne politique que nous a conseillée le camarade Bordiga, nous aurions détruit le parti communiste [...]. Une politique dont la conséquence est la destruction du parti n'est pas une bonne politique, et ce n'est pas la politique d'un chef révolutionnaire* ".

---

[36] *EDWARD H. CARR, op. cit., p.478.*

[37] " La Correspondance Internationale ", n°35, 17 mars 1926, pp.327-328,maintenant dans PALMIRO TOGLIATTI, *Opere*, vol.II, Rome, Editions Riuniti, 1972, p.6.

Et afin d'ôter tout doute sur ce qu'il pensait, Togliatti, au terme de son intervention, soutint la nécessité de la subordination absolue des partis au centre du Komintern. Il opposa, pour finir, à la tactique " rigide " de la gauche une " tactique souple " ; il dit que faire de la politique signifiait distinguer entre des couches bourgeoises de droite et celles de gauche, entre les sociaux démocrates et les autres partis, et qu'une tactique élastique était plus que jamais nécessaire en Europe occidentale. Le sectarisme de la gauche était très dangereux car il freinait l'action de conquête de la majorité de la classe ouvrière. Il affirmait la nécessité de " contacts " et de " manœuvres ", du développement de l'action dans le mouvement syndical pour rassembler les masses travailleuses autour d'objectifs concrets de défense et de lutte. Il demanda à la fin, en termes mesurés mais fermes, la condamnation ouverte des positions de Bordiga, en confirmation des résultats du Congrès de Lyon.

Pour l'Allemand Thälmann, qui accusa Bordiga d'anarchisme, on se trouvait face " à la première tentative sérieuse d'opposer le Parti Communiste Russe à l'Internationale Communiste ". Mais la réplique la plus importante à Bordiga fut prononcée par Boukharine, prédestiné à la succession de Zinoviev à la tête du Komintern, qui consacra une grande partie de son intervention à repousser l'argumentation bordiguienne, jugée " peu logique et non marxiste "[38]. Tous comptes faits, son intervention, selon Edward H. Carr, fut " superficielle et non convaincante "[39].

Bordiga avait accusé l'Internationale de ne pas tenir compte des " particularités " du mouvement en Occident et de transposer mécaniquement l'expérience russe aux autres partis ; personne cependant, précisa Boukharine, ne proposait de l'appliquer ainsi ; Bordiga n'était pas dialectique, et ne comprenait pas que des périodes différentes requéraient une tactique différente. Boukharine retournait contre Bordiga la spécificité du mouvement occidental :

" *Bordiga [...] oublie qu'un des traits spécifiques qui a pour nous une importance théorique et pratique est que des partis et des syndicats sociaux démocrates puissants et parfois formidables existent en Europe occidentale. Ils sont l'expression d'une certaine solidarité d'intérêts entre les catégories de la classe ouvrière et de la bourgeoisie* "[40].

Il renversait ensuite le schéma soumis au raisonnement par Bordiga, celui d'une Russie arriérée et d'une Europe avancée, lui rappelant que c'était justement grâce aux conditions particulières d'arriération que le mouvement révolutionnaire russe n'avait pas été retardé par le frein social-démocrate qui influençait au contraire et conditionnait de vastes couches ouvrières dans les pays de l'Europe Occidentale. Le Front unique, la recherche de l'union des grandes masses et une échelle d'objectifs minimaux étaient donc pour elle une nécessité. L'insistance de Boukharine sur la " stabilisation capitaliste " apparaissait comme très importante. Comme il n'existait pas dans le futur immédiat une situation ouverte à des solutions révolutionnaires, le développement et la croissance du socialisme en Union soviétique " enfonçaient un coin profond dans le processus de stabilisation capitaliste " ; un coin craint par la bourgeoisie internationale, qui le combattait avec l'aide de la social-démocratie. Il était nécessaire pour Boukharine de consolider le socialisme en Russie comme première base étatique, économique et militaire de la révolution mondiale.

Aucune concession, bien sûr, à la demande de légitimation des fractions. De même que Bordiga avait dit que l'histoire des fractions avait été l'histoire de Lénine, Boukharine insista : " L'histoire des fractions de Lénine a été l'histoire des fractions au sein d'un parti social-démocrate. [...] Créer une fraction dans l'Internationale et dans un parti menchevique sont deux choses bien différentes ". Boukharine évita aussi le terrain plus délicat, celui des rapports entre le parti russe et les autres partis, se limitant à dire que l'on devait travailler tous ensemble. C'était une critique directe à l'égard de Bordiga qui, bien qu'il ait été élu à l'Exécutif et invité à travailler avec la Centrale de Moscou, n'avait jamais voulu y participer.

---

38 " La Correspondance Internationale ", n°35, 17 mars 1926, pp.331-332.

39 EDWARD H. CARR, *op. cit.*, p.476.

40 *Idem*, p.332.

Boukharine répliqua enfin à la requête de Bordiga de faire partager la direction de l'Internationale aux autres partis en rappelant que le PCR et la direction du Komintern avaient approuvé des résolutions qui exhortaient les organisations affiliées à l'IC à envoyer leurs meilleurs dirigeants travailler à Moscou. Qu'est-ce que Bordiga voulait donc de plus ?

Pour résumer, les diverses interventions contre Bordiga étaient centrées sur quelques thèmes récurrents : la stabilisation capitaliste était une donnée de fait incontestable ; le reflux révolutionnaire, même s'il n'était pas définitif, était grave et évident ; le renforcement de l'Union soviétique était le seul moyen concret et irremplaçable pour maintenir une brèche dans le dispositif adverse ; aucune accélération de cette construction (comme le demandait Trotsky) ne pouvait avoir lieu sans risquer de mettre en danger le développement du socialisme ; toute lutte de fraction affaiblissait l'Internationale ; toute opposition entre le PCR, l'IC et des partis communistes étrangers était une grave erreur. Le corollaire de tout cela était la nécessité de construire une formation de travailleurs en Occident qui aida et défendit le développement du socialisme dans la Russie soviétique. En pratique, la stratégie délimitée par Bordiga dans ses interventions était complètement renversée. Si pour Bordiga la révolution socialiste pouvait être préservée dans le futur en maintenant le Komintern uni sur des positions rigides (telles qu'elles délimitent de manière drastique l'organisation politique communiste des formations bourgeoises) et en subordonnant la réalisation du socialisme en Russie aux potentialités révolutionnaires de l'Occident, pour les dirigeants bolcheviks la Russie soviétique était la pierre angulaire du socialisme de demain, et tout devait dépendre de sa consolidation.

AUTRES INTERVENTIONS ET DEBATS

Bordiga prit de nouveau la parole le 25 février pour répondre aux critiques de Boukharine, de Togliatti et des autres orateurs qui l'avaient soumis à de lourdes critiques. Puisque quelques délégués avaient personnalisé ses jugements, comme s'ils étaient le produit exclusif de son cerveau, il chercha à expliquer que tout ce qu'il avait dit représentait l'expression d'un courant politique :

" *On se plaît à répéter " le système de Bordiga, la théorie de Bordiga, la métaphysique de Bordiga ", et on prétend que je suis tout seul, que je n'expose ici que mes propres idées et ma seule critique. On veut présenter ma position comme m'étant strictement personnelle. Mais, bien qu'on ait récemment proclamé " officiellement " la défaite de la gauche italienne, dont je dirai encore quelques mots, je dois déclarer une fois de plus que, loin d'amuser le congrès avec les productions spirituelles d'un individu, je représente ici les positions soutenues par un groupe au sein du mouvement communiste d'Italie* "[41] .

Il entra ensuite dans le vif du sujet en repoussant la critique selon laquelle les arguments exposés dans sa première intervention étaient contradictoires. Il commença sa réponse à Boukharine en disant ironiquement : " Je ne prétends pas être beau, mais l'image que donne de moi Boukharine est horrible ", surtout du fait qu'il avait dénaturé de manière délibérée sa pensée :

" Il est inutile de dire quel bon polémiste est le camarade Boukharine. [...] il présente mes positions à sa façon et à la limite de la légende depuis longuement accréditée sur les théories de Bordiga. [...] Il m'attribue certaines formulations, puis il s'attaque à ces formulations et les réduit en poussière. Il nous a dit dans son discours que le régime intérieur de l'IC doit être changé. En même temps, sa pratique personnelle de la polémique nous invite à nous montrer très pessimistes quant à ce projet d'amendement du régime intérieur ".

Comme le leader russe l'avait accusé de critiquer la bolchévisation en la présentant comme un procédé exclusivement organisationnel, il précisa qu'il l'avait au contraire avancé justement en tant que problème politique :

" *Boukharine simplifie les idées. [...] Evidemment, la solution du problème ne se réduit pas à une simple modification organisationnelle. C'est pourquoi nous attendons qu'on prouve par l'action et par la tactique que nous avons réellement une direction saine et révolutionnaire* ".

Comme Boukharine l'avait aussi accusé de faire une comparaison mécanique entre la révolution russe et celle en puissance dans les pays européens, sans tenir compte qu'il y existait de grands partis et des syndicats sociaux démocrates, Bordiga avertissait que c'était au contraire justement de cette hypothèse qu'il partait dans sa critique :

" *Le camarade Boukharine a dit que je n'ai pas mentionné dans mon exposé l'existence des grands partis et syndicats sociaux démocrates. Mais c'est précisément la différence que j'ai développée. Pour montrer en quoi les rapports avec l'appareil d'Etat sont différents dans la révolution russe et à l'Ouest, j'ai dit que dans les pays occidentaux existe depuis longtemps un appareil d'Etat bourgeois démocratique très stable, qui joue un rôle inconnu dans l'histoire du mouvement russe. Ce rôle peut éventuellement mener à la mobilisation du prolétariat par la bourgeoisie dans un sens opportuniste, et cela précisément au moyen des syndicats et du parti social-démocrate* ".

A propos du régime interne et du renversement de la pyramide, Bordiga soutenait qu'il ne voulait pas répondre à ce que Boukharine avait objecté, quant à la question des fractions, mais

---

[41] *Il poderoso intervento di Bordiga alla VI sessione del Comitato Esecutivo allargato dell'IC*, " Prometeo ", cit. Les interventions de Bordiga au VIe Exécutif élargi de l'I.C. sont reproduites dans "Programme Communiste" numéro 69 - 70, mai 1976, l'intervention de Bordiga lors de la 14e séance est manquante, NDE.

demandait que l'on explique s'il était prévu dans l'avenir un changement des rapports internes de l'IC. Et il disait rester sceptique sur le futur, justement du fait de la manière par laquelle le débat était conduit dans cette assemblée. Au contraire, il affirmait croire que la " chasse au fractionnisme " se serait poursuivie comme avant :

" *Je dois dire que cette méthode de l'humiliation personnelle est une méthode déplorable, même quand elle est utilisée contre des éléments politiques qui méritent d'être durement combattus. [...] Nous savons que ces méthodes ont été appliquées, et peut-être le seront-elles encore, à des camarades qui non seulement ont une tradition révolutionnaire, mais restent des éléments précieux pour nos luttes futures* ".

Bordiga s'arrêta aussi sur le rapport de Togliatti sur la question italienne. Il attaqua de manière implacable la défense que celui avait faite de la tactique antifasciste pendant la crise Matteotti et critiqua la prétendue lutte contre le fascisme des oppositions bourgeoises menées par la voie parlementaire. Et puisque Togliatti l'avait accusé de ne tenir aucun compte de la situation, il repoussa l'accusation en disant que c'était justement la Centrale qui n'avait pas analysé la réalité qui s'était créée dans la période de l'Aventin. Un rapport de Gramsci de septembre 1924 en témoignait, qui prévoyait un succès dans l'Aventin et la substitution par la voie parlementaire de Mussolini par un gouvernement des couches moyennes. " Nous soutenons, --ajoutait Bordiga, -- qu'un effondrement complet de l'opposition de l'Aventin [antifasciste bourgeoise et semi-bourgeoise] ne s'est pas accompagné d'un déplacement des classes laborieuses en direction du parti communiste, précisément à cause du manque de netteté de la politique et de la conduite du parti ".

Bordiga termina sa seconde intervention en défendant la gauche du PC d'I de l'accusation d'avoir constitué une fraction, il critiqua les méthodes utilisées pour convoquer le Congrès de Lyon et conclut en disant : " Le spectacle de cette séance plénière m'ouvre de sombres perspectives pour ce qui est des changements à venir dans l'Internationale. Je voterai donc contre le projet de résolution qui a été présenté ".

Mais d'autres problèmes importants se présentèrent dans la discussion, comme celui relatif à la question syndicale, à propos de laquelle Lozovsky avait prononcé un rapport, suivi par un long discours du secrétaire des syndicats soviétiques Tomsky "[42].

Le thème en discussion était centré sur le problème de l'unité syndicale au niveau international. La position soutenue par Lozovsky se reliait à ce qui avait été soutenu au V° Congrès de l'IC et au III° Congrès du Profintern sur la fusion, par le biais d'un congrès international, de ce dernier avec la Fédération Syndicale Internationale du Bureau du Travail d'Amsterdam.

Beaucoup de dirigeants soviétiques auraient sans doute désiré se débarrasser de l'Internationale Syndicale Rouge et s'unir avec les syndicats réformistes d'Amsterdam, mais ils s'étaient vu opposer le refus de quelques membres de l'organe syndical du Komintern.

Dans le débat, Bordiga, " fidèle à son rôle d'oppositionnel solitaire "[43], accepta le principe du Front unique avec les organisations économiques nationales, mais repoussa la perspective unitaire au niveau international. Une fois que les organisations syndicales nationales auraient été conquises par les communistes, expliqua-t-il, les organisations internationales en auraient suivi l'exemple ; en attendant, tout rapprochement du Bureau du Travail aurait été inutile, et il n'y avait aucune raison d'abandonner le mot d'ordre " Moscou contre Amsterdam " ou de cesser de dénoncer la Fédération Syndicale Mondiale en tant qu'organisation liée à la Société des Nations.

Bordiga posait la question de l'expansion du mouvement syndical sur le plan international, faisant observer comment cette expansion se produisit dans des pays d'Extrême-Orient en

---

42 La discussion du très long rapport de Lozovsky occupe bien quatre séances.

43 EDWARD H. CARR, *op. cit.*, p.564.

liaison avec la Russie révolutionnaire, et que donc il n'y avait pas de raison de craindre l'influence des syndicats sociaux-démocrates. On pouvait au contraire noter en Occident le déplacement du centre de la révolution mondiale, et donc aussi de l'influence sur le mouvement ouvrier, vers les Etats-Unis d'Amérique, et c'est pour cela qu'il était pratiquement impossible pour les communistes de s'emparer de ces syndicats sur le court terme. Si l'on voulait toutefois augmenter l'influence sur les masses occidentales, il ne fallait pas s'unir aux syndicats " jaunes ", il suffisait de continuer avec les propositions de front unique syndical à Amsterdam et à toutes les organisations qui y adhéraient "[44].

Les thèses de Lozovsky, qui prévoyaient le rapprochement et la fusion avec les syndicats sociaux-démocrates, furent approuvées avec le seul vote contre de Bordiga.

A la fin du long débat, Zinoviev tira les conclusions en tentant de mettre sur le même plan l'ultra-gauche et la droite[45]. Les partisans de la gauche étaient jugés " anarchiques " ou " semi-anarchiques ", ceux de la droite " opportunistes ", il ajouta aussi que l'anarchisme et l'opportunisme étaient " deux faces d'une même médaille ". Après avoir de cette façon assimilé les deux déviations, il dédia cependant la plus grande partie de son discours à l'ultra-gauche, en décrivant avec force détails l'histoire en Italie, et, de manière particulière, en Allemagne, où les groupes d'opposition avaient cherché à réaliser une ligne radicalement divergente de la politique du Komintern. Bordiga et l'ultra-gauche –soutenait le Président de l'IC—avaient mis en cause l'unité du processus révolutionnaire. En considérant le léninisme comme une variante du marxisme qui ne s'adaptait qu'aux conditions russes, ceux-ci niaient la validité mondiale de l'expérience russe, et, par-là, le droit russe à une direction inconditionnelle du Komintern. En exigeant que les positions du PCR et de l'Etat soviétique fussent subordonnées au but du prolétariat révolutionnaire mondial, ils repoussaient les conditions de base du renforcement du socialisme en union soviétique, et reprenaient le vieux thème d'une " arriération russe " inévitable. En insistant sur la différence entre la Russie et l'Occident, ils brisaient l'unité internationale du prolétariat et détruisaient la conception fondamentale d'un mouvement ouvrier homogène guidé par le Komintern selon des lignes d'uniformité. Il fallait donc restaurer l'unité, dans l'attente de la réalisation de la révolution mondiale, et en rester à ce que Moscou demeure le centre de l'ensemble du mouvement.

Zinoviev, tout en faisant apparaître un excès de " centralisme " et une insuffisance de démocratie, soutint que tous devaient participer à l'activité de l'Internationale, mais en syntonie avec les lignes établies par l'Internationale elle-même. Il avertit à ce sujet le communiste napolitain :

" *Si le camarade Bordiga insistait avec sérieux, avec constance, avec calme, et non comme un spectateur étranger, pour que les principes de la démocratie soient appliqués à l'intérieur du parti, pour que l'IC soit vraiment dirigée de manière collégiale, il aurait parfaitement raison [...] mais il n'intervient pas du tout comme un soldat de l'Internationale communiste, mais comme un observateur étranger et, de plus, avec peu de bienveillance* "[46].

Paroles qui résonnent d'une ironie involontaire si l'on pense à la future destinée du président lui-même du Komintern, lequel, après avoir capitulé et après avoir cherché à démontrer être un bon " soldat de l'Internationale ", n'aura pas échappé à l'anéantissement complet. Il faut de plus ajouter que Zinoviev agissait de manière bien étrange. Déjà battu dans sa forteresse de Léningrad et conscient de la faiblesse organisationnelle de son courant, il avançait en pourfendant ses partisans occidentaux potentiels, sans se rendre compte qu'il contribuait ainsi à l'affirmation complète du groupe de Staline et à la défaite de la gauche russe.

Immédiatement après le discours de Zinoviev, le 8 mars, Bordiga monta à la tribune pour expliquer son vote solitaire contre la résolution finale :

---

[44] *Il poderoso intervento di Bordiga alla VI sessione del Comitato Esecutivo allargato dell'IC*, " Prometeo ", cit.

[45] " La Correspondance Internationale ", n°46, 13 avril 1926, p.437-441.

[46] Id, p.440.

" Pour les raisons que j'ai exposées dans mes deux discours, je vote contre la résolution proposée. Elle mentionne la nécessité d'un changement du régime intérieur de l'Internationale, mais vu que les travaux eux-mêmes du Plénum ne manifestent pas l'emploi d'une nouvelle méthode et n'inaugurent pas une nouvelle voie dans la vie du Komintern, je dois également maintenir mon opposition sur ce point. Cependant, j'exprime en même temps le vœu de voir les faits apporter la preuve d'une sérieuse amélioration ".

Les débats, dans l'Exécutif élargi, ne s'achevaient cependant dans l'assemblée plénière, mais se poursuivaient en commissions restreintes chargées d'examiner tel ou tel aspect du communisme européen[47]. Une de celles-ci fut consacrée à la question allemande controversée[48]. L'importance que la crise du KPD révélait pour l'Internationale était mise en relief par la participation à la Commission allemande des plus grands leaders bolcheviks : Boukharine, Staline et Zinoviev.

Les discussions furent plutôt orageuses. La gauche allemande se divisa entre les critiques, donnant un spectacle plutôt déplorable. Clara Zetkin se moqua de Ruth Fischer et fit l'éloge du travail des représentants de la droite, Brandler et Thalheimer. Les ultra-gauches Scholem, Engel et Rosenberg demandèrent que soit mis fin à la lutte contre eux et s'en prirent à Ruth Fischer, dont ils dénoncèrent la duplicité.

Le climat était sombre et, dans les débats enflammés, émergea le rôle du GPU et des appareils " d'information " de l'Internationale qui avaient désormais pénétré complètement même le KPD. Ce qu'écrit Edward H. Carr est significatif : " Un épisode scandaleux fut la lecture à la Commission d'extraits de la correspondance privée de Ruth Fischer interceptée par la censure de parti. Des lettres de Ruth Fischer à Maslov et à d'autres membres du KPD furent lues à la Commission, lettres qui reflétaient la situation après le XIV° Congrès du parti russe, et qui n'avaient évidemment jamais rejoint leurs destinataires. Dans une lettre, Ruth Fischer avait écrit : " Nous sommes condamnés à mort, parce que la terreur règne à Léningrad " "[49]..

Boukharine se dressa contre les ultra-gauches allemands qui soutenaient que le Komintern exprimait toujours plus une politique liée aux intérêts étatiques russes. Il définit la position de Korsch comme "une hallucination " et s'exprima avec la même dureté face à Ruth Fischer, accusée de pessimisme. Staline répéta ce qu'il avait déjà dit à Bordiga dans la commission italienne, à savoir qu'il fallait exclure de manière absolue tant un tournant à droite de l'Internationale qu'une " trahison " aux dépens des partis frères dans l'intérêt étatique de l'Union Soviétique, et il repoussa avec fermeté les accusations des gauches allemandes.

Ces derniers, durement maltraités, intervinrent à plusieurs reprises. Hugo Urbahns lut une déclaration signée par Ruth Fischer, par Maslov et par lui-même, qui était, de fait, un programme d'action en vue de la formation d'une tendance.

Un nouvel affrontement se produisit en commission entre Boukharine et Bordiga, qui prit la défense de la gauche du KPD. De la même façon qu'il l'avait déjà fait au V° Congrès en 1924, alors que Bordiga s'était opposé au lynchage de Brandler, tout en ne partageant pas les positions de la droite, ici aussi, de la même manière, il condamna la même manœuvre contre Ruth Fischer.

---

47 Pendant cet Exécutif, aucune commission italienne ne fut formée, aucune résolution sur le parti italien ne fut non plus proposée. Cf. EDWARD H. CARR, op. cit., p.353.

48 Bordiga s 'était déjà longuement occupé de la " question allemande ". Voir, par exemple, *La politica dell'Internazionale*, " l'Unitá ", 15 octobre 1925. [Rep. dans Comunismo (revue du PCInter.-Il Partito Comunista) n°15 de 1984, pp.60-70.]

49 EDWARD H. CARR, *op. cit.*, pp.484-485. Les faits sont aussi reportés dans RUTH FISCHER, *Stalin and Germany Comunism*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1948, pp.552-553. L'empreinte rageuse du GPU dans les discussions politiques de 1926-27 est aussi décrite par ANTE CILIGA, *Il paese della mensogna e dell'enigma,* Rome, Casini, 1951, p.6. En français dans "Dix ans au pays du mensonge déconcertant, Paris, champ Libre, 1976, NDE

Il sembla toutefois ne pas vouloir trop se compromettre sur les questions internes des communistes allemands, dont il se séparait, mais il profita de ce débat pour accuser de nouveau les méthodes autoritaires de l'Internationale et pour dénoncer le climat d'intimidation et d'humiliation des " déviationnistes " que l'on répandait dans leurs rangs. La chasse au fractionnisme –dit-il durant la déclaration de vote— continuera, mais ne donnera aucun bon résultat[50]. Il expliqua avoir voulu protester " contre la méthode [...] qui consiste à extraire de leur contexte certaines citations des camarades, pour prouver ainsi qu'ils sont déviationnistes " et s'être élevé " contre la pratique excessive de la terreur idéologique "[51].

Cette intervention au sein de la commission donna le prétexte à Grieco, quelques mois plus tard, d'accuser Bordiga de collusion avec la gauche allemande. Dans la lettre d'éclaircissement envoyée par ce dernier à la Centrale italienne, on peut déduire quelle fut son attitude effective :

" Je n'entendais pas m'associer, même indirectement, à la majorité dans la mesure où les côtés négatifs et pernicieux de la méthode dont Fischer a donné l'exemple, sont les mêmes que ceux du procédé établi comme habituel et normal entre nous pour notre travail interne, [...], c'est pourquoi l'hérésie de Fischer se situe sur le même plan des convictions de beaucoup d'ex-opposants devenus orthodoxes. C'est avec la même logique avec laquelle j'avais combattu, avec la gauche italienne, la formule du cinquième congrès : tout est de la faute de Brandler ; j'ai combattu de la même façon la non moins malheureuse formule actuelle : tout est de la faute de Fischer. Celle-ci n'est certes pas une protection concédée à Brandler et à Fischer, envers lesquels j'ai toujours conservé la même distance constante comme le savent les partisans de " certains aboiements ridicules ". [...] j'affirme qu'aucune entente n'a jamais eu lieu entre les susmentionnés de la dernière heure et moi "[52].

Bordiga eut aussi la même attitude envers les opposants français. La " commission française ", présidée par Dimitri Manuilsky, qui se réunit les 2, 3 et 6 mars, fut très animée et fonctionna dans la pratique comme préparation du congrès du PCF, qui devait se tenir peu de mois après (en juin) à Lille. La " droite " de Loriot et de Souvarine fut désavouée, mais la " gauche " de Treint fut aussi attaquée. Le secrétaire du parti français, Sémard, et l'astre émergent Thorez y intervinrent. Staline, pour sa part, appuya fortement la future direction[53].

Un représentant de l'opposition, Victor Engler, se mit en avant dans la commission. Bien qu'il ait déjà été invité par Karl Radek à être " davantage flexible ", il défendit avec acharnement les exclus français ; il demanda la réintégration de Souvarine et quelles étaient les conditions que le Komintern entendait leur imposer. Mais Boukharine, appuyé par Thorez, exclut résolument la possibilité d'une réadmission. Lors du vote final sur le parti français, le résultat fut un seul vote contraire : celui de Bordiga.

Ce dernier soutenait que les critiques adressées à l'Internationale par la " droite " française (qu'il percevait en tant que " phénomène sain "), en particulier par Souvarine et par les syndicalistes, étaient justes même si elles partaient de présupposés faux.

Le 15 mars, au siège de l'assemblée plénière, le communiste napolitain ridiculisa Togliatti pour avoir soutenu que le danger de droite provenait surtout de la France, en disant :

---

[50] Bordiga, avec le Norvégien Arvid Hansen, vota contre la résolution sur la question allemande. Carr, à partir du protocole russe, écrit au contraire : " La résolution fut approuvée avec le vote opposé de Hansen, Bordiga étant absent ". Edward H. Carr, *op. cit.*, pp.78-79.

[51] Intervention à la XIX° séance du 14 mars 1926.

[52] Lettre de Bordiga à la Centrale, 5 juillet 1926, APC, 507/67-68 ; rep. dans GIOVANNI SOMAI, *art. cité*, p.349. Cette lettre est reproduite dans le numéro 5 de la revue (dis)Continuité, décembre 1998, NDE.

[53] Staline oublia de citer Thorez parmi les futurs dirigeants du parti français. Mais il prit soin d'ajouter son nom lors de la republication du texte en 1949, évidemment sans signaler la modification. Cf. SERGE WOLIKOV, *Le Parti Communiste Français et l'Internationale Communiste, 1925-1933*, Thèse d'Etat, Université de Paris VIII, 1993, t.I, pp.202-203.

" *Je me demande s'il est possible de considérer comme une application sérieuse de la méthode marxiste une analyse qui croit pouvoir nous indiquer jusqu'à l'adresse de ce danger droitier, et suivant laquelle il aurait élu domicile au numéro 96 du quai de Jemappes ou au 123 de la rue Montmartre, c'est-à-dire à la " Révolution prolétarienne " ou au " Bulletin communiste ". Peut-être nous serait-il aussi précisé que le danger droitier reçoit le soir de 6 à 8 ?* "[54].

L'ironie était une arme que Bordiga alliait quelquefois à la critique froide et tranchante, l'utilisant aussi bien pour rendre plus évident le raisonnement déjà développé avec lucidité précédemment que pour mettre en évidence l'aspect grotesque des thèses de ses contradicteurs. Ainsi, quand le secrétaire du parti français Sémard avait interrompu son long discours du 23 février pour lui dire que la fraction de droite en France s'était justement constituée au moment où le PCF s'était aligné sur les directives " justes " du Komintern, il avait répondu laconiquement :

" *Camarade Sémard, si vous voulez paraître devant le Bon Dieu avec le seul mérite d'avoir reconnu vos propres fautes, vous n'aurez pas assez fait pour le salut de votre âme* "[55].

Selon Bordiga, le danger de droite se reconnaissait non pas tant dans les déviations de certains courants communistes français, avec lesquels il n'était évidemment pas d'accord, mais justement dans la ligne politique de l'Internationale. Il le dit clairement lors de la séance du 15 mars :

" *Je déclare avant tout qu'à mon avis, un danger droitier existe effectivement. [...] Le danger de droite existe ; il n'apparaît pas seulement dans les résolutions écrites, mais avant tout dans les faits et dans le comportement politique du Komintern [...]. Il est souhaitable qu'une résistance de gauche se manifeste contre ce danger droitier ; je ne dis pas une fraction, mais une résistance des gauches à l'échelle internationale. Toutefois, je dois déclarer franchement que cette réaction saine, utile et nécessaire, ne peut ni ne doit prendre la forme d'une manœuvre ou d'une intrigue* "[56] .

Cette partie de l'intervention, nous le verrons, fit une impression considérable sur l'ultra-gauche allemande et, en particulier, sur Karl Korsch[57]. La menace ne se traduira jamais dans la réalité, mais elle fera dire à Lominadze, dans la dernière session de travail, que la gauche voulait s'unir " sur le terrain de la lutte contre le Parti Communiste de l'Union soviétique et l'IC. Il s'agit bien de la menace de constitution d'une fraction internationale de gauche, si ce n'est une nouvelle Internationale "[58].

Bordiga, durant tous les travaux de l'Exécutif, avait insisté sur la nécessité d'un débat approfondi qui avait en effet été soigneusement évité. Dans sa dernière déclaration du 15 mars, prenant au sérieux Boukharine qui l'avait convié à avancer des propositions concrètes, il demanda que la question russe et la question internationale fussent l'objet d'une discussion exhaustive dans les rangs de l'IC.

" *J'ai le droit de constater, --conclut Bordiga, --que le Plénum n'a pas discuté les questions russes, qu'il n'a ni la possibilité ni la préparation requise pour le faire, et cela me donne le droit d'en conclure que nous avons là un des résultats de la politique générale erronée de l'Internationale et des déviations de droite de cette politique [...]. Concrètement, je propose que le Congrès mondial soit convoqué l'été prochain, avec à l'ordre du jour précisément la question des rapports entre la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial et la politique de*

---

[54] Intervention à la XX° séance du 15 mars 1926, in " La Correspondance Internationale ", n°53, 26 avril 1926, p.512.

[55] *Protokoll der Erweiterten Executive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 17. Februar bis 15. März 1926*, cit., p.136.

[56] *Ivi.*, p.610.

[57] Bordiga avait déjà avancé en 1924, au V° congrès, la nécessité d'organiser une " fraction de gauche " pour le cas où un " révisionnisme de droite " se fut développé dans l'IC. Cf. le discours à la XIII° séance du V° Congrès, 25 juillet 1924. Il avait dit, au même congrès (séance du 28 juin) : " si l'Internationale s'oriente ultérieurement à droite, la nécessité apparaîtra alors de constituer une fraction internationale de gauche ".

[58] *Protokoll der Erweiterten Executive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 17. Februar bis 15. März 1926*, cit., p.621.

l'Etat russe et du Parti Communiste de l'Union soviétique, étant bien établi que la discussion de ces problèmes doit être préparée correctement dans toutes les sections de l'Internationale "[59].

Le Præsidium de l'IC, sans doute un peu embarrassé, accepta la proposition, mais déplaça ensuite la date d'abord à la fin de l'année puis à une période à fixer.

Le VI° Congrès de l'IC n'aura lieu qu'en juillet-septembre 1928, dans une situation passablement modifiée et sans opposants qui puissent en mettre réellement en cause l'orientation[60].

---

[59] Vingtième séance du 15 mars 1926. *Protokoll der Erweiterten Executive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 17. Februar bis 15. März 1926*, cit., p.651. Togliatti en parle aussi dans une lettre (signée Ercoli), le 17 mars 1926, adressée *Alla segreteria del PCd'I*. Copie in APC, 407/13.

[60] L'opposition de droite de Boukharine n'a jamais contesté le " socialisme dans un seul pays ", mais seulement la manière de le réaliser.

L'INTERNATIONALE ET L'URSS

La " dernière bataille " de Bordiga dans une organisation de parti se terminait donc par une nouvelle défaite. Mais il n'était pas le seul à perdre la partie. En l'espace de deux années, la gauche russe aura été elle aussi définitivement mise en déroute. La défaite de toutes les oppositions de gauche était la manifestation la plus évidente que l'espoir d'une future revanche était désormais une perspective bien lointaine. Mais la conscience de la dure réalité, chez les révolutionnaires, s'unit parfois à l'illusion que les temps d'attente peuvent être plus rapprochés et que la relance de leur politique peut se faire dans un arc temporel plus que raisonnable. En 1926, toutefois, les jeux étaient déjà faits ; la politique du socialisme en un seul pays était désormais une option irréversible, qu'il n'était possible de contester que par un affrontement violent.

L'Exécutif élargi de février, replacé dans le cours de l'évolution de l'Etat soviétique, n'apparaît que comme un événement insignifiant de l'histoire russe, d'une importance insignifiante sur l'évolution des événements futurs. De fait, il s'agissait seulement d'un des multiples moments de l'adéquation définitive et complète de la superstructure politique aux intérêts de la politique extérieure de l'Union soviétique. La question vraiment grave est que ce cours d'adéquation de l'Internationale était illusoirement perçu par les opposants extérieurs et russes comme une évolution encore susceptible de changement dans un sens révolutionnaire.

Les questions que beaucoup se posaient, et parmi ces derniers certainement aussi Bordiga, abordaient une grande quantité de sujets : l'Etat soviétique devait-il encore être considéré comme un Etat socialiste momentanément bloqué dans son évolution, ou bien s'agissait-il d'un Etat en tout et pour tout bourgeois ? Les activités d'opposition au sein de l'IC et de ses sections, ou carrément la scission, étaient-elles réellement aptes à résoudre la crise du mouvement communiste ?

En posant ces questions, auxquelles il avait déjà toutefois apporté une réponse, Bordiga semblait ignorer la situation réelle de la Russie et ses intérêts étatiques. Si l'enveloppe politique était apparemment restée la même qu'en 1917, son contenu ne correspondait cependant pas aux buts qui continuaient à être propagés. L'Etat soviétique était en train de se consolider sous l'égide des drapeaux rouges comme un Etat quelconque, qui revendiquait ses droits traditionnels d'Etat. La formule du " socialisme en un seul pays ", inaugurée à la fin de 1924 par Staline, n'était rien d'autre que la formalisation théorique d'une situation qui cheminait déjà depuis un certain temps. Et même si l'objectif du socialisme fut toujours officiellement au premier plan, elle indiquait clairement que le prolétariat occidental devait se mettre au service du développement économique et social de l'Union soviétique. Critiquer la politique de l'URSS et de l'Internationale et demander un changement de cap révolutionnaire en 1926 était pour le moins à contretemps. Quelle signification pouvait avoir en cette période la demande de fonder la tactique de l'Internationale sur tous les Partis communistes et sur le prolétariat occidental ? Ce problème en amène tout de suite un autre : les partis communistes de l'Occident étaient-ils encore révolutionnaires ? Le prolétariat occidental était-il en mesure de renverser la situation russe ? N'était-il pas plongé dans des problèmes qui étaient autres que ceux de la révolution russe ?

Les partis communistes européens, même s'ils avaient pu intervenir dans les questions russes et dans l'Internationale, se seraient limités à confirmer la politique qui avait été fixée d'en haut. Ils étaient désormais *bolchévisés* et accordés sur la longueur d'onde que transmettaient les directives de Moscou. Leur alignement complet avait été favorisé par les conditions dans lesquelles se trouvait le prolétariat européen, qui n'était plus en mesure de défendre les conquêtes des années précédentes. La dernière flambée, la grève générale anglaise de 1926, durement battue, était la démonstration évidente d'un profond recul.

Bordiga, tout en considérant que l'IC était malade d'opportunisme, espérait encore la ramener sur une ligne révolutionnaire. Il pensait que, les situations changeant, l'Internationale aurait dû s'adapter, se positionnant à gauche.

En réalité, l'IC avançait en syntonie avec l'Union soviétique et avec ses exigences étatiques, qui n'avaient alors plus rien à voir avec une perspective socialiste. De plus, l'utilité de l'Etat soviétique comme instrument de politique étrangère tendait toujours plus à diminuer avec sa consolidation. Le communiste de gauche yougoslave Ante Ciliga, qui arriva à Moscou au début octobre 1926, et qui eut la possibilité de connaître à fond le milieu politique bolchevique, a laissé un témoignage sur l'importance effective qu'avait l'Internationale pour l'Etat soviétique. Il a écrit qu'elle avait à Moscou " un poids de très loin inférieur à celui d'un quelconque

Commissaire du Peuple ; elle n'était rien d'autre qu'une section étrangère, annexée au service de propagande du Comité Central "[61].

Dans cette situation, un débat qui prévoyait des conditions égalitaires entre tous les partis communistes et qui fixait le droit du Komintern, en tant qu'organisation internationale indépendante, à décider des orientations du parti russe, un tel débat était " condamné à être irréel "[62]. Et il était irréel non seulement en 1926, mais aussi les années précédentes.

[61] ANTE CILIGA, *op. cit.*, pp.4-5. Son jugement sur le personnel politique du Komintern n'était pas moins drastique : " Les hommes que j'y rencontrai, [...] semblaient incarner l'étroitesse de l'institution [...] ; leurs idées étaient dépourvues de noblesse et de dimension et ils ne manifestaient aucune indépendance de pensée. Où j'avais cru trouver des géants, je trouvais des pygmées. J'avais espéré recueillir l'enseignement de maîtres vénérés et je trouvais des laquais ". *Ibidem*.

[62] EDWARD H. CARR, op. cit., p.478.

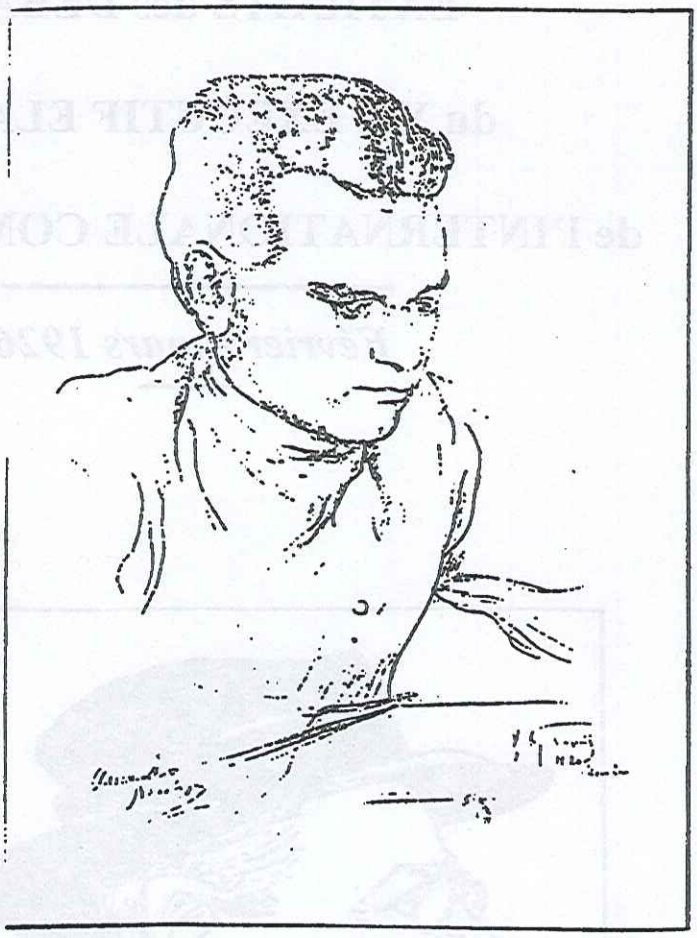
EXTRAITS des DEBATS

du VIe EXECUTIF ELARGI

de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Février - mars 1926

"Amadeo Bordiga" caricature anonyme, début des années 20, d'après Quaderni Pietro Tresso 14, 1999



Amadeo Bordiga à Petrograd en 1920, dessin de I. I. Brodskij, Quaderni Pietro Tresso - 12, 1998

Présentation :

Les interventions d'Amadeo Bordiga au VIe Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste sont tirées du numéro 69 - 70 de la revue théorique du Parti Communiste International "Programme Communiste" du mois de mai 1976.

Les interventions sont traduites du compte-rendu sténographique allemand : Protokoll der Erweiterten Executive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 17 Februar bis 15 März 1926, Hamburg, 1926.
L'intervention de la 14e séance ne provient pas de la revue mais a été retrouvée dans les archives d'un ancien militant de la Gauche, archives conservées au département d'histoire du communisme de l'Université Libre de Bruxelles.

Nous n'avons pas laissé les intertitres de la rédaction de "Programme Communiste" pour un gain de place.

D'autre part nous avons, dans la mesure du possible, intercalé les interventions qui précédaient celles d'Amadeo Bordiga, afin d'en faciliter la compréhension. Ces dernières proviennent de "La Correspondance Internationale", organe de l'I.C en français dont les originaux sont conservés au CERMTRI, ce qui en explique la qualité parfois médiocre.

La première intervention d'Amadeo Bordiga fait suite au Rapport et aux thèses de Zinoviev sur les "tâches actuelles du mouvement communiste international".

L'intervention de Bordiga lors de la 16e séance fait suite au discours final de Zinoviev. De ce dernier, nous ne proposons, faute de place que la seconde partie qui s'intitule : "La tendance d'extrême gauche de Bordiga".

De même nous ne pouvons faire apparaître ici le rapport de Lozovski auquel Bordiga se réfère dans son intervention de la 14e séance.

Dans son intervention de la 19e séance, Bordiga répond au rapport de la commission allemande présenté par Boukharine.

Interventions d'A. Bordiga au VIe Exécutif élargi de l'Internationale Communiste

Discours à la cinquième séance (23 février 1926)

BORDIGA : Camarades, nous avons affaire ici à un projet de thèses et à un rapport, mais je crois qu'il est absolument impossible de limiter nos débats à ce projet de thèses et à ce rapport.

J'ai eu l'occasion les années précédentes, aux divers congrès de l'Internationale, de donner mon appui à des thèses et des déclarations qui étaient parfois très bonnes et très satisfaisantes, mais, dans le développement de l'Internationale, les faits n'ont pas toujours été à la hauteur des espérances que ces déclarations avaient éveillées en nous. C'est pourquoi il faut discuter et critiquer le développement de l'Internationale au regard des événements qui se sont produits depuis le dernier congrès ainsi que des perspectives de l'Internationale et des tâches qu'elle doit se fixer.

Il me faut affirmer que la situation que nous connaissons dans l'Internationale ne peut être considérée comme satisfaisante. En un certain sens nous avons affaire à une crise. Cette crise n'est pas née d'aujourd'hui, elle existe depuis longtemps. C'est là une affirmation qui n'est pas seulement avancée par moi et quelques groupes de camarades de l'ultra-gauche. Les faits prouvent que tous reconnaissent l'existence de cette crise. On lance

très fréquemment de nouveaux mots d'ordre qui renferment au fond l'aveu qu'il est indispensable de changer radicalement nos méthodes de travail. On a lancé ici à bien des reprises, aux tournants de notre activité, de nouveaux mots d'ordre à travers lesquels on reconnaissait au fond que le travail était sur une mauvaise voie. Il est vrai qu'on explique en ce moment même qu'il n'est pas question de révision, qu'aucun changement ne s'impose. C'est une contradiction flagrante. Pour prouver que l'existence de déviations et d'une crise dans l'Internationale est admise par tous et pas seulement par les ultra-gauches mécontents, nous nous proposons de survoler très rapidement l'histoire de notre Internationale et de ses différentes étapes.

La fondation de l'Internationale Communiste après l'effondrement de la IIe Internationale se fit sur le mot d'ordre selon lequel le prolétariat devait travailler à la formation de partis communistes. Tous étaient d'accord pour penser que les conditions objectives étaient favorables au combat final révolutionnaire, mais qu'il nous manquait l'organe de ce combat. On disait alors : les conditions préalables objectives de la révolution existent, et si nous avions des partis communistes vraiment capables de mener une activité révolutionnaire, toutes les conditions préalables nécessaires seraient alors réunies pour une victoire complète.

Au IIIe Congrès, l'Internationale — tirant les leçons d'événements nombreux, mais surtout celles de l'action de mars 1921 en Allemagne — fut obligée de constater que la formation de partis communistes n'était pas à elle seule suffisante. Des sections suffisamment fortes de l'Internationale Communiste étaient apparues dans presque tous les pays importants, et pourtant le problème de l'action révolutionnaire n'avait pas été résolu. Le parti allemand avait jugé possible de marcher au combat et de lancer une offensive contre l'adversaire, mais il essuya une défaite. Le IIIe Congrès dut débattre de ce problème et fut obligé de constater que l'existence de partis communistes n'est pas suffisante lorsque les conditions objectives de la lutte font défaut. On n'avait pas tenu compte du fait que si on passe à une offensive de ce genre il faut au préalable s'assurer l'appui de larges masses. Le parti communiste le plus puissant n'est pas capable, dans une situation généralement révolutionnaire, de créer par un acte de pure volonté les conditions préalables et les facteurs indispensables à une insurrection, s'il n'a pas réussi à rassembler des masses importantes autour de lui.

Ce fut donc une étape à l'occasion de laquelle l'Internationale constata de nouveau que bien des choses devaient être changées. On affirme toujours que l'idée de la tactique du front unique est contenue dans les discours du IIIe congrès et qu'elle a ensuite été formulée lors des sessions de l'Exécutif élargi après le IIIe congrès, à la lumière de l'analyse de la situation politique qu'avait faite Lénine au IIIe congrès. Cela n'est pas tout à fait exact, car la situation avait évolué. Au cours de la période où la situation objective était favorable, nous n'avons pas su utiliser correctement la bonne méthode de l'offensive contre le capitalisme. Après le IIIe congrès il ne s'agit plus de lancer tout simplement une deuxième offensive après avoir préalablement conquis les masses. La bourgeoisie nous avait gagné de vitesse, c'était elle qui, dans les principaux pays, lançait l'offensive contre les organisations ouvrières et les partis communistes, et cette tactique de la conquête des masses en vue de l'offensive dont il était question au IIIe congrès se transforma en une tactique de défensive contre l'action entreprise par la bourgeoisie capitaliste. On élabore cette tactique en même temps que le programme que l'on veut réaliser, en étudiant le caractère de l'offensive de l'adversaire et en menant à bien la concentration du prolétariat qui doit nous permettre la conquête des masses par nos partis et le passage à la contre-offensive dans un proche avenir. C'est en ce sens que la tactique du Front Unique a été conçue alors.

Je n'ai pas besoin de dire que je n'ai rien à objecter aux conceptions du IIIe congrès relatives à la nécessité de la solidarité des masses ; j'évoque ici cette question pour montrer que l'Internationale a été obligée une fois de plus de reconnaître qu'elle n'était pas encore assez mûre pour la direction de la lutte du prolétariat mondial.

L'utilisation de la tactique du Front Unique a conduit à des erreurs droitières, et ces erreurs sont apparues de plus en plus clairement après le IIIe et plus encore après le IVe congrès ; cette tactique, qui ne peut être utilisée qu'en période de défensive, c'est-à-dire dans une période où la crise de décomposition du capitalisme n'est plus si aiguë, cette tactique que nous avons utilisée a fortement dégénéré. A notre avis cette tactique a été acceptée sans qu'on ait cherché à déterminer son sens précis. On n'a pas su sauvegarder le caractère spécifique du parti communiste. Je n'ai pas l'intention de répéter ici notre critique concernant la manière dont la majorité de l'Internationale Communiste a appliqué la tactique du Front Unique. Nous n'avions rien à objecter lorsqu'il s'agissait de faire des revendications matérielles immédiates du prolétariat, et même des revendications les plus élémentaires découlant de l'offensive de l'ennemi, la base de notre action. Mais lorsque, sous le prétexte qu'il ne s'agissait que d'une passerelle nous permettant de poursuivre notre chemin vers la dictature du prolétariat, on a voulu donner au Front Unique de nouveaux principes, touchant le pouvoir central de l'Etat et le gouvernement ouvrier, nous avons protesté et nous avons dit : nous dépassons ici les limites de la bonne tactique révolutionnaire.

Nous communistes, nous savons très bien que le développement historique de la classe ouvrière doit conduire à la dictature du prolétariat, mais il s'agit d'une action qui doit influencer de larges masses, et ces masses ne peuvent être conquises par notre simple propagande idéologique. Dans toute la mesure où nous pouvons contribuer à la formation de la conscience révolutionnaire des masses, nous le ferons par la force de notre position et de notre attitude à chaque phase du déroulement des événements. C'est pourquoi cette attitude ne peut et ne doit pas être en contradiction avec notre position concernant la lutte finale, c'est-à-dire le but pour lequel notre parti a été spécialement formé. L'agitation sur un mot d'ordre comme par exemple celui du gouvernement ouvrier ne peut que semer le désarroi dans la conscience des masses et même dans celle du Parti et de son état-major.

Nous avons critiqué tout cela depuis le début, et je me borne ici à rappeler dans ses grandes lignes le jugement que nous avons porté à l'époque. Lorsque nous avons été confrontés aux erreurs que cette tactique a provoquées, et, surtout, lorsque se produisit la défaite d'octobre 1923 en Allemagne, l'Internationale reconnut s'être trompée. Ce n'était pas un accident secondaire, c'était une erreur que nous devions payer de l'espoir de conquérir un nouveau grand pays à côté du premier pays qu'avait conquis la révolution prolétarienne, ce qui aurait été pour la révolution mondiale d'une importance énorme.

Malheureusement, on se contenta de dire : il n'est pas question de réviser de façon radicale les décisions du IVe congrès mondial, il est seulement nécessaire d'écarter certains camarades qui se sont trompés dans l'application de la tactique du Front Unique ; il est nécessaire de trouver les responsables. On les a trouvés dans l'aile droite du parti allemand, on n'a pas voulu reconnaître que c'est l'Internationale dans son ensemble qui porte la responsabilité. Cependant, on a soumis les thèses à une révision et on a donné une toute autre formulation au gouvernement ouvrier.

Pourquoi n'avons-nous pas été d'accord avec les thèses du Ve congrès ? A notre avis la révision ne suffisait pas ; les différentes formules auraient dû mieux être mises en lumière, mais surtout nous étions opposés aux mesures du Ve congrès parce qu'elles ne supprimaient pas les erreurs graves et parce que nous pensions qu'il n'est pas bon de limiter la question à une procédure contre des individus, qu'un changement s'imposait dans l'Internationale elle-même. On se refusa à suivre cette voie saine et courageuse. Nous avons à maintes reprises critiqué le fait que parmi nous, dans le milieu dans lequel nous travaillons, on développe un état d'esprit parlementariste et diplomatique. Les thèses sont très à gauche, les discours sont très à gauche, et ceux mêmes contre qui ils sont dirigés les approuvent parce qu'ils pensent être ainsi immunisés. Mais nous, nous ne nous sommes pas seulement tenus à la lettre, nous avons prévu ce qui arriverait après le Ve congrès, et c'est pourquoi nous ne pouvions pas nous déclarer satisfaits.

La bolchévisation

Je voudrais établir ici ceci : on a été plus d'une fois obligé de reconnaître qu'il fallait radicalement changer la ligne. La première fois on n'avait pas compris la question de la conquête des masses, la deuxième fois il s'agissait de la tactique du Front Unique, on entreprit au IIIe congrès une révision complète de la ligne suivie jusqu'alors. Mais ce n'est pas tout : au Ve congrès et à l'Exécutif élargi de mars 1925 on constate une fois de plus que tout va mal. On dit : six ans ont passé depuis la fondation de l'Internationale, mais aucun de ses partis n'a réussi à faire la révolution. Certes la situation s'est dégradée; nous avons affaire maintenant à une certaine stabilisation du capitalisme, mais pourtant on explique que bien des choses devraient être changées dans l'activité de l'Internationale. On n'a pas encore compris ce qu'il faut faire, et on lance le mot d'ordre de la bolchévisation. C'est incompréhensible ; comment, huit ans se sont passés depuis la victoire des bolchéviks russes, et nous voilà obligés maintenant de constater que les autres partis ne sont pas bolchéviks ? Qu'une transformation profonde est nécessaire pour les élever à la hauteur de partis bolchéviks ? Personne n'avait remarqué cela auparavant ?

Pourquoi nous n'avons pas dès le Ve congrès élevé une protestation contre ce mot d'ordre de la bolchévisation ? Parce que personne n'a pu s'opposer à l'affirmation selon laquelle les autres partis devaient atteindre la capacité révolutionnaire qui a rendu possible la victoire du parti bolchévik.

Mais maintenant il ne s'agit pas que d'un simple mot d'ordre, d'un simple slogan. Nous avons affaire à des faits et à des expériences. Maintenant il est nécessaire de tirer le bilan de la bolchévisation et de voir en quoi elle a consisté.

Je prétends que ce bilan est défavorable à plusieurs points de vue. On n'a pas résolu le problème qu'il s'agissait de résoudre ; la méthode de la bolchévisation appliquée à tous les partis ne les a pas fait progresser. Je dois examiner le problème de différents points de vue. Tout d'abord du point de vue historique.

Nous n'avons qu'un parti qui ait arraché la victoire, c'est le parti bolchévik russe. L'essentiel pour nous est de suivre la même voie que celle qu'a adoptée le parti russe pour arriver à la victoire ; c'est très juste, mais cela ne suffit pas. Il est indéniable que la voie historique suivie par le parti russe ne peut présenter tous les traits du développement historique qui attend les autres partis. Le parti russe a lutté dans un pays où la révolution libérale bourgeoise n'était pas encore accomplie ; le parti russe — c'est un fait — a lutté dans des conditions particulières, c'est-à-dire dans un pays où l'autocratie féodale n'avait pas encore été abattue par la bourgeoisie capitaliste. Entre la chute de l'autocratie féodale et la conquête du pouvoir par le prolétariat s'est étendue une période trop courte pour qu'on puisse comparer ce développement avec celui que la révolution prolétarienne devra accomplir dans les autres pays. Le temps a manqué pour que puisse s'édifier un appareil d'Etat bourgeois sur les ruines de l'appareil d'Etat tsariste et féodal. Le déroulement des événements en Russie ne nous fournit pas les expériences fondamentales dont nous avons besoin pour savoir comment le prolétariat devra abattre l'Etat capitaliste moderne, libéral, parlementaire, qui existe depuis de nombreuses années et qui a une grande capacité défensive. Ces différences posées, le fait que la révolution russe ait confirmé notre doctrine, notre programme, notre conception du rôle de la classe ouvrière dans le processus historique, est d'une importance théorique d'autant plus grande que la révolution russe, même dans ces conditions particulières, a amené la conquête du pouvoir et la dictature du prolétariat réalisée par le parti communiste. La théorie du marxisme révolutionnaire y a trouvé sa plus grandiose confirmation historique. Du point de vue idéologique, c'est d'une importance historique décisive, mais pour ce qui est de la tactique,

cela n'est pas suffisant. Il est indispensable que nous sachions comment on attaque l'Etat bourgeois moderne, qui se défend dans la lutte armée plus efficacement encore que ne le faisait l'autocratie tsariste, mais qui en outre se défend à l'aide de la mobilisation idéologique et de l'éducation défaitiste de la classe ouvrière par la bourgeoisie. Ce problème n'apparaît pas dans l'histoire du parti communiste russe, et si on comprend la bolchévisation dans le sens que l'on peut attendre de la révolution accomplie par le parti russe la solution de tous les problèmes stratégiques de la lutte révolutionnaire, alors cette conception de la bolchévisation est insuffisante. L'Internationale doit se former une conception plus large, elle doit trouver aux problèmes stratégiques des solutions en dehors de l'expérience russe. Celle-ci doit être exploitée à fond, on ne doit repousser aucune de ses caractéristiques, on doit l'avoir constamment sous les yeux, mais nous avons aussi besoin d'éléments complémentaires provenant de l'expérience que fait la classe ouvrière en Occident. Voilà ce qu'il faut dire du point de vue historique et tactique sur la bolchévisation. L'expérience de la tactique en Russie ne nous a pas montré comment nous devons mener la lutte contre la démocratie bourgeoise ; elle ne nous donne aucune idée des difficultés et des tâches que nous réserve le développement de la lutte prolétarienne.

La question de l'organisation

Un autre aspect du problème de la bolchévisation est la question de la réorganisation du parti. En 1925 on nous explique soudain : toute l'organisation des sections de l'Internationale n'est pas correcte. On n'a pas encore appliqué le b-a-ba de l'organisation. On s'est déjà posé l'ensemble des problèmes, mais l'essentiel n'est pas encore fait. C'est-à-dire, on n'a pas résolu le problème de notre organisation interne. On reconnaît ainsi que nous avons marché dans une direction totalement fausse. Je sais fort bien que l'on ne prétend pas limiter le mot d'ordre de la bolchévisation à un problème d'organisation. Mais ce problème a un aspect organisatif et on a insisté sur le fait qu'il est le plus important. Les partis ne sont pas organisés comme l'était et l'est le parti bolchévik russe, parce que leur organisation ne repose pas sur le principe du lieu de travail, parce qu'ils sont encore du type de l'organisation territoriale, qui serait absolument incompatible avec les tâches révolutionnaires, qui relèverait du type caractéristique du parti social-démocrate parlementaire. Si on juge nécessaire de modifier l'organisation de nos partis en ce sens, et si on présente cette modification non comme une mesure pratique propre, dans des conditions particulières, à certains pays, mais bien comme une mesure fondamentale valable pour l'Internationale tout entière, destinée à remédier à une erreur essentielle, à créer les conditions préalables indispensables à la transformation de nos partis en véritables partis communistes — alors nous ne pouvons pas être d'accord. Il est vraiment très surprenant qu'on ne se soit pas avisé de cela plus tôt. On prétend que la transformation en cellules d'entreprises était déjà contenue dans les thèses du III[e] congrès. Il est alors vraiment très surprenant qu'on ait attendu de 1921 à 1924 pour passer à la réalisation. La thèse selon laquelle un parti communiste doit être absolument formé sur la base des lieux de travail est théoriquement fausse. D'après Marx et Lénine et suivant une thèse de principe connue, formulée avec précision, la révolution n'est pas une question de forme d'organisation. Pour résoudre le problème de la révolution, il ne suffit pas de trouver une formule organisative. Les problèmes qui se dressent devant nous sont des problèmes de pouvoir et non des problèmes de forme. Les marxistes ont toujours combattu les écoles syndicalistes et semi-utopistes qui disent : rassemblez les masses dans telle ou telle organisation, syndicat, association, etc., et la révolution sera faite. Maintenant on dit, ou du moins on mène la campagne dans ce sens : il faut reconstruire l'organisation sur la base de la cellule d'entreprise, et tous les problèmes de la révolution seront résolus. On ajoute : le parti russe a réussi à faire la révolution parce que c'est sur cette base qu'il était construit.

On dira certainement que j'exagère, mais plusieurs camarades pourront confirmer que la campagne a été menée sur des thèses de ce genre. Ce qui nous intéresse, c'est l'impression que ces mots d'ordre produisent dans la classe ouvrière et parmi les membres de notre parti. Pour ce qui est du travail de cellule, on a donné l'impression que c'était là la recette infaillible du véritable communisme et de la révolution. Pour ma part je conteste que le parti communiste doive être absolument formé sur la base des cellules d'entreprise. Dans les thèses organisatives que Lénine a présentées au III[e] congrès, on a insisté précisément à plusieurs reprises sur le fait qu'il ne peut y avoir en matière d'organisation une solution de principe valable pour tous les pays et pour tous les temps. Nous ne contestons pas que le principe de la cellule d'entreprise comme base de l'organisation du parti a été bon étant donné la situation en Russie. Je ne veux pas m'étendre trop longtemps sur cette question ; dans l'abondante discussion au congrès du parti italien nous avons dit qu'il y avait eu en Russie des raisons diverses en faveur de cette organisation.

Pourquoi pensons-nous que les cellules d'entreprise comportent des inconvénients dans d'autres pays, si on compare leur situation à celle de la Russie ? Avant tout, parce que les ouvriers organisés dans la cellule ne sont jamais à même de discuter toutes les questions politiques. On établit précisément dans le rapport du Comité exécutif de l'Internationale Communiste à ce plénum que dans presque aucun pays les cellules d'entreprise ne sont arrivées à s'occuper de problèmes politiques. Il y a eu, dit-on, exagération, on avait réorganisé très rapidement les partis, mais il ne s'agissait là que d'erreurs pratiques secondaires. On peut cependant contester qu'il s'agisse d'un simple détail si on a privé les partis de leur organisation fondamentale qui permettait de débattre de questions politiques, et si la nouvelle organisation ne s'acquitte toujours pas, après une année d'existence, de cette fonction vitale ; si on aboutit à un tel résultat, c'est bien qu'il ne s'agit pas d'erreurs isolées, mais que la position du problème dans son entier est erronée. Ce n'est pas quelque chose que l'on peut prendre à la légère. La question est très grave. Nous pensons que ce n'est pas par

accident que la cellule d'entreprise ne permet pas la discussion des problèmes politiques ; car les ouvriers des pays capitalistes, qui sont rassemblés dans le petit cercle étroit de leur entreprise, n'ont pas la possibilité de se poser des problèmes généraux et de relier les revendications immédiates au but final du communisme. Dans une assemblée d'ouvriers qui s'intéressent aux mêmes petits problèmes immédiats et n'appartiennent pas à des catégories professionnelles différentes, ces questions de revendications immédiates peuvent fort bien être débattues, mais il n'y a dans cette assemblée aucune base pour une discussion des problèmes généraux, des problèmes qui concernent l'ensemble de la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'il n'est pas possible d'y développer un travail politique de classe, comme c'est le rôle du parti communiste.

On nous dira : ce que vous réclamez, c'est ce que réclament aussi tous les éléments droitiers ; vous voulez les organisations territoriales, dans lesquelles les intellectuels avec leurs longs discours dominent toute la discussion. Mais ce danger de démagogie et de tromperie de la part des dirigeants existera toujours, il existe depuis qu'existe un parti prolétarien, mais ni Marx ni Lénine, qui ont traité de ce problème de façon détaillée, n'ont jamais pensé un instant le résoudre à l'aide du boycott des intellectuels ou des non-prolétaires. Ils ont au contraire plus d'une fois souligné le rôle historiquement indispensable des déserteurs de la classe dominante dans la révolution. Il est notoire qu'opportunisme et trahison s'infiltrent en général dans le parti et dans les masses par l'entremise de certains dirigeants, mais la lutte contre ce danger doit être menée d'une autre manière. Même si la classe ouvrière pouvait se tirer d'affaire sans intellectuels d'origine bourgeoise, elle ne pourrait pour autant se passer de dirigeants, d'agitateurs, de journalistes, etc., et il ne lui resterait pas d'autre choix que de les chercher dans les rangs des ouvriers. Mais le danger de corruption et de démagogie de ces ouvriers devenus des dirigeants n'est pas différent de celui des intellectuels. Dans certains cas ce sont d'anciens ouvriers qui ont joué le rôle le plus sordide dans le mouvement ouvrier, chacun le sait. Et en définitive est-ce que les intellectuels ne jouent plus aucun rôle dans l'organisation en cellules d'entreprise telle qu'elle est pratiquée maintenant ? C'est le contraire qui se passe. Ce sont les intellectuels qui, conjointement avec d'anciens ouvriers, constituent l'appareil du parti. Le rôle de ces éléments ne s'est pas modifié, il est même plus dangereux maintenant. Si nous admettons que ces éléments peuvent être corrompus par leur situation de permanents, cette difficulté demeure, car nous leur avons donné maintenant des responsabilités plus grandes encore, étant donné que les ouvriers n'ont pratiquement pas de liberté de mouvement dans les petites assemblées des cellules d'entreprise, pas de base suffisante pour influencer le parti par leur instinct de classe. Le danger sur lequel nous attirons l'attention ne consiste pas dans un recul de l'influence des intellectuels, mais, au contraire, dans le fait que les ouvriers ne se préoccupent que des revendications immédiates de leur entreprise et qu'ils ne voient pas les grands problèmes du développement révolutionnaire général de la classe ouvrière. La nouvelle forme d'organisation est ainsi moins adaptée à la lutte de classe prolétarienne au sens le plus sérieux et le plus large du terme.

En Russie, les grands problèmes généraux du développement de la révolution, le problème de l'Etat, celui de la conquête du pouvoir, étaient inscrits à chaque instant à l'ordre du jour, parce que l'appareil d'Etat féodal tsariste était irrémédiablement miné et que chaque groupe d'ouvriers était placé à chaque instant devant ce problème du fait de sa position dans la vie sociale et de la pression administrative. Les déviations opportunistes ne représentaient pas en Russie de danger particulier, car il manquait une base à la corruption du mouvement ouvrier par l'Etat capitaliste qui manie parfaitement l'arme des concessions démocratiques et les illusions de l'intérêt commun.

Il y a aussi une différence d'ordre pratique. Nous devons naturellement donner à l'organisation de notre parti la forme la plus apte à résister à la répression. Nous devons nous protéger contre les tentatives de la police pour dissoudre notre parti. En Russie l'organisation en cellules d'entreprise était justement la forme la meilleure, car le mouvement ouvrier était rendu impossible dans les rues, dans les villes, dans la vie publique, par les mesures extrêmement sévères de la police. Il était ainsi matériellement impossible de s'organiser hors de l'entreprise. Ce n'est que dans l'entreprise que les ouvriers pouvaient se rassembler pour discuter de leurs problèmes sans être remarqués. En outre il n'y avait que l'entreprise pour poser les problèmes de classe sur la base de l'antagonisme entre le capital et le travail.

Les petites questions économiques touchant l'entreprise, par exemple la question des amendes soulevée par Lénine, étaient du point de vue historique progressistes en comparaison des revendications libérales que les ouvriers et la bourgeoisie adressaient ensemble à l'autocratie ; mais en comparaison de la question de la conquête du pouvoir dans la lutte contre la démocratie bourgeoise comme nouvelle forme d'Etat, les revendications prolétariennes immédiates sont des problèmes d'importance secondaire. Mais comme cette question de la conquête du pouvoir ne pouvait être posée qu'après la chute du tsarisme, il était nécessaire de déplacer le cœur de la lutte dans l'entreprise, parce que l'entreprise était l'unique base sur laquelle le parti autonome prolétarien pouvait développer pleinement son action.

Si la bourgeoisie et les capitalistes étaient en Russie les alliés du tsar, ils n'en étaient pas moins en même temps ceux qui devaient le renverser, ceux qui représentaient en puissance l'effondrement du pouvoir autocratique. C'est pourquoi il n'y a pas eu en Russie entre les industriels et l'Etat une solidarité aussi complète que dans les pays modernes. Dans ces pays règne une solidarité absolue entre l'appareil d'Etat et les patrons, c'est leur Etat, leur police. C'est l'appareil d'Etat qui apparaît historiquement comme l'instrument du capitalisme, c'est lui qui a créé les organes adaptés à cette fin et les met à la disposition des patrons. Si un ouvrier essaie dans l'entreprise d'organiser d'autres ouvriers, le patron appelle la police, il a recours à l'espionnage, etc. C'est pourquoi le travail de parti dans l'entreprise est beaucoup plus dangereux dans les pays capitalistes modernes. Il n'est pas

difficile à la bourgeoisie de mettre à jour le travail de parti dans l'entreprise. C'est pourquoi nous proposons de ne pas former les organisations fondamentales du parti à l'intérieur de l'entreprise mais de les déplacer à l'extérieur.

Je ne voudrais rapporter ici qu'un petit fait. En Italie, la police enrôle maintenant un nouveau type d'agents. Les conditions de recrutement sont très sévères. Mais pour ceux qui exercent un métier et peuvent travailler dans une entreprise, l'entrée est facilitée. Cela prouve que la police recherche des gens capables de travailler dans les différentes industries, pour pouvoir les utiliser à détecter le travail révolutionnaire dans l'entreprise.

Par ailleurs nous avons appris qu'une association antibolchévique internationale a décidé de s'organiser en cellules pour faire contrepoids au mouvement ouvrier.

Un autre argument. On a dit ici qu'un nouveau danger a fait son apparition, le danger de l'aristocratie ouvrière. Il est clair que ce danger caractérise les périodes où nous sommes menacés par l'opportunisme, qui tend à jouer un certain rôle dans la corruption du mouvement ouvrier.

Mais le canal le plus aisé pour la pénétration de l'influence de l'aristocratie ouvrière dans nos rangs est sans aucun doute l'organisation fondée sur le principe de la cellule d'entreprise, car dans l'entreprise c'est l'influence de l'ouvrier qui occupe un rang élevé dans la hiérarchie technique du travail qui l'emporte inévitablement.

Pour toutes ces raisons, et sans en faire une question de principe, nous demandons que la base organisative du parti — pour des raisons politiques et techniques — reste l'organisation territoriale.

Est-ce à dire que nous voulons négliger pour autant le travail de parti dans l'entreprise ? Contestons-nous que le travail communiste dans l'entreprise soit une base importante pour établir la liaison avec les masses ? Absolument pas. Le parti doit avoir une organisation dans l'entreprise, mais cette organisation ne doit pas être la base du parti. Il doit y avoir dans les entreprises des organisations de parti qui soient sous la direction politique du parti. Il est impossible d'établir une liaison avec la classe ouvrière sans organisation dans l'entreprise, mais cette organisation doit être la fraction communiste.

Pour étayer mon affirmation, je voudrais rapporter ce qui suit : à une époque où le fascisme n'était pas encore là, nous avons créé en Italie un réseau de fractions de ce genre, et nous avons considéré cette activité comme la plus importante pour nous. C'est pratiquement aux fractions communistes dans les entreprises et les syndicats qu'est toujours revenue la tâche de nous mettre plus étroitement en contact avec les masses. La liaison avec le parti fournit à ces organes de travail les éléments politiques et les éléments de classe, au sens le plus large du mot, qui ne reçoivent pas seulement leurs impulsions du cercle étroit de la branche et de l'usine.

Nous sommes donc pour un réseau d'organisations communistes dans les entreprises, mais à notre avis le travail politique doit être accompli dans les organisations territoriales.

Je ne peux pas ici entrer dans le détail des conclusions qui ont été tirées de notre attitude sur cette question au cours de la discussion en Italie. Au congrès et dans nos thèses nous avons développé en détail la question théorique de la nature du parti. On a affirmé que notre point de vue n'était pas un point de vue de classe : nous aurions réclamé que le parti favorise le développement de l'activité d'éléments hétérogènes, comme par exemple les intellectuels. Ce n'est pas vrai. Nous ne combattons pas l'organisation édifiée exclusivement sur la base des cellules d'entreprises parce que, ainsi, le parti se trouve constitué exclusivement d'ouvriers. Ce que nous craignons, c'est le danger de labourisme et d'ouvriérisme, qui est le pire danger antimarxiste. Le parti est prolétarien parce qu'il est placé sur le chemin historique de la révolution, du combat pour les buts finaux auxquels tend une seule et unique classe, la classe ouvrière. C'est cela qui fait que le parti est prolétarien, non le critère automatique de sa composition sociale. Le caractère du parti n'est pas compromis par la participation active à son travail de tous ceux qui acceptent sa doctrine et qui veulent lutter pour ses buts de classe.

Tout ce qu'on peut dire dans ce domaine en faveur des cellules d'entreprise est de la vulgaire démagogie, qui s'appuie sur le mot d'ordre de la bolchévisation, mais qui conduit directement à désavouer la lutte du marxisme et du léninisme contre les conceptions banalement mécanistes et défaitistes de l'opportunisme et du menchévisme.

Le régime interne du parti et de l'Internationale

Je passe à un autre aspect de la bolchévisation, celui du régime interne du parti et de l'Internationale Communiste.

On a fait là une nouvelle découverte : ce qui manque à toutes les sections, c'est la discipline de fer des bolchéviks, dont le parti russe nous donne l'exemple.

On prononce une interdiction absolue contre les fractions, et on décrète l'obligation pour tous les membres du parti de participer au travail commun, quelle que soit leur opinion. Je pense que dans ce domaine également la question de la bolchévisation a été posée de façon très démagogique.

Si nous posons la question ainsi : le premier venu est-il autorisé à former une fraction ? tout communiste répondra non ; mais on ne peut poser la question de cette manière. Il y a déjà des résultats qui nous montrent que les méthodes employés n'ont rendu service ni au parti ni à l'Internationale. Cette question de la discipline interne et des fractions doit être posée d'un point de vue marxiste, de façon sensiblement différente et plus complexe.

On nous dit : que voulez-vous ? Voulez-vous que le parti ressemble à un parlement, où chacun a le droit démocratique de lutter pour le pouvoir ou de s'assurer de la majorité ?

Mais, ainsi, la question est mal posée : si on la pose ainsi, il n'y a qu'une réponse possible : nous serions bien sûr contre un régime aussi ridicule.

C'est un fait que nous devons avoir un parti communiste absolument uni, excluant, en son sein, divergences d'opinion et regroupements divers. Mais cette affirmation n'est pas un dogme, un principe *a priori*. Il s'agit d'un but vers lequel on doit tendre, vers lequel on peut tendre au cours du développement d'un véritable parti communiste : or cela n'est possible que lorsque toutes les questions idéologiques, tactiques et organisatives sont correctement posées et correctement résolues. A l'intérieur de la classe ouvrière, ce sont les rapports économiques dans lesquels vivent les divers groupes qui déterminent les actions et les initiatives de la lutte de classes. Au parti politique revient le rôle de rassembler et d'unifier tout ce que ces actions ont de commun du point de vue des buts révolutionnaires de la classe ouvrière du monde entier. L'unité à l'intérieur du parti, la suppression des divergences d'opinion internes, la disparition des luttes de fractions fourniront la preuve que le parti se trouve sur la voie la meilleure pour remplir correctement ses tâches. Mais s'il y a des divergences d'opinion, cela prouve que la politique du parti est entachée d'erreurs, qu'elle n'a pas la capacité de combattre radicalement les tendances à la dégénérescence du mouvement ouvrier qui se manifestent d'ordinaire à certains moments cruciaux de la situation générale. Si on se trouve devant des cas d'indiscipline, c'est le symptôme que ce défaut existe toujours dans le parti. La discipline est en effet un résultat, non un point de départ, non une sorte de plate-forme inébranlable. Cela correspond d'ailleurs au caractère volontaire de l'entrée dans notre organisation. C'est pourquoi une sorte de code pénal du parti ne peut être un remède aux cas fréquents de manquement à la discipline. On a institué ces derniers temps dans nos partis un régime de terreur, une sorte de sport qui consiste à intervenir, à punir, à anéantir, et tout cela avec un plaisir tout particulier, comme si c'était justement cela l'idéal de la vie du parti. Les champions de cette brillante opération semblent même persuadés qu'elle constitue une preuve de capacité et d'énergie révolutionnaires. Je pense, au contraire, que les vrais et bons révolutionnaires sont en général les camarades qui font l'objet de ces mesures d'exception et qui les supportent patiemment pour ne pas détruire le parti. J'estime que cette débauche d'énergie, ce sport, cette lutte à l'intérieur du parti n'a rien à voir avec le travail révolutionnaire que nous devons mener. Un jour viendra où il faudra frapper et détruire le capitalisme, et dans ce domaine le parti devra donner les preuves de son énergie révolutionnaire. Nous ne voulons pas d'anarchisme dans le parti, mais nous ne voulons pas davantage un régime de représailles continuelles, qui n'est que la négation de l'unité et de la solidité du parti.

Pour l'instant, les choses se présentent ainsi : la centrale actuelle existera toujours ; elle peut faire ce qu'elle veut, car elle a toujours raison quand elle prend des mesures contre celui qui la contredit, quand elle « anéantit » intrigues et oppositions.

Le mérite ne consiste pas à réprimer les rébellions ; l'important, c'est qu'il n'y ait pas de rébellions. On reconnaît l'unité du parti aux résultats atteints, non à un régime de menaces et de terreur. Nous avons besoin de sanctions dans nos statuts, c'est clair. Mais elles doivent être des exceptions, elles ne doivent pas devenir une procédure normale et générale à l'intérieur du parti. Si des éléments abandonnent manifestement la voie commune, il faut prendre des mesures contre eux. Mais si le recours au code de sanctions devient la règle dans une société, c'est que cette société n'est pas précisément la plus parfaite. Les sanctions ne doivent être prises qu'exceptionnellement, et non pas constituer une règle, un sport, l'idéal des dirigeants. Il faut que cela change, si nous voulons former un bloc solide au vrai sens du mot.

Les thèses proposées ici contiennent à ce propos quelques bonnes phrases. On a l'intention de donner un peu plus de liberté. Cela vient peut-être un peu tard. Peut-être croit-on qu'il est possible de donner un peu plus de liberté à « ceux qui ont été foulés aux pieds » et qui ne peuvent plus bouger. Mais laissons là les thèses et considérons les faits. On a toujours dit que nos partis devaient être édifiés sur le principe du centralisme démocratique. Ce serait peut-être une fort bonne chose si nous trouvions pour démocratie une autre expression. Mais la formule a été donnée par Lénine. Comment réaliser le centralisme démocratique ? Au moyen de l'éligibilité des camarades, de la consultation de la masse du parti pour résoudre certaines questions. Il peut bien sûr y avoir des exceptions à cette règle dans un parti révolutionnaire. Il est admissible que la centrale dise parfois : camarades, le parti devrait normalement vous consulter, mais comme la lutte contre notre ennemi vient d'entrer dans une période dangereuse, comme il n'y a pas une minute à perdre, nous agissons sans vous consulter.

Mais ce qui est dangereux, c'est de donner l'impression d'une consultation alors qu'il s'agit d'une initiative prise d'en haut, c'est d'abuser de l'emprise qu'a la centrale sur tout l'appareil du parti et sur la presse. Nous avons dit en Italie que nous acceptons la dictature, mais que nous détestons ces méthodes « à la Giolitti ». La démocratie bourgeoise est-elle autre chose qu'un moyen de tromperie ? Est-ce peut-être cette démocratie-là que vous nous accordez dans le parti et que vous voulez réaliser ? Alors, il vaudrait mieux une dictature qui, elle, a le courage de ne pas se masquer hypocritement. Il faut introduire une véritable forme démocratique, c'est-à-dire une démocratie qui permette à la centrale de tirer de l'appareil du parti tout son profit, au bon sens du mot. Sinon il ne peut y avoir que malaise et insatisfaction, surtout dans les milieux ouvriers. Il nous faut un régime sain dans le parti. Il est absolument indispensable que le parti ait la possibilité de se faire une opinion et de l'exprimer ouvertement. J'ai dit lors du congrès italien que l'erreur qui a été commise, c'est de n'avoir pas fait à l'intérieur du parti une différence nette entre agitation et propagande. L'agitation s'adresse à une grande masse d'individus, auxquels on rend claires quelques

idées simples, alors que la propagande touche un nombre relativement restreint de camarades à qui on explique un plus grand nombre d'idées plus compliquées. L'erreur qui a été commise, c'est de s'être limité à de l'agitation à l'intérieur du parti; on a considéré par principe la masse des membres du parti comme inférieurs, on les a traités comme des éléments que l'on peut mettre en mouvement, et non comme facteur d'un travail commun. On peut comprendre jusqu'à un certain point l'agitation fondée sur des formules à apprendre par cœur, quand on recherche l'effet le plus grand au moyen de la plus petite dépense d'énergie, quand il faut mettre en mouvement de grandes masses, là où le facteur de la volonté consciente ne joue qu'un rôle limité. Mais il n'en va pas de même avec le parti. Nous exigeons que l'on en finisse avec cette méthode d'agitation à l'intérieur du parti. Le parti doit rassembler autour de lui cette partie de la classe ouvrière qui a une conscience de classe et dans laquelle règne la conscience de classe ; si du moins vous ne revendiquez pas la théorie des élus, qui, parmi d'autres accusations non fondées, nous a été autrefois imputée. Il est nécessaire que la grande masse des membres du parti se forge une conscience politique commune et qu'elle étudie les problèmes que se pose le parti communiste. En ce sens il est d'une extrême urgence de changer le régime interne du parti.

Venons-en aux fractions. A mon sens on peut poser la question des fractions du point de vue de la morale ou du code pénal. Y a-t-il dans l'histoire un seul exemple d'un camarade créant une fraction pour s'amuser ? Cela ne s'est jamais produit. Y a-t-il un exemple montrant que l'opportunisme a pénétré dans le parti par le moyen de fractions, que l'organisation de fractions a servi de base à une mobilisation de la classe ouvrière par l'opportunisme et que le parti révolutionnaire a été sauvé par l'intervention des pourfendeurs de fractions ? Non, l'expérience montre que l'opportunisme entre toujours dans nos rangs sous le masque de l'unité. Il est de son intérêt d'influencer la masse la plus grande possible, aussi fait-il toujours ses propositions dangereuses sous le masque de l'unité. L'histoire des fractions montre en général que les fractions ne sont pas à l'honneur des partis à l'intérieur desquels elles se forment, mais bien des camarades qui les forment. L'histoire des fractions est l'histoire de Lénine, ce n'est pas l'histoire des coups portés aux partis révolutionnaires, mais au contraire l'histoire de leur cristallisation et de leur défense contre les influences opportunistes.

Quand une fraction essaie de se former, il faut avoir des preuves pour dire que c'est, directement ou indirectement, une manœuvre de la bourgeoisie pour pénétrer dans le parti. Je ne crois pas qu'une telle manœuvre prenne en général cette forme. Au congrès italien nous avons posé la question à propos de la gauche de notre parti. Nous connaissons l'histoire de l'opportunisme. Quand un groupe devient-il le représentant de l'influence bourgeoise dans un parti prolétarien ? Ces groupements ont trouvé en général un sol favorable parmi les fonctionnaires syndicaux ou les représentants du parti au parlement.

Ou bien, il s'agit d'un groupe qui préconise dans les questions de stratégie et de tactique du parti la collaboration des classes et des alliances avec d'autres groupes sociaux et politiques. Si on parle de fractions à détruire, il faudrait au moins pouvoir prouver qu'il s'agit d'une association avec la bourgeoisie ou avec des milieux bourgeois ou peut-être de relations personnelles. Si une telle analyse n'est pas possible, il est indispensable de chercher les causes historiques de la naissance de la fraction et de ne pas lui jeter l'anathème *a priori*. La naissance d'une fraction montre que quelque chose ne va pas. Pour remédier au mal, il faut rechercher les causes historiques qui ont suscité l'anomalie et qui ont déterminé la formation ou la tendance à former cette fraction. Les causes résident dans les erreurs idéologiques et politiques du parti. Les fractions ne sont pas la maladie, mais seulement le symptôme, et si on veut soigner l'organisme malade, on ne doit pas combattre les symptômes, mais on doit essayer de sonder les causes de la maladie. D'autre part, il s'agissait dans la plupart des cas de groupes de camarades qui ne faisaient aucune tentative pour créer une organisation ou rien de semblable. Il s'agissait de points de vue, de tendances qui cherchaient à se faire jour dans l'activité normale, régulière et collective du parti. Par la méthode de chasse aux fractions, de campagnes à scandale, de surveillance policière et de méfiance à l'égard des camarades, une méthode qui représente en réalité le pire fractionnisme se développant dans les couches supérieures du parti, on n'a pu que détériorer la situation de notre mouvement et pousser toute critique objective dans la voie du fractionnisme.

Ce n'est pas avec de tels moyens que se crée l'unité intérieure du parti, ils ne font que paralyser le parti et le rendre impuissant. Une transformation radicale des méthodes de travail est absolument indispensable. Si nous ne mettons pas fin à tout cela, les conséquences seront très graves.

Nous en avons un exemple dans la crise du parti français. Comment s'est-on attaqué aux fractions dans le parti français ? Très mal — par exemple dans la question de la fraction syndicaliste qui est en train de naître. Certains des camarades exclus du parti sont retournés à leurs premières amours, ils publient un journal dans lequel ils exposent leurs idées. Il est clair qu'ils ont tort. Mais les causes de cette importante déviation ne doivent pas être cherchées dans les caprices des méchants enfants Rosmer et Monatte. Elles doivent bien plutôt être cherchées dans les erreurs du parti français et de toute l'Internationale.

Après notre entrée en lice sur le terrain théorique contre les erreurs du syndicalisme, nous avons réussi à soustraire de larges masses d'ouvriers à l'influence d'éléments syndicalistes et anarchistes. Or maintenant ces conceptions reprennent vie. Pourquoi ? Entre autres parce que le régime interne du parti, le machiavélisme excessif, a fait mauvaise impression sur la classe ouvrière, et a rendu possible la renaissance de ces théories ainsi que du préjugé qui veut que le parti politique soit quelque chose de sale et que seule la lutte économique puisse sauver la classe ouvrière.

Ces erreurs de fond menacent de reparaître dans le prolétariat parce que l'Internationale et les partis communistes n'ont pas été capables de fournir la preuve, au moyen des faits ainsi que d'exposés théoriques simples,

de la différence essentielle qu'il y a entre la politique au sens révolutionnaire et léniniste et la politique des vieux partis sociaux-démocrates dont la dégénérescence avant-guerre avait fait naître par réaction le syndicalisme.

Les vieilles théories de l'action économique opposées à toute activité politique ont enregistré quelques succès dans le prolétariat français, et cela parce qu'on a toléré toute une série d'erreur dans la ligne politique du parti communiste.

SEMARD : Vous dites que les fractions ont leur cause dans les erreurs de la direction du parti. La fraction de droite se constitue en France juste au moment où la centrale reconnaît ses erreurs et les corrige.

BORDIGA : Camarade Semard, si vous voulez paraître devant le Bon Dieu avec le seul mérite d'avoir reconnu vos propres fautes, vous n'aurez pas assez fait pour le salut de votre âme.

Camarades, je crois qu'il est nécessaire de démontrer par notre stratégie et par notre tactique prolétarienne l'erreur que font ces éléments anarcho-syndicalistes.

On a maintenant l'impression dans la classe ouvrière que les faiblesses qui existent dans le parti communiste sont les mêmes que celles des autres partis politiques, et c'est pourquoi la classe manifeste une certaine méfiance à l'égard de notre parti. Cette méfiance a pour cause les méthodes et les manœuvres qui sont en usage dans nos rangs. Nous donnons l'impression de nous comporter, non seulement à l'égard du monde extérieur mais aussi dans la vie politique interne du parti, comme si la bonne « politique » était un art, une technique, la même pour tous les partis. On dirait que nous agissons en Machiavels, un manuel d'habileté politique dans la poche. Mais le parti de la classe ouvrière a pour tâche d'introduire une nouvelle forme de politique, qui n'a rien à voir avec les basses et insidieuses méthodes du parlementarisme bourgeois. Si nous ne démontrons pas cela au prolétariat nous n'arriverons jamais à exercer une influence solide et utile, et les anarcho-syndicalistes auront gagné la partie.

En ce qui concerne la fraction de droite en France, je n'hésite pas à dire que je la considère de façon générale comme un phénomène sain et non comme une preuve de la pénétration d'éléments petits-bourgeois dans le parti. La théorie et la tactique qu'elle préconise sont fausses, mais elle est pour une part une réaction très utile contre les erreurs politiques et le régime néfaste instauré par la direction du parti. Mais ce n'est pas seulement la centrale du parti français qui porte la responsabilité de ces erreurs. C'est la ligne générale de l'Internationale qui est à l'origine de la formation des fractions. Certes, sur la question du Front Unique, je me trouve en opposition absolue avec le point de vue de la droite française, mais à mon avis il est juste de dire que les décisions du V^e^ Congrès ne sont pas claires ni absolument satisfaisantes. Dans certains cas on autorise le Front Unique par en haut, mais on ajoute que la social-démocratie est l'aile gauche de la bourgeoisie et qu'on doit se fixer pour but de démasquer ses dirigeants : c'est une position intenable. Les ouvriers français sont fatigués de cette sorte de tactique du Front Unique, telle qu'elle a été appliquée en France. Mais certains des dirigeants de l'opposition française sont, bien sûr, sur une mauvaise voie, diamétralement opposée à la véritable voie révolutionnaire, lorsqu'ils concluent dans le sens d'un Front Unique « loyal » et de la coalition avec la social-démocratie.

Bien sûr, si on limite le problème de la droite à la question de savoir si on a le droit de collaborer à un journal placé hors du contrôle du parti, il ne peut y avoir qu'une réponse. Mais cela ne saurait être une échappatoire. On doit essayer de corriger les erreurs et de réviser soigneusement la ligne politique du parti français, et sur bien des questions celle aussi de l'Internationale. On ne résoudra pas le problème en appliquant à l'encontre de l'opposition, de Loriot, etc., les règles d'un petit catéchisme du comportement personnel.

Pour corriger les erreurs il ne suffit pas de faire tomber des têtes, il faut s'efforcer de découvrir les erreurs originelles qui rendent possible et favorisent la formation des fractions.

On nous dit : pour trouver les erreurs dans notre machine à bolchévisation, il y a l'Internationale ; c'est à la majorité de l'Internationale qu'il revient d'intervenir si la centrale d'un parti commet des erreurs graves. Cela doit donner une garantie contre les déviations à l'intérieur des sections nationales. Dans la pratique, ce système a échoué. Nous avons eu l'exemple d'une telle intervention de l'Internationale en Allemagne. La centrale du K.P.D. était devenue toute-puissante et rendait impossible toute opposition dans le parti, et pourtant il s'est trouvé quelqu'un au-dessus d'elle qui a sanctionné à un certain moment tous les crimes et toutes les erreurs commis par cette centrale, c'est l'Exécutif de Moscou par sa Lettre Ouverte. Est-ce là une bonne méthode ? Non, certainement pas. Quel écho une telle action trouve-t-elle ? Nous en avons eu un exemple en Italie pendant notre discussion pour le congrès italien. Un camarade excellent, orthodoxe, est envoyé au congrès allemand. Il voit que tout va bien, qu'une majorité écrasante se prononce pour les thèses de l'Internationale, que la nouvelle centrale est élue dans un accord parfait, à l'exception d'une minorité négligeable. Le délégué italien s'en retourne et fait un rapport très favorable sur le parti allemand. Il écrit un article dans lequel il le dépeint aux camarades de la gauche italienne comme le modèle d'un parti bolchévik. Il est possible que de nombreux camarades de notre opposition soient devenus après cela des partisans de la bolchévisation. Deux semaines plus tard arrive la Lettre Ouverte de l'Exécutif... On apprend que la vie interne du parti allemand est très mauvaise, qu'il y a une dictature, que toute la tactique est complètement fausse, qu'on a commis de graves erreurs, qu'il y a de fortes déviations, que

l'idéologie n'est pas léniniste. On oublie que la gauche allemande a été proclamée au V^e Congrès une centrale parfaitement bolchévique, et on l'abat sans pitié. On use à son égard de la même méthode qu'on avait utilisée auparavant à l'égard de la droite. Au V^e Congrès le slogan était : « C'était la faute à Brandler » ; on dit maintenant : « C'est la faute à Ruth Fischer ». J'affirme qu'on ne peut gagner de cette manière la sympathie des masses ouvrières. On ne peut pas dire qu'une poignée de camarades soient coupables des erreurs commises. L'Internationale était là, qui suivait de près le cours des événements, et elle ne pouvait et ne devait ignorer ni les caractéristiques propres à chaque dirigeant ni leur activité politique. On dira maintenant que je défends la gauche allemande, de même qu'on a dit au V^e Congrès que je défendais la droite. Mais je ne me solidarise politiquement ni avec l'une ni avec l'autre, j'estime seulement que l'Internationale doit dans les deux cas prendre sur elle la responsabilité des erreurs commises, l'Internationale qui s'était solidarisée complètement avec ces groupes qu'elle avait présentés comme les meilleures directions et dans les mains desquels elle avait remis le parti.

L'intervention de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste contre les centrales des partis a donc en plusieurs circonstances été peu heureuse. La question est la suivante : comment l'Internationale travaille-t-elle, quels sont ses rapports avec les sections nationales et comment sont élus ses organes dirigeants ?

Au dernier Congrès, j'ai déjà critiqué nos méthodes de travail. Une collaboration collective véritable fait défaut dans nos organes dirigeants et dans nos congrès. L'organe suprême semble être un corps étranger aux sections, qui discute avec elles et choisit dans chacune une fraction à laquelle il donne son appui. Ce centre est soutenu, pour chaque question, par toutes les sections restantes, qui espèrent ainsi s'assurer un meilleur traitement lorsque leur tour sera venu. Parfois ceux qui s'abaissent à ce « maquignonnage » ne sont même que des groupes de dirigeants unis par des liens purement personnels. On nous dit : la direction internationale provient de l'hégémonie du parti russe, puisque c'est lui qui a fait la révolution, puisque c'est dans ce parti que se trouve le siège de l'Internationale. C'est pourquoi il est juste d'accorder une importance fondamentale aux décisions inspirées par le parti russe. Mais un problème se pose : comment les questions internationales sont-elles résolues par le parti russe ? Cette question, nous avons tous le droit de la poser.

Depuis les derniers événements, depuis la dernière discussion, ce point d'appui de tout le système n'est plus assez stable. Nous avons vu, dans la dernière discussion du parti russe, des camarades qui revendiquaient la même connaissance du léninisme et qui avaient indiscutablement le même droit de parler au nom de la tradition révolutionnaire bolchévique, discuter entre eux en utilisant les uns contre les autres des citations de Lénine et interpréter chacun en sa faveur l'expérience russe. Sans entrer dans le fond de la discussion, c'est un fait indiscutable que je voudrais établir ici.

Qui, dans cette situation, décidera en dernière instance des problèmes internationaux ? On ne peut plus répondre : la vieille garde bolchévique, car cette réponse ne résoud rien en pratique. C'est le premier point d'appui du système qui se dérobe à notre enquête objective. Mais il en résulte que la solution doit être tout autre. Nous pouvons comparer notre organisation internationale à une pyramide. Cette pyramide doit avoir un sommet et des côtés qui tendent vers ce sommet. C'est ainsi qu'on peut représenter l'unité et la nécessaire centralisation. Mais aujourd'hui, du fait de notre tactique, notre pyramide repose dangereusement sur son sommet ; il faut donc renverser la pyramide ; ce qui maintenant est au-dessous doit passer par-dessus, il faut la mettre sur sa base pour qu'elle retrouve son équilibre. La conclusion à laquelle nous aboutissons sur la question de la bolchévisation est donc qu'il ne faut pas se contenter de simples modifications d'ordre secondaire, mais que tout le système doit être modifié de fond en comble.

La situation actuelle et les tâches de l'avenir

Après avoir ainsi tiré le bilan de l'activité passée de l'Internationale, je voudrais passer à l'appréciation de la situation actuelle et aux tâches de l'avenir. Nous sommes tous d'accord sur ce qui a été dit dans l'ensemble sur la stabilisation, de sorte qu'il n'est pas nécessaire d'y revenir. La décomposition du capitalisme est entrée dans une phase moins aiguë. La conjoncture a connu, dans le cadre de la crise générale du capitalisme, certaines fluctuations.

Nous continuons d'avoir devant nous la perspective de l'écroulement final du capitalisme. Mais quand on se pose cette question de perspective, on fait à mon sens une erreur d'évaluation. Il y a plusieurs modes d'approche de ce problème de la perspective. A mon avis le camarade Zinoviev nous a rappelé ici des choses fort utiles lorsqu'il a parlé de la double perspective du camarade Lénine.

Si nous étions une société savante vouée à l'étude des événements sociaux, nous pourrions tirer des conclusions plus ou moins optimistes, sans que cela influe de quelque façon sur ces événements. Mais cette perspective purement scientifique ne saurait suffire à un parti révolutionnaire, qui prend part à tous les événements, qui est lui-même un de leurs facteurs et qui ne peut décomposer sa fonction de façon métaphysique, en séparant d'un côté la connaissance précise de cette fonction et de l'autre la volonté et l'action. C'est pourquoi notre parti doit toujours être directement relié à ses buts ultimes. Il est nécessaire d'avoir toujours sous les yeux la perspective révolutionnaire, même quand le jugement scientifique nous oblige à tirer des conclusions pessimistes. On ne peut interpréter comme une banale erreur scientifique le fait que Marx ait attendu la révolution en 1848, 1859, 1870, et que Lénine après 1905 l'ait prophétisée pour 1907, c'est-à-dire dix ans avant son triomphe. C'est même une preuve du perçant regard révolutionnaire de ces grands dirigeants. Il ne s'agit pas non plus d'une puérile exagé-

ration, qui entendrait constamment la révolution frapper à la porte, il s'agit de la véritable faculté révolutionnaire, qui reste intacte malgré toutes les difficultés du développement historique. La question de la perspective est une question très intéressante pour nos partis, il faudrait que nous puissions l'examiner à fond. Je considère qu'il est inadmissible d'affirmer : la conjoncture s'est sensiblement modifiée dans un sens défavorable pour nous, la situation n'est plus celle de 1920 — voilà l'explication et la justification de la crise interne dans différentes sections et dans l'Internationale. Cela peut certes nous aider à expliquer les causes de telle ou telle erreur, mais cela ne les justifie pas. D'un point de vue politique, c'est insuffisant. Nous ne devons pas considérer avec résignation comme une réalité immuable le régime défecteux de nos partis actuels parce que la conjoncture extérieure nous est défavorable. Ainsi formulée, la question n'est pas correctement posée. Il est clair que si notre parti est un facteur des événements, il est aussi en même temps leur produit. Même si nous réussissons à avoir un vrai parti révolutionnaire. En quel sens les événements se reflètent-ils dans ce parti ? Dans le sens que le nombre de nos partisans grossit et que notre influence sur les masses s'accroît quand la crise du capitalisme nous fournit une situation favorable. Si la conjoncture nous devient à un moment donné défavorable, il est possible que nos forces baissent quantitativement, mais notre idéologie ne doit pas en souffrir, et ce ne sont pas seulement notre tradition, notre organisation, mais aussi la ligne politique qui doivent rester intactes. Si nous croyons que, pour préparer les partis à leur tâche révolutionnaire, il faut s'appuyer sur une situation de crise progressive du capitalisme, notre perspective relève de schémas tout à fait faux, car alors nous estimons qu'une période de crise longue et progressive est nécessaire à la consolidation de notre parti : mais quand nous en serons là, la situation économique devra nous faire le plaisir de rester quelque temps encore révolutionnaire pour nous permettre de passer à l'action. Si la crise s'accentue après une période de conjoncture incertaine, nous serons incapables de l'exploiter. Car nos partis, par suite de notre manière erronée de voir les choses, se trouveront inévitablement plongés dans le désarroi et l'impuissance.

Cela montre que nous ne savons pas tirer la leçon de notre expérience de l'opportunisme dans la IIe Internationale. On ne peut nier qu'avant la guerre mondiale il y a eu une période de prospérité du capitalisme et que la conjoncture du capitalisme était bonne. Cela explique en un certain sens la décomposition opportuniste de la IIe Internationale, mais cela ne justifie pas l'opportunisme. Nous avons combattu cette idée et refusé de croire que l'opportunisme soit un fait nécessaire et historiquement déterminé par les événements. La position que nous avons défendue, c'est que le mouvement doit opposer une résistance, et de fait la gauche marxiste a combattu l'opportunisme avant 1914 et exigé des partis prolétariens sains et révolutionnaires.

Il faut poser la question autrement. Même si la conjoncture et les perspectives nous sont défavorables ou relativement défavorables, il ne faut pourtant pas consentir avec résignation aux déviations opportunistes et les justifier sous prétexte que leurs causes doivent être cherchées dans la situation objective. Et si une crise interne survient malgré cela, ses causes et les moyens d'y remédier doivent être cherchés ailleurs, c'est-à-dire dans le travail et dans la ligne politique du parti qui ne sont pas encore maintenant ce qu'ils auraient dû être. Cela concerne également la question des dirigeants que le camarade Trotsky pose dans la préface de son livre, « 1917 » ; il y analyse les causes de nos défaites, et propose une solution avec laquelle je me solidarise entièrement. Trotsky ne considère pas les dirigeants comme des hommes que le ciel nous destine tout spécialement. Non, il pose la question de toute autre manière. Les dirigeants aussi sont un produit de l'activité du parti, des méthodes de travail du parti et de la confiance que le parti a su gagner. Si le parti, malgré une situation changeante et parfois défavorable, suit une ligne révolutionnaire et combat les déviations opportunistes, la sélection des dirigeants, la constitution de l'état-major, s'accomplit de manière favorable, et si dans la période du combat final nous n'aurons pas toujours un Lénine, du moins aurons-nous une direction solide et courageuse — ce qu'aujourd'hui, dans l'état actuel de notre organisation, nous ne pouvons guère espérer.

Le gouvernement de gauche

Il y a encore un autre schéma de perspectives qui doit être combattu et auquel nous avons affaire quand nous passons de l'analyse purement économique à l'analyse des forces sociales et politiques. On estime généralement que nous devons considérer comme une situation politiquement favorable à notre combat celle qui est offerte par un gouvernement de la gauche petite-bourgeoise. Ce faux schéma entre avant tout en contradiction avec le premier, car c'est le plus souvent à une époque de crise économique que la bourgeoisie choisit un gouvernement formé à l'aide des partis de droite, pour pouvoir entreprendre une offensive réactionnaire, c'est-à-dire que les conditions objectives redeviennent pour nous défavorables. Pour atteindre à une solution marxiste du problème, il est nécessaire de renoncer à ces lieux communs.

Il est, en général, inexact qu'un gouvernement de la gauche bourgeoise nous soit favorable ; le contraire peut se produire. Les exemples historiques nous montrent combien nous serions fous d'imaginer que, pour nous faciliter la tâche, se formerait un gouvernement issu de ce qu'on appelle les classes moyennes, doté d'un programme libéral qui nous permettrait d'organiser la lutte contre un appareil d'Etat affaibli.

Là aussi, il s'agit de l'influence qu'exerce une interprétation erronée de l'expérience russe. Dans la révolution de 1917 est tombé le premier appareil d'Etat, et il s'est formé un gouvernement appuyé par la bourgeoisie libérale et par la petite bourgeoisie. Mais aucun appareil d'Etat solide ne s'est constitué pour remplacer l'autocratie tsariste par la domination économique du capital et une représentation parlementaire moderne. Avant qu'un tel appareil ait pu s'organiser, le prolétariat, conduit par le parti communiste,

a réussi à attaquer avec succès le gouvernement. On pourrait alors croire que les choses devraient suivre le même cours dans les autres pays, qu'un beau jour le gouvernement passera des mains des partis bourgeois dans les mains des partis du centre, que l'appareil d'Etat en sera affaibli, de sorte que le prolétariat n'aura guère de mal à l'abattre. Mais cette perspective simplifiée est complètement fausse. Quelle est la situation dans les autres pays ? Peut-on comparer un changement dans le gouvernement par lequel un gouvernement de droite est remplacé par un gouvernement de gauche, par exemple le Bloc des Gauches à la place du Bloc National en France, avec une transformation historique des fondements de l'Etat ? Il est possible que le prolétariat mette cette période à profit pour consolider ses positions. Mais s'il ne s'agit que du simple passage d'un gouvernement de droite à un gouvernement de gauche, on ne peut y voir la situation, favorable au communisme, de la désagrégation générale de l'appareil d'Etat.

Avons-nous donc des exemples historiques concrets de cette évolution supposée qui verrait un gouvernement de gauche aplanir la voie de la révolution prolétarienne ? Non, nous n'en avons pas.

En 1919 en Allemagne, une gauche bourgeoise a tenu le gouvernement. Il y a même eu des périodes où la social-démocratie se trouvait à la tête du gouvernement. Malgré la défaite militaire de l'Allemagne, malgré une crise très grave, l'appareil d'Etat n'a connu aucune transformation fondamentale de nature à faciliter la victoire du prolétariat, et non seulement la révolution communiste s'est effondrée, mais ce sont les sociaux-démocrates eux-mêmes qui ont été ses bourreaux.

Si, par notre tactique, nous avons contribué à placer un gouvernement de gauche à la barre, la situation en deviendra-t-elle pour nous plus favorable ? Non, absolument pas. C'est une conception menchévique de croire que les classes moyennes pourraient créer un autre appareil d'Etat que celui de la bourgeoisie, et que l'on pourrait considérer cette période comme une période de transition pour la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Certains partis de la bourgeoisie ont un programme, et avancent des revendications, qui ont pour but de gagner les classes moyennes. Il ne s'agit pas là en général du passage du pouvoir d'un groupe social à un autre, mais seulement d'une nouvelle méthode du combat que nous livre la bourgeoisie, et nous ne pouvons pas dire, si un tel changement se produit, que ce soit-là le moment le plus favorable pour notre intervention. Cette évolution peut être exploitée, mais à la condition que notre attitude antérieure ait été parfaitement claire et que nous n'ayons pas appelé de nos vœux le gouvernement de gauche.

Peut-on par exemple considérer le fascisme en Italie comme la victoire de la droite bourgeoise sur la gauche bourgeoise ? Non, le fascisme est plus que cela ; il est la synthèse de deux méthodes de défense des classes bourgeoises. Les dernières mesures du gouvernement fasciste ont montré que la composition sociale du fascisme : petite bourgeoisie et demi-bourgeoisie, n'en fait pas un agent moins direct du capitalisme. En tant qu'organisation de masse (l'organisation fasciste compte un million de membres) et alors qu'au même moment la réaction la plus brutale s'abat sur tout adversaire qui ose s'attaquer à l'appareil d'Etat, il s'efforce de réaliser la mobilisation des plus larges masses à l'aide des méthodes social-démocrates.

Le fascisme a dans ce domaine essuyé des défaites. Cela renforce notre point de vue sur la lutte des classes. Mais ce qui ressort de là de la façon la plus évidente, c'est l'impuissance absolue des classes moyennes. Elles sont passées au cours des dernières années par trois stades : en 1919-1922 elles ont formé les cadres des chemises noires ; en 1923, après l'assassinat de Matteotti, elles sont passées à l'opposition ; aujourd'hui les voilà de nouveau du côté du fascisme. Elles sont toujours du côté du plus fort.

Il y a un autre fait à noter. On trouve dans les programmes de presque tous les partis et des gouvernements de gauche le principe selon lequel, même si on doit donner à tous l'ensemble des « garanties » libérales, il faut faire une exception pour les partis dont le but est de détruire les institutions étatiques, c'est-à-dire pour les partis communistes.

A l'erreur de perspective qui ne voit pour nous que des avantages dans un gouvernement de gauche, correspond l'hypothèse que les classes moyennes sont capables de trouver une solution indépendante au problème du pouvoir. C'est sur une grave erreur que repose à mon avis la prétendue nouvelle tactique utilisée en Allemagne et en France, et en fonction de laquelle le parti communiste italien a fait à l'opposition antifasciste de l'Aventin la proposition de former un contre-parlement. Je ne peux comprendre qu'un parti aussi riche de traditions révolutionnaires que notre parti allemand prenne au sérieux les sociaux-démocrates quand ils lui reprochent de faire le jeu de Hindenburg en présentant ses propres candidats. Le plan de la bourgeoisie pour atteindre à une mobilisation contre-révolutionnaire des masses consiste en général à proposer un dualisme politique et historique à la place de l'opposition de classes entre bourgeoisie et prolétariat, tandis que le parti communiste, lui, s'en tient à ce dualisme de classes, non parce qu'il est le seul dualisme possible dans la perspective sociale et sur le terrain des fluctuations du pouvoir parlementaire, mais bien parce qu'il est le seul dualisme capable historiquement de mener au renversement révolutionnaire de l'appareil de l'Etat de classe et à la formation du nouvel Etat. Ce n'est pas par des déclarations idéologiques et par une propagande abstraite, mais par le langage de nos actes et par la clarté de notre position politique que nous pouvons amener les plus larges masses à la conscience de ce dualisme. Lorsqu'en Italie on fit aux antifascistes bourgeois la proposition de se constituer en contre-parlement avec participation des communistes, même si on écrivait dans notre presse qu'on ne peut avoir absolument aucune confiance dans ces partis, même si par ce moyen on voulait les démasquer, on incita en pratique les masses à attendre des partis de l'Aventin le renversement du fascisme, et à considérer que le combat révolutionnaire et la formation d'un contre-Etat sont possibles non sur une base de classe, mais sur la base de la collaboration avec les éléments petits-bourgeois et même avec des groupes capitalistes. Cette manœuvre n'a pas réussi à rassembler

de larges masses sur un front de classe. Non seulement cette tactique toute nouvelle n'est pas conforme aux décisions du V[e] Congrès, mais elle entre, à mon sens, en contradiction avec les principes et le programme du communisme.

Quelles sont nos tâches pour l'avenir ? Cette assemblée ne saurait s'occuper sérieusement de ce problème sans se poser dans toute son ampleur et sa gravité la question fondamentale des rapports historiques entre la Russie soviétique et le monde capitaliste. Avec le problème de la stratégie révolutionnaire du prolétariat et du mouvement international des paysans et des peuples coloniaux et opprimés, la question de la politique d'Etat du parti communiste en Russie est aujourd'hui pour nous la question la plus importante. Il s'agit de résoudre heureusement le problème des rapports de classe à l'intérieur de la Russie, il s'agit d'appliquer les mesures nécessaires à l'égard de l'influence des paysans et des couches petites-bourgeoises qui sont en train de se former, il s'agit de lutter contre la pression extérieure qui aujourd'hui est purement économique et diplomatique et qui demain sera peut-être militaire. Puisque un bouleversement révolutionnaire ne s'est pas encore produit dans les autres pays, il est nécessaire de lier le plus étroitement possible toute la politique russe à la politique révolutionnaire générale du prolétariat. Je n'entends pas approfondir ici cette question, mais j'affirme que dans cette lutte on doit s'appuyer, certes, en premier lieu sur la classe ouvrière russe et sur son parti communiste, mais qu'il est fondamental de s'appuyer également sur le prolétariat des Etats capitalistes. Le problème de la politique russe ne peut être résolu dans les limites étroites du seul mouvement russe, la collaboration directe de toute l'Internationale communiste est absolument nécessaire.

Sans cette collaboration véritable, non seulement la stratégie révolutionnaire en Rusie, mais aussi notre politique dans les Etats capitalistes seront gravement menacés. Il se pourrait qu'apparaissent des tendances visant à réduire le rôle des partis communistes. Nous sommes déjà attaqués sur ce terrain, bien sûr pas depuis nos propres rangs, mais par les sociaux-démocrates et les opportunistes. Cela est en rapport avec nos manœuvres en vue de l'unité syndicale internationale et avec notre comportement vis-à-vis de la II[e] Internationale. Nous pensons tous ici que les partis communistes doivent maintenir inconditionnellement leur indépendance révolutionnaire ; mais il est nécessaire de mettre en garde contre la possibilité d'une tendance à vouloir remplacer les partis communistes par des organismes d'un caractère moins clair et explicite, qui n'agiraient pas rigoureusement sur le terrain de la lutte de classe et nous affaibliraient, nous neutraliseraient politiquement. Dans la situation actuelle, la défense du caractère international et communiste de notre organisation de parti contre toute tendance liquidatrice est une tâche commune indiscutable.

Pouvons-nous, après la critique que nous avons faite de la ligne générale, considérer l'Internationale, telle qu'elle est aujourd'hui, suffisamment armée pour cette double tâche stratégique en Russie et dans les autres pays ? Pouvons-nous exiger la discussion immédiate de tous les problèmes russes par cette assemblée ? A cette question nous devons hélas répondre non.

Une révision sérieuse de notre régime intérieur est absolument nécessaire ; il est en outre nécessaire de mettre à l'ordre du jour de nos partis les problèmes de la tactique dans le monde entier et les problèmes de la politique de l'Etat russe ; mais cela ne peut se faire qu'au travers d'un cours nouveau, avec des méthodes complètement différentes.

Dans le rapport et dans les thèses proposées nous ne trouvons aucune garantie suffisante à cet égard. Ce n'est pas d'un optimisme officiel que nous avons besoin ; nous devons comprendre que ce n'est pas avec des méthodes aussi mesquines que celles que nous voyons trop souvent employer ici, que nous pouvons nous préparer à assumer les tâches importantes qui se présentent à l'état-major de la révolution mondiale.

Quaderni Pietro Tresso

• n. 1, settembre 1996: Wilhelm Reich, *La lotta sessuale dei giovani* (1932), Reprint, pp. 52, L. 10.000

• n. 2, novembre 1996: Paolo Casciola, *Paris 1956: la naissance du Comité pour la révision des procès staliniens* [Avec deux textes inédits d'André Breton], pp. 24, L. 5.000

• n. 3, gennaio 1997: Arturo Peregalli-Sandro Saggioro, *Amadeo Bordiga. Gli anni oscuri (1926-1945)* [Con appendice documentaria], pp. 72, L. 12.000

• n. 4, marzo 1997: Karl Radek, *Dittatura proletaria e terrorismo* (1921), Reprint, pp. 24, L. 5.000

• n. 5, maggio 1997: Jacques Ramboz, *Contribution à l'histoire de l'Union Communiste (Trotskyste) 1940-1950*, pp. 60, L. 12.000

• n. 6, luglio 1997: Giuseppe Paolo Samonà, *La formazione politica di un intellettuale rivoluzionario. Note autobiografiche (1950-1968)* [A cura di Diego Giachetti; introduzione di Livio Maitan], pp. 52, L. 10.000

• n. 7, settembre 1997: Karl Radek, *Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches* (1922), Reprint, pp. 36, L. 8.000

• n. 8, novembre 1997: *La Nostra Parola, Giornale comunista-internazionalista [n. 1, (agosto 1934)-n. 2, dicembre 1934]* [Introduzione di Fausto Bucci e Paolo Casciola], pp. 60, L. 12.000

• n. 9, gennaio 1998: Lev Trotsky, *Lev Sedov figlio, amico, combattente. Dedicato alla gioventù proletaria* (20 febbraio 1938) [A cura di Paolo Casciola], pp. 40, L. 9.000

• n. 10, marzo 1998: Charles Dumas-Christian Rakovsky, *Les socialistes et la guerre. Discussion entre socialistes français et socialistes roumains* (1915), Reprint, pp. 28, L. 6.000

• n. 11, maggio 1998: David Korner (Barta)-Victor Mares, *La lutte des trotskystes contre le capitalisme et le stalinisme en Roumanie. Textes (1933-1936)* [A cura di Paolo Casciola], pp. 36, L. 8.000

• n. 12, luglio 1998: Riccardo Tacchinardi, *Amadeo Bordiga: intellettuali e socialismo (1912-1926)*, pp. 32, L. 7.000

• n. 13, settembre 1998: Donatella Matteoni, *George Orwell e la guerra civile spagnola* [In appendice, un articolo inedito di Orwell sulle "Giornate di maggio" del 1937], pp. 36, L. 8.000

• n. 14, novembre 1998: Amadeo Bordiga, *Lettere a Bruno Bibbi, Piero Corradi, Eugenio Moruzzo, Michelangelo Pappalardi e Lodovico Rossi (1925-1926)* [A cura di Fausto Bucci e Paolo Casciola], pp. 40, L. 9.000

• n. 15, gennaio 1999: Autori vari, *Hommage à Jeannine Morel (1921-1998)* [A cura di Paolo Casciola e Claudine Pelletier-Benmansour], pp. 40, L. 9.000

• n. 16, marzo 1999: *Quaderni di Critica Proletaria [n. 1, novembre 1935]* [Introduzione di Paolo Casciola], pp. 28, L. 6.000

• n. 17, maggio 1999: Jacques Ramboz, *L'Union Communiste et les autres groupes trotskystes français (1943-1947)* [Con appendice documentaria], pp. 40, L. 9.000

• n. 18, luglio 1999: Hedda Korsch, *Ricordi su Karl Korsch* [Intervista realizzata da Fred Halliday], pp. 24, L. 5.000

• n. 19, settembre 1999: Herman Gorter, *La rivoluzione mondiale* (1919), Reprint, pp. 48, L. 10.000

• n. 20, novembre 1999: Victor Serge, *Socialismo e psicologia* (marzo 1947), pp. 20, L. 4.000

• n. 21, gennaio-febbraio 2000: *Bollettino "Interno" della Corrente Bolscevico-Leninista Internazionalista [n. 1, (gennaio 1936)-n. 2, 12 febbraio 1936 e supplemento non datato]* [Introduzione di Fausto Bucci e Paolo Casciola], pp. 52, L. 10.000

• n. 22, marzo-aprile 2000: *Hommage à Jacques Ramboz (1917-1999), militant communiste internationaliste (trotskyste)* [A cura di Marie-Josée Ramboz e Paolo Casciola], pp. 68, L. 12.000

• n. 23, maggio-giugno 2000: Sadik Premtaj, *Les gangsters d'Enver Hoxha à l'œuvre: La lutte entre stalinisme et trotskysme en Albanie* [Dossier a cura di Paolo Casciola; con testi di Guy Prévan, Michel Raptis e Agim Musta], pp. 40, L. 9.000

• n. 24, luglio-agosto 2000: Panait Istrati, *I cardi del Bărăgan. Romanzo* [Introduzione di Monique Jutrin-Klener; con una lettera di Romain Rolland], pp. 72, L. 12.000

• n. 25, settembre-ottobre 2000: *Quaderno del Bolscevismo-Leninismo [s.n., s.d. (maggio 1936)]* [Introduzione di Fausto Bucci e Paolo Casciola], pp. 28, L. 6.000

• n. 26, novembre-dicembre 2000: Lev Trotsky, *Uno stato non operaio né borghese?* (25 novembre 1937) [A cura di Paolo Casciola; con testi di James Burnham, Joseph Carter, Max Shachtman e Maurice Spector], pp. 36, L. 8.000

I *Quaderni Pietro Tresso* sono pubblicati dalle Edizioni Bi-Elle di Firenze.
Gli arretrati possono essere richiesti inviando in anticipo il relativo importo complessivo — più lire 5.000 quale contributo fisso per spese di spedizione — tramite vaglia postale intestato a: Paolo Casciola - C.P. 154 - 50100 Firenze.
La spedizione in contrassegno — cioè con pagamento direttamente al postino quando si riceve il materiale ordinato — costa invece lire 10.000.

8ème Séance du 25 février 1926 (matin)

ERCOLI (Italie): Camarades, le parti italien a l'heureuse prérogative d'avoir le camarades Bordiga dans son sein. Je dis l'heureuse, et cela n'est pas pour plaisanter. Dans la discussion qui s'est déjà déroulée dans ce Plénum, quelques camarades ont déjà parlé au nom de l'extrême-gauche, mais il y a une différence fondamentale entre la position prise par ces camarades et Bordiga, qui nous permet de dire que, selon nous, la position de Bordiga est plus favorable pour un bon développement de notre discussion, que la position prise par quelques camarades qui ont parlé au nom de l'extrême-gauche ou, d'une soi-disant extrême-gauche. Pourquoi? Parce que nous croyons que dans les débats avec l'extrême-gauche et en général, dans les débats qui touchent à notre idéologie et à notre tactique, il n'y a de bonne solution que sur le terrain d'une complète clarté et d'une complète précision idéologique et politique, et alors la position de Bordiga nous permet d'arriver à ce but, tandis que les autres positions ne nous permettent pas d'y arriver.

Nous sommes d'accord avec la ligne générale des thèses.

Je veux cependant m'arrêter sur quatre points: 1) les perspectives, 2) la tactique générale, 3) les problèmes qui regardent l'organisation des partis, leur constitution et leur régime intérieur, 4) les problèmes qui touchent au régime intérieur de l'I. C.

Sur les perspectives, tous les camarades sont d'accord avec les thèses et le discours de Zinoviev. Mais il y a, sans doute, utilité, nécessité de discuter comment nous lions ces perspectives à notre tactique. Nous pensons que cette liaison est juste dans la conjoncture que nous traversons aujourd'hui et qui pose la nécessité, pour nos partis communistes, de la conquête des masses, de l'application intégrale de la tactique du front unique.

Bordiga a dit qu'on n'étudie pas suffisamment les déplacements des couches sociales, ni la valeur des différentes méthodes de gouvernement adoptées par la bourgeoisie dans les différents pays.

Cette étude a été faite dans les thèses du 5ème Congrès, et nous pensons que l'expérience de cette année ne nous permet pas de demander des corrections à ces thèses. L'analyse faite par le 5ème Congrès des méthodes de gauche et des méthodes de droite que la bourgeoisie emploie pour sa défense s'est révélée foncièrement juste. On ne peut demander une revision de cette analyse sans demander une revision de toute notre tactique. En Italie, c'est vrai, nous avons fait l'expérience d'une troisième méthode de défense de la bourgeoisie qui consiste à réunir les deux méthodes de défense du régime capitaliste que la bourgeoisie emploie, c'est-à-dire, méthode de gauche cherchant à grouper des masses des classes moyennes sur la base de la défense du régime, méthode de droite, cherchant à frapper sur les grandes masses ouvrières et paysannes pour les empêcher de prendre une position de combat contre la société capitaliste et bourgeoise.

Nous avons fait cette expérience, mais qu'est-ce qu'il faut en conclure? Est-ce que les perspectives que nous donnons sur la situation générale sont fausses? Est-ce que, sur la base de l'expérience italienne, nous allons repousser les appréciations de la stabilisation relative du capitalisme données par l'Internationale Communiste? Non, absolument non.

Le point fondamental, c'est celui-ci: la tactique de concentration de toutes les forces bourgeoises dans le domaine de l'économie et de la politique, à laquelle correspond aussi toute une concentration dans le domaine militaire, n'a pas suffi à résoudre les problèmes économiques et politiques de notre pays. Au contraire.

Alors, il nous faut dire, camarades, que les trois méthodes n'ont résolu aucun des problèmes fondamentaux qui se sont présentés devant la bourgeoisie depuis la guerre.

Je passe à notre tactique générale.

Je pense que nous devons nous opposer fermement à toute revision des décisions du 5ème Congrès, mais nous devons clairement traiter la question des déviations de l'extrême-gauche, la question Bordiga.

Vous avez tous entendu Bordiga et, il paraît que vous avez une certaine sympathie pour lui. Il pose les questions d'une façon sincère et paraît avoir la force d'un chef. Mais nous ne croyons pas qu'il soit un grand chef révolutionnaire. Pourquoi? Parce que si, depuis deux ans, nous avions suivi, en Italie, la ligne politique que le camarade Bordiga nous conseillait, nous aurions brisé le parti communiste. Or, nous croyons qu'une tactique qui porte à détruire le parti, est une mauvaise tactique et pas celle d'un chef révolutionnaire. Dans la situation historique actuelle, on ne peut construire un parti communiste que si l'on se place sur le terrain de l'I. C.

Nous demandons donc à cette séance plénière de l'Exécutif de l'I. C. de prendre encore une fois une position nette contre les déviations de Bordiga, et de condamner encore une fois et sans équivoque ses idées. Aussi, s'il n'a pas complètement développé ici sa pensée, nous avons acquis dans la discussion qui a eu lieu avant et pendant notre Congrès la conviction qu' entre l'Internationale et Bordiga, il y a des différends sur toutes les questions fondamentales qui touchent la structure du parti, son organisation, ses fonctions et sa tactique. Sur toutes ces questions, Bordiga a des conceptions qui ne peuvent pas être acceptées, contre lesquelles le parti bolchévik a lutté dès les premiers temps de sa formation, et nous aussi, devrons ouvertement continuer la lutte.

Dans les thèses qui nous ont été soumises, on parle justement d'une application intégrale des directives du 3ème Congrès. Ce sont précisément ces directives que Bordiga repousse quand il repousse la tactique du front unique, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, en un mot tout ce qui est fondamental.

Un autre point que nous devons éclaicir, c'est la nouvelle tactique. La tactique, par exemple, que nous avons employée en Italie pour combattre le bloc de l'Aventin, n'est pas nouvelle; nous pensons qu'elle est la vieille et traditionnelle tactique du léninisme, du bolchévisme. Examinons le problème, en général. Il existe des partis bourgeois de gauche. Est-ce que nous devons faire une distinction entre ces partis et les partis de la droite bourgeoise? Il existe des partis social-démocrates. Devons-nous faire une distinction entre eux et les partis de gauche? Si nous sommes des marxistes, des léninistes, nous devons savoir faire cette distinction. Et quand nous aurons vu qu'il y a, dernière ces partis, des masses que nous devons entraîner, nous déterminerons notre tactique, et nous accomplirons une action politique qui nous permettra d'arracher ces masses à ces partis.

Nous pensons que ce point est le point fondamental de la différence entre l'Internationale Communiste et le camarade Bordiga, c'est-à-dire entre l'idéologie et la tactique du léninisme, du bolchévisme, et l'idéologie et la tactique de l'extrême-gauche. Nous devrions reconcer, dit l'extrême-gauche, à cette souplesse tactique qui était propre au parti russe, parce que, dans l'Europe Occidentale existerait une situation différente de celle qui existait en Russie avant la Révolution. Sur cette question, les camarades russes pourront répondre avec plus d'ampleur mais notre expérience nous permet de dire qu'il n'y a pas, aujourd'hui, dans l'Europe Occidentale, une situation qui impose à nos partis de renoncer à cette souplesse, à cette facilité de manoeuvre qui est le propre du léninisme. Au contraire, aussi longtemps qu'une aristocratie ouvrière et des éléments social-démocrates existeront au sein de la classe ouvrière d'Europe occidentale, nous devons ne rien changer à la ligne de l'Internationale, à toute cette tactique de souplesse et de facilité de manoeuvre que les bolchéviks ont élaborée.

Le troisième point que je veux traiter et qui touche à notre tactique en général, c'est celui des déviations de droite et de gauche et, comment on doit lutter contre elles. Il paraît que le problème fondamental est le suivant: laquelle de ces déviations est la plus grave? Mais ce n'est pas un problème qu'on peut poser d'une façon générale et abstraite. Les dangers de gauche et les dangers de droite n'ont pas la même gravité dans toutes les situations et on ne peut pas lutter contre eux toujours avec les mêmes méthodes. Ils sont étroitement liés avec la situation objective, avec nos perspectives et avec la ligne tactique que ces perspectives nous conseillent. Aujourd-hui, sur la base de l'analyse de la situation que nous avons faite, il faut conclure que le danger plus grave est le danger d'extrême-gauche, qui tend à ce que notre parti se renferme et l'empêche d'accomplir son travail de groupement des masses, avec une application intégrale de la tactique du front unique. Il est évident qu'il y a aussi le danger de droite.

Dans le parti italien, nous n'avons aucune sympathie pour la droite. Nous avons toujours tapé sur elle chaque fois qu'elle redressa la tête, et nous allons le faire encore dans l'avenir. Mais, sur un plan général international, le danger d'une déviation

d'extrême-gauche qui nous entrave dans le travail de conquête de la majorité de la masse ouvrière, est maintenant un danger politique, et c'est de cette façon que nous devons le considérer.

Nous avons vu des camarades de l'extrême-gauche faire, ici, leur pénitence, leur confession. Nous pensons que, précisément nous, qui avons dans notre parti des extrêmes-gauchistes qui ne font pas leur confession, nous pouvons répondre d'une façon nette. Il faut collaborer avec tous ceux qui veulent collaborer; mais dans les noyaux dirigeants des organes centraux de nos partis, nous devons avoir des camarades qui ne font aucune réserve, ni ouverte, ni cachée, à la juste tactique léniniste.

Nous avons aussi, dans la conduite du débat qui s'est développé ici, parlé des partis allemand et français. Je dis que ces deux problèmes sont profonds et graves, mais qu'ils doivent être liés à un autre problème fondamental: créer les noyaux dirigeants de nos partis.

Pour résoudre ce problème, il faut mener une lutte idéologique ouverte, et il faut que les groupes dirigeants de nos partis suivent une ligne qui les lie de la façon la plus étroite avec la couche prolétarienne du parti.

Voyons maintenant le troisième groupe de problèmes: c'est-à-dire les problèmes qui concernent la construction des partis communistes et leur «bolchévisation».

Je veux traiter trois questions: celle de l'organisation du parti, celle des fractions et celle de la démocratie dans le parti.

Les cellules. Est-ce un problème de principe ou un problème de nature contingente? Nous sommes tous d'accord avec Bordiga la révolution n'est pas «seulement» un problème d'organisation, et la «forme» de notre organisation n'est pas, sous un certain point de vue, un problème de principe, mais c'est un problème absolument fondamental pour la préparation de la Révolution d'avoir des partis qui soient dans la plus étroite liaison avec les masses, et l'organisation par cellules nous permet d'atteindre ce but.

Dans ses objections concernant ce point, Bordiga dit: «Vous faites du labourisme, avec cette transformation, vous liez le parti à l'aristocratie ouvrière qui se forme dans l'usine.» C'est absolument faux. Nous avons une expérience décisive dans l'histoire du mouvement ouvrier italien, une expérience de mouvement d'usines. Cette expérience nous permet de conclure que c'est justement l'organisation sur la base de l'usine qui provoque une liaison entre l'aristocratie ouvrière et la grande masse des ouvriers non-qualifiés.

Une deuxième objection dit que la cellule augmente la bureaucratie dans le parti. C'est le contraire qui est vrai.

Je demande aux partis qui ont fait l'expérience de la transformation de notre organisation sur la base des cellules: avons-nous aujourd'hui plus de bureaucratie? Les dirigeants sont-ils plus ou moins liés avec la base? Notre expérience est absolument bonne. Nous avons créé dans notre parti cette couche moyenne des dirigeants du parti qui sont liés avec la classe ouvrière.

On dit encore, et l'extrême-gauche est ici d'accord avec la droite: les cellules ne peuvent pas être la base du parti, mais seulement les «organes de travail». Nous disons que la cellule résout le problème essentiel du parti: la liaison du parti avec les masses et que, pour cette raison, elles doivent être «tout» le parti. Nous avons d'ailleurs fait cette expérience en Italie; nous avons créé des organisations d'usines comme organes de travail. Dans les endroits où ces organes ont fait quelque chose, ils sont devenus tout le travail que le parti devait faire pour entraîner derrière lui les masses ouvrières.

Mais ce qui importe surtout est que, quand la situation est devenue défavorable, les organisations qui ont le mieux résisté sont celles dans lesquelles la transformation sur la base des cellules s'était accomplie dans une plus grande mesure.

La deuxième question qui regarde la construction du parti, est celle des fractions. Est-ce que la question des fractions est une question morale ou une question politique? Doit-on la considérer du point de vue disciplinaire ou du point de vue historique? Je m'efforcerai de la considérer seulement sous ce second point de vue.

Il n'y a pas de parti parfait, évidemment. Nous avons des déviations, des défaillances qui doivent être corrigées. Mais quel est le moyen de lutter contre ces fautes? Est-ce le moyen des fractions, ou est-ce la méthode «bolchéviste» de collaboration dans le C. C. et de ne jamais constituer de fraction? Bordiga est pour la première solution et il dit: Je suis d'accord avec Lénine, l'histoire du léninisme est l'histoire du fractionnisme. Mais pourquoi Lénine faisait-il des fractions? Quelle était la perspective que Lénine avait sur les partis de la 2ème Internationale? Il pensait que ces partis étaient atteints d'une maladie profonde qui ne pourrait être guérie que par une crise de scission de ces partis, et il travaillait pour poser les bases d'une nouvelle organisation internationale du prolétariat. Est-ce que Bordiga a sur nos partis et sur notre Internationale cette même perspective? Peut-être ne dit-il pas tout ce qu'il pense, mais nous le jugeons par ce qu'il fait, et ce qu'il a fait dans le parti italien correspond à cette perspective. Il n'est pas seulement question de tendances quand on en arrive au point où il en est arrivé avec la déclaration qu'il a faite à la fin de notre congrès, où il a dit:

> «Je sens une répugnance de rester dans cette Centrale, à collaborer avec les dirigeants de ce parti»;

quand on en arrive à ce point-là, il y a quelque chose de bien plus profond que ce qu'il est venu dire ici, quelque chose que nous devons tâcher de mettre en pleine lumière.

Camarades, nous pensons que la formule de la démocratie ouvrière contenue dans les thèses est un peu trop large. Comme ligne politique, évidemment, on a commis dans certains partis de l'Internationale, surtout dans le parti français, des erreurs d'application mécanique de la bolchévisation. Mais, camarades, quand on pose le problème de la démocratie intérieure du parti, il faut le poser d'une façon complète, en disant qu'il est un problème relatif: 1) à la situation politique générale du pays; 2) à la situation intérieure du parti; 3) à la préparation idéologique et politique du parti même. Aujourd'hui, nous voulons que nos partis appliquent le système de la centralisation démocratique d'une façon plus large que dans le passé. Mais il faut dire aussi que ce principe n'est pas absolu, mais relatif à tous ces points que j'ai exposés.

Je passe aux problèmes qui touchent en général l'I. C. On a dit qu'il y a, sous certains points de vue, une crise dans l'Internationale. Nous voulons poser cette question: quelle est l'ampleur de cette crise, quelle est sa signification? Elle est liée à la situation objective actuelle. On ne peut pas dire: c'est la faute à l'Exécutif, à Zinoviev, etc... C'est poser la question d'une façon tout à fait abstraite, et enfantine. Il faut la poser en relation avec le degré de développement du mouvement ouvrier occidental. Il faut conclure que nous serons peut-être en crise encore pendant quelques années. Alors, quel sera notre guide? Nous disons que notre guide, c'est l'expérience du parti communiste russe.

Nous sommes d'accord qu'il faut une large collaboration des partis de l'Occident avec le centre dirigeant de l'Internationale. Et nous croyons que Bordiga ne gardera plus sa position du 5ème Congrès, où il ne voulait pas travailler avec le Comité Exécutif de l'Internationale.

Nous pensons que tous les partis doivent collaborer avec le centre dirigeant de l'Internationale et venir ici apprendre directement l'expérience du parti russe, expérience qu'il élabore encore aujourd'hui dans la construction de l'Etat socialiste.

Discours de Boukharine

BOUKHARINE (Russie): Je tiens à faire quelques remarques les unes d'ordre général, les autres relatives aux discours entendus ici. Je toucherai aussi plusieurs questions de principe, principalement, parce qu'elles ont été soulevées dans le discours de Bordiga, sous une telle forme qu'elles ne peuvent être laissées sans réponse.

Tout d'abord une remarque générale: la nécessité d'analyser la situation objective. Du point de vue marxiste, il est clair que nous devons donner à notre politique une base scientifique. Notre politique doit se baser sur l'analyse de la situation objective. Cette analyse est le point de départ de notre tactique. Zinoviev a eu raison d'indiquer, dans son discours, deux perspectives éventuelles de développement révolutionnaire. Il est clair qu'ayant devant nous deux perspectives, nous devons nous efforcer, en tant que facteur subjectif de l'Histoire, de réaliser la plus révolutionnaire des deux. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais il y a deux méthodes, foncièrement différentes de lutte, pour cette perspective révolutionnaire. La première est la méthode marxiste; elle consiste à adopter à la réalité concrète notre lutte pour la perspective révolutionnaire, à prendre la réalité telle qu'elle est, même si elle est défavorable. L'autre méthode est celle de Bordiga, qui fait complètement abstraction de la situation et se contente d'affirmer que nous sommes des révolutionnaires et que nous devons combattre pour la Révo-

lution. Quant à l'analyse marxiste de la situation objective et de la tactique qui en découle, elle est, chez Bordiga, complètement absente. Ce n'est pas un hasard si, dans son long discours, nous n'avons pas entendu un seul mot sur les indices spécifiques de la situation actuelle. Cela ne lui importe guère, car il considère tout d'un point de vue général et abstraitement révolutionnaire et se contente de conjuger le verbe «faire la Révolution». Inutile de dire que cette méthode conduit à rendre notre tactique vulgaire, ce qui n'a rien de marxiste.

SUR L'«APPLICATION MECANIQUE DE L'EXPERIENCE RUSSE»

La seconde remarque est la suivante: Bordiga proteste que quelques camarades, qui n'existent, peut-être, que dans sa propre imagination, transportent mécaniquement l'expérience de la Révolution russe dans le mouvement ouvrier de l'Europe Occidentale. Cet argument n'est pas nouveau, nous l'avons entendu il y a déjà longtemps de tous les éléments non- marxistes ou d'un marxisme douteux. (*Exclamations:* Très juste.) Ainsi, le renégat Paul Lévy a fait des objections semblables en 1921. Il prétendait que nous appliquons mécaniquement l'«expérience russe» à l'Europe Occidentale. Si Bordiga disait seulement qu'il est inadmissible de transporter mécaniquement l'expérience russe dans l'Occident, il aurait raison. Nous protesterions tous si on s'avisait de greffer mécaniquement l'expérience purement russe au mouvement ouvrier d'Occident. Il est clair que le léninisme ne consiste pas en des recettes toutes faites, mais en une méthode qui doit être appliquée conformément aux particularités de chaque pays et de chaque période. Mais quels sont ces traits spécifiques, particuliers, originaux du développement du mouvement ouvrier d'Europe Occidentale, comparé à celui du parti et de la classe ouvrière russes? Comment Bordiga traite-t-il cette question? Il dit qu'en Russie, avant la Révolution, il y avait un régime tsariste-féodal, et qu'il n'en est pas de même en Occident. La Révolution de février a détruit tout l'appareil d'Etat féodal, tandis qu'en Occident, l'appareil d'Etat n'a pas été détruit ou disloqué. En elle-même, cette observation de Bordiga est juste, de même que sa remarque que les gouvernements de Bloc des Gauches ne sont pas des gouvernements Kérenski. Mais il bataille contre un ennemi imaginaire. Qui de nous affirme que le gouvernement du Bloc des Gauches en France est un gouvernement Kérenski?

Traitant des particularités du mouvement ouvrier d'Europe Occidentale. Bordiga lui-même oublie un fait de la plus haute importance. Il oublie qu'un des traits spécifiques, qui a pour nous une importance théorique et pratique, c'est qu'il existe en Europe Occidentale de puissants et même parfois de formidables partis et syndicats social-démocrates. C'est pourquoi l'évolution du mouvement ouvrier y est différente de ce qu'elle a été en Russie. Bien entendu, ce phénomène est en connexion avec le caractère impérialiste de la plupart des Etats d'Europe Occidentale, qui alimente la mentalité social-démocrate de la classe ouvrière. C'est l'expression d'une certaine solidarité d'intérêts entre quelques catégories de la classe ouvrière et la bourgeoisie, solidarité sur la politique impérialiste. Telle est la base des puissants partis ouvriers et syndicats opportunistes, piliers les plus fermes du régime capitaliste. Nous n'avons rien eu de semblable en Russie et, c'est pourquoi, je l'affirme et le souligne, notre classe ouvrière et notre parti ouvrier, le parti communiste, ont évolué quelque peu différemment. Il est inadmissible de négliger un fait aussi important en analysant les particularités du mouvement ouvrier occidental. Or, Bordiga voulant insister sur ces particularités, afin de protester contre l'application mécanique de l'expérience russe, ne remarque pas ce fait cardinal.

Qu'est-ce qui résulte de cette particularité du mouvement ouvrier en Europe Occidentale?

La nécessité de la tactique du front unique. Dans l'histoire de notre parti, il nous est aussi arrivé d'appliquer dans certains cas et dans une certaine mesure la tactique du front unique, mais jamais sur une vaste échelle. Pourquoi? Parce que tout notre développement avait un autre caractère. Parce que nous n'avions pas de grand parti social-démocrate, ni de grands syndicats social-démocrates. Contre quoi, pratiquement, s'élève Bordiga? Précisément contre la tactique du front unique, contre la tactique spécifique que nous déduisons rigoureusement de la marche du mouvement d'Europe Occidentale. Voilà le sens pratique de la lutte du camarade Bordiga contre l'«application mécanique de l'expérience russe».

En elle-même, la protestation contre la possibilité d'une application mécanique de l'expérience russe au mouvement occidental est juste. Mais le sens pratique de la protestation qu'élève Bordiga est faux et ridicule. Nous pouvons tourner les arguments de Bordiga contre lui-même, car c'est lui qui rejette les déductions qu'imposent les particularités du mouvement occidental et nie la nécessité de la tactique du front unique qui en découle.

LES MANOEUVRES DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Je passe à l'analyse de la situation actuelle. Il est incontestable qu'à une période de tourmente a succédé presque partout un renforcement relatif de la bourgeoisie. Je ne répéterai pas ce qu'a dit Zinoviev sur le caractère relatif de la stabilisation du capitalisme. Nous sommes tous d'accord dans notre appréciation de la situation et lorsque Neurath déclare que l'on ne remarque aucune stabilisation en Tchécoslovaquie, c'est inexact. Car le contraire de la stabilisation est une vague révolutionnaire, une situation révolutionnaire. Or, nous ne voyons rien de tel en Tchécoslovaquie. La stabilisation relative du capitalisme implique une stabilisation conditionnelle des partis et des syndicats social-démocrates.

Durant une certaine période, nous avons eu, nous aussi, affaire à un renforcement de la social-démocratie.

D'autre part, la relativité de cette stabilisation s'exprime par le déplacement à gauche de la classe ouvrière et différents changements dans les syndicats et les partis social-démocrates eux-mêmes. Nous voyons comment les traits fondamentaux de la situation économique et politique actuelle se répercutent sur l'évolution du mouvement ouvrier. Le recul de l'Europe devant l'Amérique se réflète par un tournant à gauche du mouvement ouvrier européen et un tournant à droite du mouvement ouvrier américain. De là, les tentatives de l'Internationale d'Amsterdam et des partis social-démocrates de contrebalancer le mouvement à gauche de la classe ouvrière d'Europe Occidentale en attirant à Amsterdam les chefs réformistes des syndicats américains et en renforçant leur influence au sein d'Amsterdam. La pénétration du capital américain en Europe a provoqué un mouvement à gauche de plus en plus rapide de la classe ouvrière européenne, et il n'est pas étonnant que, précisément en Angleterre, pays où le recul devant l'Amérique est particulièrement net, nous observons cette radicalisation des trade-unions qui a une portée historique mondiale. A cela s'ajoute l'influence exercée par le renforcement de la Russie des Soviets dont le développement et l'évolution vers le socialisme font une brèche dans la stabilisation du capitalisme.

Telle est la situation générale. Naturellement, les partis bourgeois et social-démocrates entreprennent des manoeuvres contre ces processus dans le mouvement ouvrier. Ils s'efforcent de les paralyser pour empêcher qu'ils ne profitent aux partis communistes. J'estime que l'Exécutif élargi doit consacrer une attention particulière aux manoeuvres que déploient dans ce sens les chefs social-démocrates de gauche. Zinoviev, dans son discours, a fait à ce sujet des remarques très justes. Je tiens à mentionner une toute nouvelle tendance, à savoir tendance de «gauche» de la social-démocratie autrichienne, exprimée notamment par Otto Bauer. Il existe déjà tout un ensemble de propositions tendant à établir une collaboration économique étroite entre les institutions économiques russes et les coopératives de la classe ouvrière autrichienne. Cette collaboration est réalisable dans une certaine mesure. Mais déjà apparaissent des théories d'après lesquelles on pourrait, par de telles méthodes, rendre inutile, en Autriche, la Révolution, c'est-à-dire réaliser pacifiquement, sans Révolution, la production socialiste en Autriche avec l'aide économique de la Russie des Soviets. On dit déjà que puisque la coopération ouvrière autrichienne devient de plus en plus forte, les ouvriers autrichiens seront en état d'exercer un contrôle réel sur la production sans Révolution, sans dictature du prolétariat, sans aucun sacrifice. Dans un journal anarchiste, nous avons trouvé les lignes suivantes au sujet de ces plans:

> «Tout dépend maintenant de la Russie; si elle est véritablement disposée à nous aider, nous réaliserons des conditions nous permettant de contrôler notre production. Mais la Russie a, à l'égard de l'Autriche, une politique aussi impérialiste que l'Amérique. La Russie des Soviets est une entrave, elle joue un rôle contre-révolutionnaire.»

On entend de plus en plus souvent de semblables arguments parmi les plus authentiques opportunistes, car ils veulent non

pas faire la Révolution, mais résoudre pacifiquement avec notre aide les problèmes de la Révolution. Plus d'une tentative sera encore faite, dans ce sens; la social-démocratie se servira encore maintes fois de cette arme.

Les délégations ouvrières revenues de l'U. R. S. S. annoncent la renaissance de la vie économique. Les cercles opportunistes en déduisent que la Russie doit aider à faire la Révolution. sur cette manoeuvre des social-démocrates, manoeuvre qui joue objectivement un rôle contre-révolutionnaire.

LA LUTTE CONTRE LA DROITE

De la situation actuelle, nous tirons deux tâches essentielles pour nos partis:

1) Le front unique;

2) L'action dans les syndicats.

Cette affirmation est déjà devenue un lieu commun, mais ces tâches restent d'actualité. Elles sont déterminées par la situation et les modifications qui s'y accomplissent. Après une période de batailles, alors que commence la stabilisation relative, elles sont apparues comme les questions fondamentales du mouvement ouvrier de l'Europe Occidentale. Comme tout mouvement tactique, ces objectifs et l'action qu'ils nécessitent, révèlent des dangers éventuels pour notre parti. Je dois rappeler que le revirement tactique, le cours nouveau de l'Internationale Communiste a déjà été accompagné de coups très cruels assénés à la droite. Nous l'oublions trop souvent. Rappelons que l'I. C. commença par la lutte contre les déviations de droite la première phase de la tactique du front unique. Fin 1923, les trannaelistes norvégiens ont été expulsés de l'Internationale. (Ils constituent maintenant le parti ouvrier de Norvège.) Au Vème Congrès, nous avons énergiquement combattu la droite du parti allemand et le groupe Brandler; nous avons combattu avec non moins d'énergie la droite polonaise. En Suède, nous avons exclu Hoeglund, et ses partisans, nos ex-camarades; nous n'avons pas reculé devant une scission dans dans le parti communiste suédois. Le parti russe a exclu Balabanova. Voilà des faits indéniables. Ce sont différentes manifestations de la lutte contre la droite. Au précédent Exécutif élargi, nous avons exclu de l'Internationale Communiste tout un groupe de droite du parti tchécoslowaque, Boubnik en tête. Nous avons exclu aussi les droitiers français: Souvarine, Rosmer, Monatte, etc.... Si vous n'oubliez pas ces faits, vous serez contraints de reconnaître que l'I. C. a réprimé vigoureusement le danger de droite dès le début du changement de son orientation tactique. Elle s'est débarassée des éléments nettement opportunistes, dont certains ont déjà ouvertement passé dans le camp de nos ennemis et forment même leur propre Internationale, dirigée par Balabanova. Il est évidemment cocasse de voir Balabanova dans le rôle de «chef» du prolétariat international, mais nous ne devons pas oublier un seul instant le fait que l'aile droite qui existait dans l'Internationale Communiste en a été expulsée. Cette lutte était-elle juste ou non? Elle était absolument juste. Les faits ont prouvé que l'I. C. a eu raison d'exclure ces éléments. Les trannaelistes mènent maintenant une lutte effrénée contre l'I. C. et contre l'U. R. S. S. Hoeglund — comme Zinoviev l'a fait remarquer — est maintenant le rédacteur des oeuvres de Branting. Il est devenu un vrai social-démocrate. Balabanova fréquente les socialistes-révolutionnaires russes. Souvarine et consorts mènent contre nous une lutte nettement contre-révolutionnaire. Ainsi, toute une série de faits ont confirmé la justesse de notre façon d'agir et en discutant nos tâches, nous ne devons pas oublier que la physionomie de l'Internationale Communiste a quelque peu changé, qu'elle n'est plus la même qu'avant nos combats contre le danger de droite. Reste-t-il encore dans l'I. C., après tout cela, des éléments de droite, des déviations de droite? Certainement. Nous en aurons encore pendant longtemps. Nous aurons toujours dans l'I. C. des déviations de gauche et de droite, ou, du moins, durant toute une époque. Pourquoi? Parce que ces déviations trouvent objectivement un aliment dans le mouvement ouvrier et, par conséquent, dans l'I. C. Il existe encore un certain danger de droite qui est même prépondérant dans plusieurs partis. Existe-t-il, par exemple, un danger de droite dans notre parti allemand? Oui; Faut-il le combattre? Evidemment! En considérant les événements récents dans le parti français, on se rend bien compte que le danger central y est à droite. La récente lettre de quelques membres du P. C. F., qui ont adressé avec Souvarine une déclaration à l'I. C., montre nettement que le danger est assez grave, qu'il apparaît au premier plan. Je pense aussi que des dangers de droite existent sous une forme latents dans d'autres partis. Mais en France ce danger est devenu menaçant, il saute aux yeux. Dans d'autres partis, il est moins saillant, il est caché. Mais à un tournant de la situation. ou si l'on néglige la lutte contre eux, il peut réapparaître. Je ne doute pas. par exemple, qu'en Allemagne, avec la crise actuelle du Parti, certains éléments de droite font déjà le projet de prendre en main le gouvernail. Nous devons voir ce danger, et le voir à temps si nous voulons le combattre avec succès.

LES DANGERS D'EXTREME-GAUCHE

D'autre part, il y a aussi des dangers d'extrême-gauche. Quel en est le principal symptôme? Nous pouvons le caractériser de la façon suivante: incompréhension du problème de la conquête des masses et des objectifs tactiques, c'est-à-dire, du front unique et de l'action énergique dans les syndicats. Dans la mesure où elle peut avoir une théorie, cette tendance trouve une excellente base dans le discours de Bordiga.

Bordiga n'est pas un dialecticien, il est un pôle immobile dans le mouvement ouvrier. Il fera toujours les mêmes discours, étayés des mêmes arguments, quelle que soit la marche de l'Histoire universelle. L'application mécanique des méthodes et moyens de combat qui étaient justes dans une période de batailles et qui le redeviendront dans une période directement révolutionnaire, l'application mécanique de ces méthodes et moyens de combat dans une toute autre situation, — voilà la faute et le trait caractéristique de l'extrême-gauche.

Ces camarades appliquent les anciennes méthodes à la période actuelle, où il n'y a pas de situation directement révolutionnaire, et les appliquent comme par le passé à des questions comme celles de l'attitude envers la social-démocratie. les ouvriers social-démocrates et les adhérents des syndicats opportunistes, envers les revendications partielles, etc.... On peut affirmer que durant la dernière période l'état d'esprit d'extrême-gauche a été assez répandu. De nombreux partis, et non des moindres, ont été contaminés par les fautes extrême-gauchistes et ont appliqué dans la situation nouvelle les méthodes de la période précédente. Ils ne remarquaient pas les faits nouveaux, originaux, ils ne comprenaient pas les changements qui s'étaient opérés dans l'histoire européenne contemporaine.

A ce sujet, je donnerai quelques exemples. En Allemagne. au moment du congrès de Francfort, le fait le plus intéressant était la désertion en masse des syndicats. Ruth Fischer disait hier que c'était par crainte des masses qu'une fausse tactique a été appliquée. Elle déclara que la lettre du C. E. de l'I. C. au congrès de Francfort proposait une tactique juste. Mais je rappellerai à nos camarades qu'en ce temps là, Ruth Fischer exigeait du rédacteur de *l'Inprekorr*, que la lettre ne fût pas publiée. Au Congrès de Francfort, la situation devint telle, que la délégation du C. E. de l'I.C. se heurta à un refus catégorique d'examiner la question du front unique et la question syndicale.

A l'heure actuelle, tous les groupements reconnaissent que notre intervention d'alors était juste. Je cite cet exemple pour montrer qu'il est difficile, même pour les meilleurs partis, de reconnaître ce qu'il y a de nouveau dans chaque situation. Ce n'est que sous la pression constante de l'I. C. que nos partis frères ont reconnu la justesse de cette tactique qui était liée avec les faits nouveaux du mouvement ouvrier.

Autre exemple, datant du Vème Congrès. A cette époque, nous avons discuté pour la première fois la question de l'unité syndicale sur un plan international. Même les délégations des meilleurs partis avaient soulevé contre le parti russe l'accusation que la formation du comité anglo-russe partait du point de vue des nécessité d'Etat de l'U. R. S. S. Nous avons combattu cette conception, d'abord sans succès. Ce n'est que peu à peu que les camarades ont compris la justesse de notre point de vue. Même dans la délégation allemande. tous étaient contre nous et l'on nous accusait formellement de trahir un peu l'I. C. pour les besoins de l'Etat russe. *(Rires.)* Maintenant tout le monde. même l'extrême-gauche. reconnait la justesse de notre ligne d'alors. Ce cas caractérise le développement de la classe ouvrière d'Europe occidentale.

Prenons la Pologne. En Pologne. nous n'avons rien fait sur le terrain politique en faveur du front unique. L'action dans les syndicats était presque entièrement abandonnée. presque toutes les positions syndicales étaient occupées par les gens du

P. S. P. Nous n'avions plus que de petits syndicats, sans importance dans le mouvement ouvrier. L'incompréhension du problème de la conquête des masses provoqua des tendances erronées dans la question paysanne. Ainsi, Domski affirmait que le mouvement révolutionnaire des paysans en Pologne ne signifie rien moins que l'anarchie. Il semblait adopter la vieille plateforme de l'ordre dans l'Etat.

Si nous considérons l'Italie, nous constatons l'incompréhension des objectifs du parti, là où le bordiguisme avait pris de l'influence.

Faisant le bilan des interventions de l'I. C. et de nos efforts pour rectifier la ligne des différentes sections, nous obtenons le tableau suivant: En Angleterre, nos succès sont assez grands: résultat de la tactique juste de soutien du mouvement de gauche dans les syndicats.

En Allemagne, l'adoption de la Lettre ouverte par le parti marque le tournant après lequel le parti a commencé à se développer. Naturellement, je suis bien loin d'attribuer la croissance du parti allemand seulement à la Lettre du C. E. de l'I. C. Ce serait une exagération. Il y eut aussi des modification dans la situation économique et politique, dans les rapports de classes, une orientation différente de toute la classe ouvrière, etc...: Mais il n'est pas douteux que la Lettre de l'I. C. a été, entre autres facteurs, un élément très important de la résurrection du parti allemand.

En général, l'amélioration au sein de l'I. C. et les succès de ses sections sont liés à l'application juste de la tactique du front unique, avec la campagne pour l'unité syndicale, avec les délégations ouvrières venues en Russie. Ce sont là des faits qu'il faut savoir apprécier.

Le «REPENTIR» DE L'EXTREME-GAUCHE

Je passe aux problèmes qui sont posés au présent Exécutif élargi. Ce que les camarades d'extrême-gauche nous demandent aujourd'hui, c'est l'amnistie générale. Tous sont d'accord avec les thèses et les conclusions de Zinoviev. Tout va donc pour le mieux et il n'y a plus de danger. A cet égard, je suis sceptique, et je crois avoir d'excellentes raisons pour cela. Scholem, qui représentait tout un groupe, dit que les perspectives et la Lettre ouverte de l'I. C. sont justes, que des fautes grossières ont été commises dans leur application, et c'est pour cela qu'il a rejeté la Lettre. Tout d'abord, je dois constater que les expressions citées ici par Scholem n'existent pas dans la lettre ouverte. Nul n'a affirmé que Scholem ou Rosenberg sont des éléments vendus à la bourgeoisie. Vous nous appréciez mal, camarade Scholem, si nous avions dit que vous êtes vendus à la bourgeoisie, vous ne vous trouveriez pas dans cette salle.

Mais considérons cette question du point de vue de la «grande politique». Il y eut intervention de l'I. C. qui publia un document important unanimement reconnu comme juste. Scholem affirme que la ligne générale en est juste. Mais en quoi consiste la ligne d'organisation? Dans la démocratie intérieure du Parti. Rien à dire contre cela. Scholem est naturellement pour cette démocratie, par conséquent la ligne d'organisation est également juste. Mais quelques passages de ce document ne plaisent pas à Scholem et à Rosenberg; c'est pourquoi ils combattent contre la ligne politique juste, la ligne d'organisation juste. La Lettre ouverte a été une épreuve pour chaque groupement du P. C. allemand. Dans le parti allemand, toute la lutte intérieure se déroulait sur cette question: pour ou contre la Lettre ouverte. Et où étaient ces camarades? Eux, qui prétendaient être les chefs du parti, se sont trouvés dans le camp des ennemis de la Lettre ouverte, c'est-à-dire des ennemis de la ligne politique et d'organisation proposée par l'I. C. Admettons qu'ils n'aient pu se solidariser avec certaines expressions. Mais ils sont des hommes politiques et non pas des enfants qui disent: ce mot me plait, et cet autre ne me plait pas. Qu'est-ce qui importe le plus? Ces quelques mots ou bien la ligne politique? C'est ainsi qu'il faut poser la question. Ils ont donc sacrifié la ligne politique et d'organisation juste. Pourquoi cela? Pour le prestige, ou autre chose? Comment un homme politique sérieux peut-il s'orienter sur quelques mots et sacrifier le principal: la ligne politique et l'organisation? N'est-ce pas comique?? Cela serait comique si l'on admet que ces camarades étaient véritablement partisans de cette ligne. Mais, en réalité, ils étaient contre elle et les expressions n'étaient qu'un prétexte pour la combattre. Si ce sont de vrais hommes politiques, la seule raison plausible de leur conduite est qu'ils étaient tout à fait *contre* cette ligne. Chacun sait que les adhérents du parti et les grandes masses ne s'orientent pas d'après des subtilités, des nuances; les masses voient le fait essentiel: qui est pour et qui est contre la Lettre ouverte. Et un fait est certain, c'est que Scholem et Rosenberg ont été presque les seuls adversaires de la Lettre ouverte.

Passons maintenant au groupe Ruth Fischer-Maslov. Ruth Fischer, dans son discours, a décrit de la façon suivante les événements: «J'ai lu la Lettre ouverte, on y disait plusieurs choses désagréables, mais la ligne générale en était juste. J'ai donc signé la Lettre sur le champ et j'étais prête à l'appliquer avec la plus grande énergie.» Mais cela ne correspond nullement à la réalité. Il y a eu une longue lutte entre l'Exécutif de l'I. C. et Ruth Fischer. D'abord, elle ne voulait pas venir. On envoya un télégramme, puis un second. Ruth Fischer organisa divers groupements contre nous. Enfin, elle vint à Moscou et résista de toutes ses forces. Nous discutâmes jour et nuit. En fin de compte, lorsque tous les camarades furent d'accord avec nous, Ruth Fischer capitula bravement. *(Rires.)*

Cette lutte s'est développée ainsi: la première délégation envoyée par Ruth Fischer est venue chez nous avec le plan de désavouer le représentant de l'Exécutif, afin de faire une démonstration contre l'I. C. Nous avons convaincu ces camarades et renvoyé une partie d'entre eux en Allemagne. C'est alors qu'arriva une seconde délégation. Nous avons conquis celle-là aussi, de sorte que Ruth Fischer a perdu jusqu'au dernier homme de son armée. Et maintenant elle vient nous dire: Je reconnus immédiatement la justesse de la Lettre et je la signai. Non, camarade Ruth, vous avez été cernée de tous côtés, et c'est pourquoi, vous l'avez signée. Quand quelqu'un signe dans la telles conditions, nous avons bien le droit de conserver une certaine dose de scepticisme. Je ne suis pas au courant de toutes les lettres que la camarade Ruth écrit ou reçoit, sa façon de recevoir la Lettre du C. E. de l'I. C. justifie suffisamment cette dose de scepticisme. Nous avons déjà eu dans le passé des faits de ce genre: des camarades signaient et acceptaient tout, mais la réalité était quelque peu différente. Que nous reste-t-il à faire? Il nous reste à obtenir que ces camarades surmontent jusqu'au bout leurs fautes idéologiques ou bien à les battre jusqu'au bout. Montrez-moi par des actes que vous avez surmonté vos fautes.

Quelques camarades ont dit ici n'avoir commis que quelques fautes isolées. Domski a dit: C'était une suite de fautes, mais pas une ligne. *(Domski:* C'était une ligne!)

Et cette ligne, l'avez-vous abandonnée? *(Domski,* après un silence: Oui!)

Après une certaine réflexion. Domski a répondu: oui. Mais ce «oui» nous incite aussi à quelque réflexion. Je crois en effet que c'était toute une conception d'extrême-gauche, et le seul homme qui ait véritablement montré du caractère, c'est Bordiga, mais non les camarades Domski et Ruth Fischer.

LES ERREURS DE BORDIGA

Bordiga nous a effectivement exposé des conceptions formant tout un système dont découle la ligne d'extrême-gauche. Il n'a nul penchant pour la comptabilité en partie double et a honnêtement exposé son point de vue.

Quelle est l'erreur de Bordiga?

Il affirme que la tactique du front unique a été faussée par l'I. C. Malheureusement, il n'a pas exposé comment. S'il avait donné des preuves, cela aurait été très intéressant. Une discussion aurait pu s'ouvrir sur ce terrain. Mais si on affirme que la tactique dégénère, sans dire comment, nous ne pouvons discuter sur de telles assertions.

Bordiga a longuement parlé des thèses de Zinoviev sur la bolchévisation. Il a affirmé que toute la bolchévisation se réduit à des questions d'organisation. C'est absolument faux. Et lorsque Bordiga donne sa seconde thèse: «Le problème de la Révolution n'est pas un problème de formes d'organisation, ce n'est pas l'organisation, mais la politique qui décide», cette façon de traiter la question est fausse également. Il veut opposer des choses qui ne sont nullement contradictoires. Vous ne pouvez faire triompher la Révolution sans organisation, et si l'organisation n'a pas une politique révolutionnaire, vous ne pouvez pas non plus remporter de victoire révolutionnaire, l'un et l'autre se tiennent étroitement. Ceci est expliqué en détail dans les thèses. Vous voyez combien l'argumentation de Bordiga est peu logique et non marxiste.

Bordiga a critiqué les formes d'organisation de l'I. C. Si les formes d'organisation ne sont rien, pourquoi consacrer les 3/4 de votre discours au problème d'organisation? Parce qu'il n'a aucune importance?

Bordiga a dit: les formes d'organisation ne sont pas importantes. Mais, d'après lui, pour le parti italien, la forme d'organisation de la cellule a tant d'importance qu'elle ruine tout le parti. Or, si la forme d'organisation n'est rien, comment peut-elle ruiner un parti? En parlant d'une négation, vous êtes forcé de conclure que la forme d'organisation est quand même quelque chose. Votre thèse sur la forme d'organisation contredit tout votre discours.

Comment Bordiga critique-t-il la cellule? Ercoli a déjà parlé à ce sujet. Bordiga voit dans le *labourisme* le danger pour tous nos partis, et c'est une erreur. Nos partis se réorganisent et du point de vue de Bordiga, le plus grand danger est le *labourisme* et l'oubli des tâches politiques de l'I. C. J'estime qu'il existe dans nos partis un autre danger. C'est la liaison insuffisante des revendications immédiates avec les objectifs de notre mouvement. Jusqu'à présent, nous n'avons pas été en état de rapprocher de nous, autant qu'il le faudrait, les masses.

Bordiga déclare: s'il y avait des cellules en Russie, c'est qu'elles n'y étaient pas dangereuses. Pourquoi? Parce que les objectifs politiques étaient posés, de l'avis de Bordiga, par l'histoire même. Mais peut-on croire que l'histoire existe en dehors de la société humaine?

L'oppression politique pesait si lourdement sur la classe ouvrière qu'elle posait elle-même les problèmes politiques. Ce que Bordiga dit là équivaut à éliminer complètement la perspective révolutionnaire. Car si nous affirmons que les ouvriers de l'Europe Occidentale ne sentent pas les grands problèmes de la vie ou les sentent insuffisamment, nous devons alors rayer purement et simplement toute perspective révolutionnaire. Je crois que Bordiga voit la situation actuelle à travers des lunettes opportunistes. Dans une période de stabilisation si précaire, au moment où nous avons la Révolution en Chine, un mouvement des masses à gauche en Angleterre, deux guerres coloniales, etc., affirmer que la politique n'intéresse pas les ouvriers est absolument faux. C'est calomnier la classe ouvrière que de dire cela. Un fait caractéristique, dans tous les pays, est que de grandes masses entrent dans la vie politique active. Les problèmes politiques sous diverses formes: questions fiscales, crises financières, le problème de la Russie des Soviets, se posent devant les ouvriers. Sous des aspects différents, peut-être: les ouvriers social-démocrates les voient d'une façon, les ouvriers communistes, d'une autre, les sans-parti, d'une autre encore; les ouvriers anglais les voient sous un aspect, les ouvriers allemands sous un autre, etc. Mais affirmer que ces grandes questions laissent indifférente toute la classe ouvrière serait faux et absolument opportuniste. Seuls des social-démocrates peuvent dire cela. Si vous dites que l'on constate un grand essor du capital, une renaissance du capitalisme, une ère de prospérité et que, pour cette raison, l'ouvrier, recevant un morceau de pain de plus, ne s'intéresse pas aux grandes questions politiques, — eh bien, ce n'est nullement notre perspective, c'est une perspective social-démocrate. La déduction de ce que dit Bordiga serait la négation complète de la perspective révolutionnaire.

J'en arrive aux questions intérieures des partis, à la discipline, etc. Il n'est pas bon de transporter mécaniquement les méthodes russes, comme cela s'est peut-être observé dans quelques partis, je ne peux pas le nier. Mais pourquoi avons-nous affirmé et affirmons-nous encore qu'il nous faut des partis ayant une discipline de fer? Parce que nous nous orientons vers la guerre civile. Toutes les tendances en dehors du parti communiste n'ont pas une telle perspective. Elles la nient. Les syndicalistes révolutionnaires, par exemple, croient que l'on peut conquérir le pouvoir rien que par une grève générale, etc. Mais qui s'oriente sur la perspective révolutionnaire doit reconnaître la nécessité d'un parti discipliné. Bordiga demande: à quoi bon une discipline de fer, d'acier et d'autres matériaux très solides? Il existe des matériaux plus tendres. Est-ce avec ceux-là que Bordiga veut faire la discipline? Je pense qu'il est inutile de revenir sur la thèse de la discipline dans le parti.

Les conceptions de Bordiga sur les fractions sont également fausses. Il dit: l'histoire du léninisme est l'histoire des fractions, c'est pourquoi nous suivons cette glorieuse tradition du léninisme et voulons laisser subsister des fractions dans l'I. C. Mais c'est précisément une application mécanique à une situation toute différente. Car l'histoire des fractions de Lénine a été l'histoire des fractions au sein d'un parti social-démocrate. Si nous fusionnions avec la IIe Internationale ou, si nous adhérions à la Société des Nations, nous formerions à nouveau une fraction. Mais cette perspective est exclue. Former une fraction dans l'I. C. et dans un parti menchévik, ce sont des choses bien différentes. Et pourquoi transportez-vous l'expérience russe mécaniquement sans tenir compte de la situation, particulièrement du mouvement communiste dans l'Europe Occidentale?

LA DEMOCRATIE DANS LES PARTIS

Quelques mots sur la démocratie dans le Parti. Il existe plusieurs documents dans lesquels la direction de l'I. C. s'est prononcée pour la démocratie au sein des partis, par exemple dans la fameuse Lettre ouverte ou dans les thèses proposées par Zinoviev. La démocratie intérieure est nécessaire pour attirer au parti des masses nouvelles d'adhérents, pour faire un grand travail d'éducation, pour élever en général le niveau politique et intellectuel de nos partis, pour éviter des frottements dans nos rangs. Pour toutes ces raisons, la démocratie est nécessaire dans le parti. Elle est aussi nécessaire dans les relations entre les sections et l'I. C. Le premier parti qui ait proposé cela, à ce que je sache, est le nôtre. Naturellement, on ne peut pas dans ce domaine, transformer tout d'un seul coup. Ce serait stupide.

Quant à la participation des sections nationales à la direction de l'I. C. Bordiga dit: Pas de réformes, mais la Révolution. Nous disons: nous devons diriger l'I. C. tous ensemble. C'est ce que nous proposons. La résolution de notre dernier Congrès dit que nous sommes pour que les chefs des différents partis participent à la direction de l'I. C. Camarade Bordiga, je dois vous dire que ce n'est pas seulement notre faute, mais aussi celle des partis intéressés. On ne voulait pas nous envoyer les meilleurs chefs. Nous l'avons plusieurs fois demandé, mais sans résultat.

Si nous appliquons la force, on pourra dire que ce n'est pas démocratique. Mais nous voulons quand même nous permettre un acte de violence, et à ce Plénum, puisque nous sommes tous d'accord avec les thèses de Zinoviev, nous voulons exiger que tous les partis contribuent à créer une direction internationale. C'est notre plus ardent désir. Qu'avez-vous à répliquer, camarade Bordiga? Croyez-vous que nous prenons des décisions de la même façon que Ruth Fischer signe la Lettre ouverte? *(Rires.)*

Je conclue. Je tiens à faire remarquer que, vu la complexité de la situation du mouvement ouvrier et de la situation dans l'I. C., il serait faux de dire que nous devons porter nos coups exclusivement à droite ou à gauche. En France, la situation n'est pas la même qu'en Allemagne. Elle est complètement différente dans d'autres pays. Nous devons analyser ce qu'il y a de spécifique dans chaque situation et agir en conséquence. Telle est la véritable méthode marxiste.

Comme Zinoviev l'a indiqué, nous avons points centraux: la France et l'Allemagne. En Allemagne, le principal effort est dirigé dans la lutte contre l'extrême-gauche, en France contre la droite. Mais cela aussi est relatif. Le danger de droite en France n'interdit pas la possibilité de déviations d'extrême-gauche. De même, en Allemagne, la lutte contre l'extrême-gauche n'exclut pas la nécessité de combattre la droite. Le tout est de trouver la juste mesure. Pour certains camarades, cette mesure n'existe pas. Mais nous, qui sommes marxistes, nous nous y conformons toujours.

Si nous savons mener une politique juste, nous orienter convenablement, nous surmonterons la crise dans les partis, et notre Internationale, malgré toutes les affirmations de nos ennemis, sortira de cette session encore plus forte. *(Applaudissements enthousiastes et prolongés.)*

Le Gérant: Dr. Johannes Wertheim, Albertgasse 26, Vienne VIII. — Expédition: Berggasse 31, Vienne IX.
Imprimerie: «Elbemühl», Berggase 31, Vienne IX.

Neuvième séance (25 février 1926)

Au cours de la neuvième séance (25 février 1926), également consacrée à la discussion du rapport présenté par Zinoviev au nom de l'Exécutif de l'Internationale, Bordiga reprit la parole pour répondre en particulier à Boukharine et à Togliatti (Ercoli) dont les discours avaient occupé une grande partie de la séance précédente du même jour.

BORDIGA : Camarades, dans mon discours, je me suis occupé des aspects généraux de la politique de l'Internationale. Or divers orateurs ne se sont pas référés seulement à mes affirmations générales, mais ont aussi parlé un peu des problèmes italiens, que je n'avais presque pas mentionnés. Je suis obligé de répondre très brièvement à ce qui a été dit.

Avant tout parlons donc de ce fameux système, de cette nouvelle théorie de la gauche italienne. On se plaît à répéter : « Le système de Bordiga, la théorie de Bordiga, la métaphysique de Bordiga », et on prétend que je suis tout seul, que je n'expose ici que mes propres idées et ma seule critique. On veut présenter ma position comme m'étant strictement personnelle. Mais, bien qu'on ait récemment proclamé « officiellement » la défaite de la gauche italienne, dont je dirai encore quelques mots, je dois déclarer une fois de plus que, loin d'amuser le congrès avec les productions spirituelles d'un individu, je représente ici les positions soutenues par un groupe au sein du mouvement communiste d'Italie. On dira peut-être qu'il ne s'agit que d'un groupe insignifiant, d'une petite minorité ; mais je ne crois pas que ce soit juste. Un camarade, un ouvrier qui appartient à la gauche et qui vit en Russie, me disait voici quelques jours des choses fort intéressantes, en particulier : « Nous jouons d'une certaine façon un rôle international. Car le peuple italien est un peuple d'émigrants au sens économique et social du mot, et depuis le fascisme il l'est aussi au sens politique ». C'est un fait qu'après la marche sur Rome, des milliers de bons camarades se sont dispersés dans le monde entier et ont fait de leur mieux dans les différents partis. Ce camarade a fait une remarque naïve que je trouve très intéressante : « Il en va de nous à peu près comme des Juifs, et si nous avons été battus en Italie, nous pouvons nous consoler en pensant que les Juifs, eux non plus, ne sont pas puissants en Palestine, mais ailleurs... »

Ce ne sont donc pas des idées exclusivement personnelles que je défends ici, mais celles de tout un groupe.

Examinons ce fameux système de la gauche italienne. On prétend que la discussion qui a eu lieu à notre conférence a montré que sur plusieurs questions fondamentales, celle de la nature du parti, du rôle du parti, des rapports entre l'activité du parti et la situation générale, du rapport du parti avec les masses, il existerait des divergences de principe entre nous et l'Internationale, entre nous et le marxisme-léninisme. Je ne peux évidemment revenir maintenant sur les grands problèmes théoriques. Tout le matériel de la conférence italienne est là, et on peut y voir que si nous reconnaissons franchement (et je l'ai expliqué dans mon premier discours) que nous nous écartons systématiquement de la ligne de l'Internationale dans les questions tactiques concernant le développement de la stratégie révolutionnaire quand on passe de la révolution russe à la révolution mondiale, nous soutenons d'un autre côté que, sur toutes les questions générales et de programme, celle de la nature du parti et de son rôle historique ainsi que celle des rapports du parti avec les masses, notre position théorique est absolument correcte d'un point de vue marxiste. Je dirai plus : pour nous, ce sont précisément ceux qui nous critiquent qui sont en train de se fourvoyer. Quand, par exemple, le camarade Ercoli, représentant de la majorité officielle du parti italien, intervient dans la question des cellules d'usines en affirmant que ce sont elles qui incarnent la liaison entre le parti et les masses et qu'elles représentent le terrain d'activité essentiel de notre parti, qu'elles réclament même toutes nos capacités de travail, j'estime qu'il s'agit là d'une très grave déviation. Au cours de la discussion du parti italien, nous nous sommes efforcés de définir bon nombre de déviations du groupe auquel appartient le camarade Ercoli, en procédant à une analyse complète et approfondie. Si tout le travail du parti se résume à établir la jonction avec les masses, et si dès que cette jonction est réalisée, tout le reste va de soi, nous sommes en plein menchévisme. La liaison avec les

masses est nécessaire, mais un aspect du problème est précisément que les masses trouvent dans notre parti un centre, autour duquel elles puissent se grouper et qui soit capable de les orienter et de les conduire suivant les buts finaux révolutionnaires. Nous avons l'expérience de partis qui avaient bien les masses derrière eux, mais qui, n'étant pas de véritables partis révolutionnaires, menèrent ces masses à la défaite.

On ne peut nier que dans certaines situations les masses sont poussées à s'orienter vers une politique non communiste. Dans un tel cas le postulat d'Ercoli est totalement opportuniste. Quand, au lieu de tendre à la conquête des masses, on fait de cette conquête l'exigence primordiale, c'est du pur menchévisme qu'on nous propose. Il ne suffit pas d'examiner si les cellules nous permettent d'avoir avec les masses une liaison importante — ce qui resterait encore à voir — mais si cette liaison a un caractère révolutionnaire. Car si n'importe quelle liaison organique avec les masses passe, en tant que telle, pour révolutionnaire, cela prouve que nous avons raison d'affirmer qu'en fondant l'organisation sur les cellules d'entreprise, on aboutit à l'ouvriérisme et au labourisme.

Etablir une correspondance automatique entre la base sociale au sens étroit de ce terme et la nature politique d'un parti reviendrait à soutenir que n'importe quel parti qui organise la classe ouvrière est nécessairement, par là-même, un parti révolutionnaire. Mais c'est là du menchévisme. Aussi j'affirme, sans entrer plus avant dans cette question, que ce n'est pas nous qui avons abandonné la voie tracée par la théorie de Marx et de Lénine.

Le camarade Boukharine a critiqué mon discours d'une manière très amicale et cordiale. Il est inutile de dire ici quel bon polémiste est le camarade Boukharine, mais il a procédé cette fois comme à son habitude... Il présente mes positions à sa façon, et à la lumière de la légende depuis longtemps accréditée sur les théories de Bordiga.

Je ne prétends pas être beau, mais l'image que donne de moi Boukharine est affreuse. Il m'impute certaines formulations, puis il s'attaque à ces formulations et les réduit en poussière. Il nous a dit dans son discours que le régime intérieur de l'Internationale Communiste doit être changé. En même temps, sa pratique personnelle de la polémique nous incite à nous montrer très pessimistes quant à ce projet d'amendement du régime intérieur. Le camarade Boukharine fait en effet ici l'agitateur. Ainsi, on ne fait pas seulement de l'agitation parmi les ouvriers, dans le parti, mais même au sein du plénum de l'Exécutif élargi. Permettez-moi de remarquer qu'il est peut-être plus facile d'en faire parmi vous que chez les ouvriers.

Le camarade Boukharine simplifie les idées. C'est chose très méritoire que de savoir simplifier et condenser en peu de mots des positions ; mais la difficulté consiste à les simplifier sans tomber dans l'agitation ; en participant au contraire au travail vraiment sérieux, au travail commun auquel nous voulons contribuer dans la mesure de nos forces.

Simplifier sans démagogie agitationniste, en cela réside le gros problème révolutionnaire. Ces maîtres en simplification sont très rares. Et le camarade Boukharine possède sans nul doute des qualités exceptionnelles, qu'il devrait employer dans ce sens au sein de l'Internationale. Mais je crois que depuis les discours de divers grands chefs de la révolution russe, nous n'avons pas entendu assez souvent des exposés qui s'élèvent à la hauteur de cette exigence : simplifier sans démagogie.

Je veux à présent dire quelques mots de certaines objections du camarade Boukharine. Il a développé l'argument suivant : les contradictions de Bordiga naissent de l'idée que la révolution n'est pas un problème de formes d'organisation ; ce qui ne l'a pas empêché ensuite de traiter le problème de la bolchévisation d'un point de vue purement et exclusivement organisatif, en proposant pour résoudre le problème dans son ensemble une modification uniquement organisationnelle : le renversement de la fameuse pyramide. Rien de tout cela n'est vrai. D'abord, j'ai examiné la bolchévisation à différents points de vue : je l'ai critiquée sur les plans théorique, historique et tactique. Il est donc clair que je ne considère pas uniquement l'œuvre de bolchévisation comme un problème d'organisation, mais comme un problème politique mettant en jeu l'activité et la tactique de l'Internationale. De plus vous devez reconnaître que toute notre opposition concernait des problèmes tactiques, et que c'est surtout pour ces problèmes que nous avançons depuis longtemps des solutions différentes de celles qui ont été adoptées dans les congrès internationaux. Evidemment, la solution du problème ne se réduit pas à une simple modification organisative. C'est pourquoi nous attendons qu'on prouve par l'action et par la tactique que nous avons réellement une direction saine et révolutionnaire.

Autre argument du camarade Boukharine : Bordiga s'oppose au transfert mécanique de l'expérience russe dans d'autres pays ; mais, oubliant le caractère spécifique de la situation dans les pays d'Europe occidentale, il commet l'erreur d'opérer lui-même ce transfert mécanique. C'est dénaturer ma position. En effet, j'ai dit : d'une façon générale toute l'expérience russe nous est utile. Nous ne devons jamais l'oublier, mais elle ne nous suffit pas. Je ne refuse donc pas d'utiliser l'expérience russe, mais je soutiens que l'expérience du parti russe ne peut contenir la solution complète des problèmes de la tactique révolutionnaire. Quel serait le caractère particulier de la stratégie révolutionnaire en Occident que j'aurais omis ? Le camarade Boukharine a dit que je n'ai pas mentionné dans mon exposé l'existence des grands partis et syndicats sociaux-démocrates. Mais c'est précisément la différence que j'ai développée. Pour montrer en quoi les rapports avec l'appareil d'Etat sont différents dans la révolution russe et à l'Ouest, j'ai dit que dans les pays occidentaux existe depuis longtemps un appareil d'Etat bourgeois-démocratique très stable, qui joue un rôle inconnu dans l'histoire du mouvement russe. Ce rôle peut éventuellement mener à la mobilisation du prolétariat par la bourgeoisie dans un sens opportuniste, et cela précisément au moyen des syndicats et du parti social-démocrate.

Mon analyse repose justement sur cet état de chose caractéristique de la situation en Occident. Les possibilités de mobilisation idéologique de la classe ouvrière sont beaucoup plus vastes dans des pays ayant des traditions

libérales qu'elles ne l'étaient en Russie, et c'est pourquoi les organisations social-démocrates connaissent à l'Ouest un important développement. Le camarade Boukharine ne peut donc pas dire que je me contredis, que je me rends coupable de transpositions mécaniques. Certes, je ne suis pas d'accord avec lui quand il dit que l'expérience russe nous impose précisément d'appliquer à l'Ouest sur une vaste échelle la tactique du front unique. Je crois que les camarades russes commettent là une erreur. Certaines manœuvres qui pouvaient réussir avec les partis menchévik ou socialiste-révolutionnaire, moins solidement liés à l'appareil d'Etat, certaines solutions tactiques ne peuvent être transférées sans danger aux pays occidentaux. Si nous essayons de le faire, nous nous heurterons à une mobilisation éventuelle du prolétariat par la bourgeoisie, et nous éprouverons de graves déceptions.

Je ne veux pas poursuivre maintenant cette analyse, que j'ai d'ailleurs déjà faite dans ma première intervention. Je souligne simplement que les contradictions dont parlait le camarade Boukharine n'existent pas.

Pour pouvoir résoudre les problèmes tactiques, nous avons besoin d'autre chose que de la seule bolchévisation, que du postulat suivant lequel il n'y a qu'à se reporter à l'histoire du parti bolchévik pour trouver les solutions. Nous avons besoin d'une plus ample expérience, et cette expérience, l'Internationale doit la puiser dans le mouvement international.

Encore une objection. D'après le camarade Boukharine, j'aurais dit, en parlant de la différence de la question des cellules en Russie et en Occident, que le problème de l'Etat, c'est-à-dire le problème politique central, qui s'est trouvé posé en Russie par l'histoire, ne le serait pas en Occident. Le camarade Boukharine prétend pour cette raison que j'ai une perspective pessimiste, social-démocrate. Mais ce que j'ai dit, c'est que, si nous limitons leur activité au cadre de la cellule d'entreprise, les travailleurs communistes risquent d'oublier le problème central de la conquête du pouvoir. Je pense que ce problème sera posé par l'histoire en Occident aussi, mais que notre rôle à nous, parti communiste, consiste précisément à donner au prolétariat les moyens de le régler d'une façon unitaire. Le parti doit éviter de se livrer à des manœuvres qui sauveraient la bourgeoisie. Il doit éviter de tomber dans le labourisme, qui a déjà souvent aidé la bourgeoisie à rester au pouvoir. Le problème s'est déjà posé, mais nous n'avons pas su exploiter l'occasion ; il ne suffit donc pas que l'histoire le pose. Donc cette objection aussi est injustifiée.

Je passe à la question italienne. Le camarade Ercoli a affirmé que ma critique de la tactique envers les antifascistes et de la proposition d'un anti-parlement est erronée, parce que je ne tiens pas compte de l'analyse de la situation, alors que la direction du parti italien s'appuie heureusement sur une analyse exacte de la nouvelle situation. Mais je soutiens que cette analyse est fausse. Nous avons entre les mains un document qui a provoqué beaucoup de discussions durant la préparation de la conférence. C'est le rapport du camarade Gramsci à la direction, rédigé en septembre 1924 (Matteotti a été assassiné en juin). Ce rapport contient une vision totalement fausse ; à l'en croire, le fascisme était déjà battu par l'opposition bourgeoise, et la monarchie elle-même allait pratiquement le liquider par la voie parlementaire.

ERCOLI : Nous avons simplement prévu le compromis entre le fascisme et l'Aventin, qui a effectivement eu lieu.

BORDIGA : Vous avez prévu l'élimination de Mussolini. Le rapport de forces entre le fascisme et l'opposition a été apprécié d'une façon complètement fausse, et par conséquent toute l'analyse de la situation était erronée. Nous avions donc affaire à une erreur de perspective et à une fausse manœuvre du parti. On a utilisé la formule : la situation est à la démocratie. Cette prétendue analyse de la situation est vraiment surprenante : quand la situation est réactionnaire, le parti communiste ne peut rien faire ; et si la situation est démocratique, c'est aux partis petits-bourgeois d'agir. Cela revient à supprimer notre parti communiste.

Un autre argument d'Ercoli est : cette manœuvre était bonne, puisqu'elle a produit des résultats. D'abord, la critique que les camarades de la gauche ont faite de la tactique de l'anti-parlement a été dans une certaine mesure reconnue juste par les camarades du centre eux-mêmes. Il est dit par exemple que la décision de retourner au parlement aurait dû être prise beaucoup plus tôt et pas seulement après les vacances parlementaires. Nous disons plus : dès le premier moment, il ne fallait pas suivre l'opposition bourgeoise, il ne fallait pas participer à ses séances ni quitter la chambre avec elle.

Les camarades du centre disent : nous avons bien fait, puisque nous avons remporté des succès, que l'influence du parti a augmenté.

Mais la situation est celle-ci : un effondrement complet de l'opposition antifasciste bourgeoise et semi-bourgeoise. Dans une telle situation, le parti communiste aurait dû acquérir une influence décisive, surtout au sein de la classe ouvrière et de la paysannerie ; il aurait dû se montrer capable, par sa ligne tactique, de tenir le rôle de troisième facteur, indépendant de la lutte des politiciens. Mais le cours des événements n'a pas été utilisé en ce sens. Le succès dont parle Ercoli a consisté dans un accroissement du nombre des adhérents. Mais le problème ne doit pas être confondu avec celui du nombre des adhérents. Actuellement, celui-ci décroît. Cependant notre direction prétend qu'il s'agit d'une diminution numérique accompagnée d'une augmentation de notre influence. Je parlais, moi, du rôle du parti en tant que facteur politique de la situation. Je voudrais bien être optimiste, mais tout prouve que nous n'avons rien gagné, ni exploité une situation très favorable.

J'en arrive à la dernière question dont je voulais parler, c'est-à-dire à la situation intérieure du parti. On nous a accusés d'être une organisation fractionnelle, et on a fondé sur cette accusation toute la préparation de la conférence. J'affirme que la fraction de gauche a fait dès le début de la conférence italienne une déclaration contestant la validité de la conférence

et demandant une décision de l'Internationale. Je ne veux pas évoquer ici certaines polémiques, mais je demande que les organes de l'Internationale vérifient certaines questions, telles par exemple les accusations incroyables portées par le camarade Ercoli à cette tribune contre les camarades de la gauche. Nous n'avons jamais incité des permanents du parti à quitter le parti et à travailler pour le Comité d'Entente. Nous ne l'avons jamais fait, car ç'aurait été une grosse faute. Le document sur lequel repose cette accusation n'a encore jamais été produit. Il y a juste une lettre du camarade censé avoir reçu cette suggestion, et on prétend qu'il y a aussi la lettre où elle lui est faite. Mais cette lettre, on ne l'a jamais vue. Maintenant on affirme qu'elle existe ; mais s'agissant d'une accusation aussi grave, nous avons le droit d'exiger qu'on l'appuie sur des preuves ; alors nous pourrons prouver que toute cette histoire est fausse. Laissons cela. On a parlé de l'activité de la gauche. On a dit par exemple que nous avons été battus dans les fédérations les plus fortes, et que le parti s'est affaibli dans celles où nous avions de l'influence. Mais c'est le contraire qui est vrai. Les fédérations dont parle Ercoli, Milan, Turin et Naples sont précisément celles où la fraction de gauche est la plus forte.

En ce qui concerne la façon dont la conférence a été préparée, il faut dire qu'on a inventé un système de consultation du parti tel que moi, Bordiga, j'ai en tant que membre d'une section du parti, voté pour les thèses de la direction ! Comment on y est arrivé, nous le verrons une autre fois. Mais cela donne une idée de la valeur des votes exprimés à la conférence.

Cependant cela nous importe peu. Je veux seulement dire aux camarades que dans notre polémique à la conférence nous avons critiqué l'ordinovisme des positions idéologiques et politiques de la direction de notre parti. Pour finir, considérant le fait qu'on nous forçait à participer à la direction, nous avons fait une déclaration sans équivoque.

Je termine, camarades. En ce qui touche au régime interne et au renversement de la pyramide, je ne peux répondre ici à ce qu'a dit le camarade Boukharine sur cette question et celle des fractions. Mais je demande ceci : y aura-t-il à l'avenir un changement dans nos rapports intérieurs ? Cette séance plénière montre-t-elle que l'on prendra une nouvelle voie ? Au moment même où on affirme ici que le régime de la terreur intérieure doit cesser, les déclarations des délégués français et italiens suscitent en nous quelques doutes, bien que les thèses parlent de donner au parti une vie nouvelle. Nous attendons de vous voir à l'œuvre.

Je crois, pour ma part, que la chasse au prétendu fractionnisme va continuer et donnera les résultats qu'elle a donnés jusqu'ici. On peut le voir également dans la manière dont on s'efforce de régler la question allemande et diverses autres questions. Je dois dire que cette méthode de l'humiliation personnelle est une méthode déplorable, même quand elle est utilisée contre des éléments politiques qui méritent d'être durement combattus. Je ne crois pas que ce soit un système révolutionnaire. Je pense que la majorité qui prouve aujourd'hui son orthodoxie en s'amusant aux dépens des pécheurs persécutés est très probablement composée d'anciens opposants humiliés. Nous savons que ces méthodes ont été appliquées, et peut-être le seront encore, à des camarades qui non seulement ont une tradition révolutionnaire, mais restent des éléments précieux pour nos luttes futures. Cette manie d'autodestruction doit cesser si nous voulons vraiment poser notre candidature à la direction de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Le spectacle de cette séance plénière m'ouvre de sombres perspectives pour ce qui est des changements à venir dans l'Internationale. Je voterai donc contre le projet de résolution qui a été présenté.

14e séance - 4 mars 1926

Bordiga :

Camarades, je voudrais aborder aujourd'hui deux questions : celle de l'unité syndicale internationale et celle de la tactique syndicale en Italie.

Quant au Ve congrès, on a appris ce nouveau projet de notre stratégie syndicale, c'est-à-dire la proposition pour l'unité syndicale internationale, je me suis opposé, d'une manière d'ailleurs incomplète, parce que cette question venait seulement d'être présentée et les différentes délégations n'avaient pas pu faire une discussion sérieuse en la matière.

J'ai fait remarquer alors que l'internationale Communiste a souvent changé les solutions générales du problème des rapports entre le mouvement économique et le mouvement politique à l'échelle internationale.

Au IIe Congrès, le Profintern n'existait pas encore et l'on pensait de donner une représentation, dans le Congrès de l'I.C. à certaines organisations syndicales de gauche qui se mettaient sur un terrain se rapprochant un peu de nous. Alors je me suis opposé à cette admission des organisations syndicales dans un Congrès Mondial de nos partis politiques.

On a résolu après, au IIIe Congrès de l'I.C., la question dans un autre sens, c'est-à-dire qu'il fallait fonder une Internationale Syndicale Rouge opposée à l'Internationale d'Amsterdam, et ce pour des raisons que vous connaissez très bien.

Au Ve Congrès, on a changé de point de vue. On nous propose pour l'instant non pas de renoncer à l'I.S.R., mais on nous présente une proposition d'une fusion de l'I.S.R. avec l'Internationale d'Amsterdam.

Il est clair à présent qu'il ne s'agit pas seulement d'un mot d'ordre d'agitation dans le but de gagner les masses à notre influence pour leur encadrement dans notre I.S.R. Maintenant il parait évident qu'on se propose non seulement une manœuvre d'agitation, mais quelque chose de plus. On se propose comme but : une Internationale syndicale unique comme une solution définitive pour le rapport du mouvement syndical et le mouvement politique du prolétariat mondial.

On dit il est vrai qu'il faut une longue période de préparation, qu'on ne peut pas arriver à l'unité que sous certaines conditions, qu'il faut s'entourer de certaines garanties pour pouvoir développer le travail pour l'unité, mais en fait on envisage un nouveau système. Il y aura l'Internationale Communiste et une Internationale syndicale unique dans le sein de laquelle nous aurons une fraction dirigée par l'Internationale politique, pour pouvoir aboutir un jour, à la direction de cette Internationale syndicale unique.

Cette solution se présente, d'après les arguments qui paraissaient les plus simples, comme la plus logique. Du moment que nous sommes pour avoir dans chaque pays une centrale unique, si nous sommes contre la scission syndicale même si la Centrale nationale est aux mains des jaunes, pourquoi, dans le cadre international cette solution d'unité ne devrait pas être la meilleure pour l'unité de l'I.C. ?

Or, je pense qu'il n'est pas difficile de répondre à cela. Où est la différence entre notre tactique nationale et notre tactique internationale ? Dans un fait très simple.

Si nous travaillons pour l'unité syndicale dans le cadre national, et si nous arrivons à cette unité, c'est parce que cela nous permet de pénétrer et de nous ancrer dans les syndicats, de gagner à notre influence les larges masses, avec la perspective, avec le plan de conquérir un jour la direction des syndicats qui dans la lutte pour le pouvoir sont un facteur très important de succès. Ceci à une importance énorme à tous les points de vue car nous aurons déjà pris pied dans ces organisations qui sont appelées à jouer un grand rôle tant dans la lutte pour la prise du pouvoir qu'après celle-ci. D'ailleurs notre encadrement comme fraction dans les syndicats dans la période de la lutte finale ne pourra pas nous amener à la prise

de l'appareil central. Quand les masses seront en mouvement et la lutte prendra une tournure favorable, ou par un Congrès ou par d'autres moyens non exclu le coup de main nous pourrons conquérir tout l'appareil syndical, les réformistes n'ayant d'autre défense que la solidarité de l'Etat bourgeois. Mais lorsqu'il s'agit d'un cadre international, la question se présente autrement.

C'est dans le cadre international, la lutte pour la prise du pouvoir et la prise du pouvoir elle-même se présente d'une façon absolument différente. Nous ne pouvons pas nous imaginer de mener la lutte finale pour le pouvoir en même temps dans tous les pays. Le prolétariat ne pourra conquérir le pouvoir que par étapes, pays par pays. Le centre de l'appareil syndical international, alors ne sera jamais réduit à tomber dans nos mains, les social-démocrates le soustrairont à notre conquête en le déplaçant, si la révolution s'avance dans les pays les plus éloignés de la victoire ouvrière.

C'est pourquoi on doit dénoncer devant le prolétariat l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, non pas comme une organisation prolétarienne de masse, mais comme un organe de la bourgeoisie, strictement relié au Bureau du Travail et à la société des Nations, comme un organe inconquérable de la part du prolétariat et du parti révolutionnaire. C'est pourquoi je crois que l'ancienne formule Moscou contre Amsterdam était de beaucoup meilleure et bien plus utile pour la conquête des masses.

Mais cette argumentation peut paraître très abstraite et alors je vais passer aux arguments qui ont trait à la situation.

Quels sont les faits importants dans le mouvement syndical ? Quelles sont en général nos perspectives.

Du rapport du camarade Lozovski il résulte que nous sommes convaincus que le développement de la crise capitaliste crée une situation qui nous est tout à fait favorable. Comment donc c'est à ce moment-là qu'on veut faire un changement de tactique qui se présente incontestablement correspondant à une perspective pessimiste, à un bilan pessimiste de notre action syndicale autonome.

Un autre fait : c'est le mouvement oriental. Le rapporteur a souligné la très grande importance prise par le mouvement syndical en Chine qui englobe déjà un million d'organisés. C'est une chose tout à fait importante et c'est la condition fondamentale pour notre tactique dans la question nationale que cette formation d'un mouvement avec un précis caractère de classe dans les pays coloniaux et parmi les peuples opprimés. Puisque nous sommes sûr de pouvoir encadrer l'I.S.R. l'immense majorité du mouvement syndical colonial et oriental. C'est un argument de plus qui doit nous guider et nous conseiller à garder la Centrale de l'I.S.R. à côté de l'I.C. et à ne pas aller vers la suppression de la première.

Un dernier fait, c'est l'influence de l'Amérique qui devient de plus en plus grande à tous les points de vue pour la résistance du capitalisme aux forces révolutionnaires, comme pour la pénétration de l'influence bourgeoise, parmi les travailleurs et la réalisation de la collaboration de classes. Il me semble que ce fait confirme ce que je viens de dire. De même que le capitalisme américain commence à jouer un rôle toujours grandissant en Europe, de même nous avait dit le camarade Lozovski, les syndicats américains prennent une influence toujours plus grande dans l'Internationale d'Amsterdam. le centre de gravité se transporte de plus en plus vers les syndicats américains ceci revient à mon argument que le centre de l'Internationale Syndicale jaune se déplacera vers le siège plus solide de la réaction mondiale de l'opportunisme.

Si nous avons une perspective qui n'est pas pessimiste, nous ne pouvons pas admettre la fusion avec l'Internationale d'Amsterdam, au contraire, il faut soutenir l'Internationale Syndicale rouge qui doit subsister, bien que cela n'exclue nullement toute une action à faire, dans le sens de l'élargissement de notre influence sur les masses. On peut et on doit faire des propositions de front unique à l'Internationale d'Amsterdam et à toutes les organisations qui y adhèrent. Le comité anglo-russe, il doit exiger et réaliser l'action qu'il a déjà faite et qu'il peut continuer sous la forme d'un comité de front unique des syndicats russes et anglais tendant à en englober d'autres.

Comme moyen de propagande et d'agitation c'est tout à fait important, et l'on peut obtenir des résultats très satisfaisants, mais, d'autre part, il faut donner une perspective précise du développement de la lutte.

Ce qui est de première importance pour la tactique en Angleterre, c'est de ne pas laisser absorber notre attention et l'attention du prolétariat par le seul rôle du mouvement radical de gauche.

Il ne faut jamais oublier le parti communiste même s'il est aujourd'hui un parti en minorité et faire ressortir ouvertement que dans le développement de la crise sociale anglaise et de lutte, il doit se présenter nécessairement comme le guide du prolétariat et l'état-major de la révolution.

Maintenant je voudrais dire quelques mots sur les problèmes concernant l'action syndicale de notre parti italien qui ont fait l'objet d'une discussion sérieuse à notre IIIe Congrès.

La situation syndicale en Italie est bien connue. La réaction fasciste a démoli l'ancien appareil des syndicats rouges, c'est-à-dire des syndicats de classe traditionnelle et cherche actuellement à former un réseau de syndicats fascistes, le fascisme a adopté dans ces deux périodes successives deux solutions de la question. La première qu'il a employée c'était de donner un caractère de libre adhésion volontaire à ses syndicats qui se sentaient un terrain de concurrence avec les syndicats non fascistes. Mais il est évident que les syndicats fascistes étaient largement appuyés par l'Etat et toute la violence de la réaction se déclenchait sur les syndicats non fascistes.

Mais malgré cela le fascisme a dû reconnaître que ses plans étaient déçus. Il n'a pas su influencer la masse des ouvriers, chose qu'il a réussi à faire avec les paysans, seulement parce qu'il pouvait plus directement les soumettre à sa terreur. Le prolétariat de l'industrie est trop concentré pour pouvoir l'écraser comme la population paysanne du village. On sait que pour les commissions internes à élire dans les usines, c'est presque toujours les listes de classe qui triomphaient et ceci malgré toutes les difficultés de la lutte, malgré la répression, etc. Le fascisme a constaté cela et, pour y remédier, il a changé complètement sa tactique syndicale. Par une loi spéciale, le syndicat fasciste est devenu le syndicat unique et obligatoire reconnu par l'Etat, toute action ouvrière a été défendue au point de vue légal et, le monopole fasciste de fait, s'est établi par un pacte d'entente complète avec les organisations des employeurs. D'après la nouvelle réglementation, seuls les syndicats fascistes avaient le droit de traiter avec les patrons et de ce fait, les syndicats libres bien qu'admis théoriquement par l'Etat étaient dans l'impossibilité absolue de faire un travail quelconque, en dehors de toutes les autres difficultés.

Notre tactique syndicale a dû changer complètement dans cette deuxième période. La situation telle qu'elle se présentait avant nous donnait la possibilité de conduire une lutte parmi les ouvriers contre les syndicats fascistes au nom des syndicats rouges dans les élections pour les commissions internes des usines. C'était une réalisation de front unique continue et dans les usines où il y avait des listes de syndicats rouges et fascistes, la majorité des ouvriers votait, malgré le régime fasciste, pour les rouges. D'après les nouvelles dispositions dont il est question, les commissions internes sont supprimées et il n'y a plus d'activité légale dans les usines. Pour les syndicats rouges, on reconnaît la liberté d'exister, mais c'est une reconnaissance purement théorique et pratiquement on confisque les sièges, on saisit les bibliothèques, etc.

Notre tactique pour l'instant est bien claire, c'est de transporter notre activité dans les usines où nous pourrons nous maintenir en contact avec les masses ouvrières et où nous pourrons nous maintenir la liaison nécessaire pour leur lutte.

Pour réaliser cela, nous sommes en présence de deux formules, de deux solutions qui se sont heurtées au congrès de notre parti.

Il est vrai qu'il faut constater que les syndicats se réduisent chaque jour. La plus grande partie des ouvriers sont inorganisés et nous devons chercher de mettre en mouvement toute la masse ouvrière. Mais il faut le faire au nom du syndicat et notre point de vue est qu'il ne faut pas renoncer à agiter le drapeau des organisations syndicales traditionnelles rouges, de la Confédération Générale du Travail. Il faut travailler sous le drapeau de ces organisations qui ont tant de fois conduit à la lutte les travailleurs

italiens. Ces organisations c'est vrai ne travaillent presque pas actuellement et ceux qui restent, se trouvent entre les mains des réformistes qui sont tous disposés à réaliser des compromis avec le fascisme ; et si cela n'a pas été fait, c'est que le fascisme n'a pas tenu à le faire.

Mais, malgré cela, nous devons considérer que quand le prolétariat pourra reprendre sa lutte, quand la classe ouvrière commencera à respirer, alors nécessairement, nous devrons conduire la lutte sous l'étiquette des syndicats traditionnels, pas autrement, quelles que soient les causes et les circonstances. Quand la pression sera amoindrie, il sera possible aux réformistes, si nous leur laissons ce drapeau, de se relever et de spéculer dans la masse des travailleurs, en rouvrant les sièges légaux de leurs organisations, en nous coupant hors de la masse.

Voici comment la gauche de notre parti aurait conçu le travail à faire. Nous proposions de former dans chaque usine des sections syndicales. Les syndicats ne doivent pas mourir, ils doivent résister à cette période difficile et leur rôle recommencera dans un certain temps. Il faut former donc, dans chaque usine, des comités secrets qui organiseront et feront cotiser les ouvriers ; des sections d'usines seront rattachées aux syndicats, même quand ceux-ci seront dirigés par des réformistes. Et quand nous pourrons sortir au grand air, nous aurons déjà l'ossature d'une organisation de masse avec une plus grande influence que les sociaux-démocrates.

Ces comités à l'intérieur des usines devront s'attacher à travailler aussi avec les masses inorganisées, ils devront former des comités d'agitation temporaires qui engloberont tous les ouvriers de l'entreprise, lors de chaque conflit syndical entre les ouvriers et les patrons. C'est notre proposition ! de l'autre côté il y a une solution différente proposée par notre centrale.

Il est très difficile de la définir parce que dans la discussion du Congrès, sa conception a été proposée de manière assez obscure. Elle a été changée en présence des résistances soulevées dans le Congrès et réduites dans le rapport du camarade Ercoli et dans les thèses a une formulation très équivoque. En réalité, toute la ligne théorique de notre Centrale prouve qu'elle accepte une conception à notre avis non marxiste et non léniniste sur ces problèmes.

En réalité, d'après elle, il faut former un nouvel encadrement, un nouveau réseau d'organismes d'usines qui remplaceront les anciens syndicats qui ont été détruits par le fascisme et même les syndicats qui existent encore, bien que cela n'ait pas été dit clairement.

Le point de vue de notre Centrale a soulevé une opposition très vive et nous pensons que les représentants de l'Internationale au Congrès partageront plutôt notre point de vue.

La tactique syndicale de notre Centrale nous met en présence d'un danger de scission. Quelle est la formule ? C'est la réaction des **comités d'agitation pour l'unité syndicale** comme organes permanents avec un réseau propre, formule qui ne dit rien, après qu'on avait parlé auparavant de comités d'agitation et après on a ajouté mécaniquement en présence de critiques, l'expression **pour l'unité syndicale**.

En prétendant de former un réseau d'organes permanents comprenant ouvriers syndiqués et non syndiqués, avec des comités locaux et régionaux, des congrès, etc., on dresse un plan qui donne aux réformistes de bons prétextes pour l'exclusion des communistes de la CGT et en tous cas, nous menace de rester en dehors des organisations importantes dans une période à venir de situation plus favorable, pour nous amener avec une nouvelle organisation à nous, fabriquée par notre parti et ne regroupant qu'une minorité des masses.

Il ne s'agit pas simplement de deux formules peu différentes, mais d'une question fondamentale pour le travail du parti communiste en Italie et nous rappelons sur celle-ci toute l'attention de l'Internationale.

Seizième séance (8 mars 1926)

N° 4

La brève déclaration faite au nom de la Gauche à la seizième séance (8 mars 1926) suit immédiatement le discours final de Zinoviev sur la tactique de l'Internationale.

I. — LUTTE POUR LA MAJORITE DE LA CLASSE OUVRIERE

La Bourgeoisie mondiale au sujet de la Session du C. E. de l'I.C. élargi

Camarades, les travaux de notre Plénum tirent à leur fin. Déjà, nos thèses et notre discussion ont eu un écho dans certains Parlements bourgeois, sans compter la presse bourgeoise, qui commente vivement notre conférence. Certains points de ces appréciations de la bourgeoisie ne sont pas dénués d'intérêt. La presse bourgeoise allemande tente parfois de représenter que le centre de gravité de nos travaux est dirigé « contre l'Angleterre ». Dans la presse bourgeoise française, certaines voix prétendent que nos travaux sont principalement dirigés contre l' « Amérique ». Un article de *Deutsche Allgemeine Zeitung*, qui traite de la session du C. E. de l'I. C., est ainsi intitulé : « Les tendances anti-anglaises de l'Internationale Communiste ». Le journal français l'*Echo de Paris* estime que le nouveau mot d'ordre de notre conférence (ce serait le nouveau dada de l'I. C.) est : « A bas l'Amérique ».

Je n'ai pas à réfuter sérieusement ces sottises devant vous. L'I. C. est une organisation mondiale, et elle lutte contre la bourgeoisie mondiale.

Ce qui est exact, c'est que notre Plénum s'est occupé, cette fois-ci, d'une façon plus sérieuse et plus attentive que jamais, des questions concernant l'Angleterre et l'Amérique. La raison en est que ces deux pays, en particulier le second, occupent une place toujours plus avancée dans la politique mondiale. Ce fait que nous accordons tant d'attention à l'Amérique et à l'Angleterre prouve seulement que nous nous développons progressivement et devenons de plus en plus une Internationale *mondiale*.

Au sujet de nos débats, une petite discussion, mais vive et intéressante, a eu lieu au Parlement anglais. Mr Holl, membre du parti conservateur, a demandé à l'honorable Chamberlain s'il a lu nos thèses et notre rapport et s'il n'a pas l'intention de prendre certaines mesures par suite de notre intervention. Chamberlain déclara fièrement qu'il est très bien informé au sujet de notre rapport. En le lisant, il s'est convaincu que notre intervention ne visait pas seulement la bourgeoisie anglaise, mais aussi la bourgeoisie des autres pays. Visiblement, cela devait servir de consolation aux membres du Parlement anglais. Pour faciliter la continuation de cette discussion à ces honorables messieurs, vous trouverez peut-être nécessaire de charger le camarade Piatnitski d'envoyer, au nom du secrétariat, le sténogramme complet de nos débats à toute cette honorable compagnie. (*Rires.*) Mr Holl et Mr Chamberlain se sont demandé en outre qui était ce camarade Sambri, qui participait à la Commission anglaise élue par l'Exécutif Elargi : est-ce un Anglais ou un Américain? Dans les deux cas, ils ne se seraient pas fait faute de l'arrêter. Nous leur laissons le soin de trouver eux-mêmes une réponse à cette question.

Il est exact que nous sommes les adversaires non seulement de la bourgeoisie anglaise, mais de la bourgeoisie du monde entier. Nous savons pourtant distinguer un ennemi plus puissant et plus dangereux d'un ennemi plus faible. Prenons par exemple Tsankov et Chamberlain. Comme personnes, ils sont chez nous l'objet d'un même « amour ». Nous pourrions exprimer des vœux très nets concernant ces deux personnalités. Toutefois, nous comprenons que, quoique Tsankov ne cède rien à Chamberlain au point de vue des qualités personnelles, l'importance de ce dernier est en ce moment plus grande objectivement que celle de Tsankov. Le groupe bourgeois, au nom duquel Chamberlain prend la parole à présent, a, sans contredit, une importance plus grande et représente un plus grand danger pour le mouvement ouvrier international, que le groupe que représente Tsankov. C'est pourquoi nous accordons plus d'attention à Chamberlain. Mais il va de soi que Chamberlain, personnellement, ne nous intéresse pas autrement. S'il était demain remplacé par un autre, — et cela arrive, Mr Chamberlain, voyez le sort de Briand — nous cesserions alors de prononcer son nom. N'est-il pas naturel que le prolétariat communiste international accorde une sérieuse attention au gouvernement conservateur d'Angleterre?

Je dois vous déclarer, ensuite, qu'il n'était vraiment pas dans notre esprit de lancer le mot d'ordre : « A bas l'Amérique ». Nous disons : « A bas l'Amérique impérialiste ». Malgré les énormes difficultés objectives, dont nous devons tenir compte dans notre travail au sein du prolétariat américain, nous savons parfaitement que nous avons aussi des amis en Amérique, et que, progressivement, nous y concentrerons une force de plus en plus grande. Des personnalités politiques américaines des plus éminentes déclarent que tant qu'existera l'I. C., que tant qu'un pécheur comme moi tiendra des discours devant vous, il ne peut être question de la reconnaissance de l'U. R. S. S. par l'Amérique. Je pense que cette déclaration ne doit pas être prise trop au sérieux. Notre Internationale, naturellement, continuera à exister et à se renforcer à l'avenir, et l'U. R. S. S. sera malgré tout reconnue par l'Amérique. Autant que je connaisse l'état d'esprit des membres du gouvernement soviétiste, je puis vous donner que ces camarades attendent en toute tranquillité et en toute certitude le moment où l'Amérique abandonnera sa position absurde vis-à-vis de l'U. R. S. S. et la reconnaîtra. Je pense que cette époque n'est pas si éloignée. Et si cette reconnaissance tardait, le gouvernement soviétiste ne se ferait pas de cheveux blancs.

Dans nos débats, nous nous sommes intéressés à l'Amérique et à l'Angleterre, mais ils ne sont pas les seuls pays auxquels nous nous sommes intéressés. Nos tâches sont plus vastes et notre travail au Plénum et dans toutes les Commissions fut plus important que ne le pensent les journaux que j'ai cités plus haut.

L'avant-garde et les grandes masses

Le problème principal qui fut l'objet de toute notre activité pendant les travaux de l'E. E. consiste à trouver le moyen de conquérir les grandes masses, la majorité de la classe ouvrière, la majorité des travailleurs, maintenant que nous avons déjà conquis l'avant-garde prolétarienne. En somme, toutes nos pensées sont concentrées sur cette question.

Lénine écrivit une fois : « L'avant-garde prolétarienne est idéologiquement conquise. C'est le principal. Il est impossible sans cela de faire le premier pas vers la victoire. Mais on est encore assez éloignés de la victoire. On ne peut vaincre avec une avant-garde seule. Jeter l'avant-garde seule dans le combat décisif serait non seulement une sottise, mais un crime, tant que toute la classe, tant que les grandes masses n'appuieraient pas entièrement l'avant-garde, ou, tout au moins n'observeraient pas vis-à-vis d'elle une neutralité bienveillante et n'affirmeraient pas l'impossibilité complète de soutenir l'adversaire. Et pour qu'en réalité toute la classe, les grandes masses laborieuses et opprimées par le capital en arrivent là, la propagande toute seule, l'agitation sont insuffisantes. Il faut une expérience politique propre à ces masses. » (N. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XVII, p. 179, Edition d'Etat, 1923.)

Afin d'obtenir que les grandes masses, opprimées par le capitalisme, se mettent à nos côtés, il est donc nécessaire que ces masses possèdent leur expérience politique personnelle. Nous pouvons dire maintenant, sans risque d'exagérer, que la première partie de notre tâche se réalise peu à peu. Nous avons conquis successivement, tout au moins idéologiquement, l'avant-garde du prolétariat. Au point de vue de l'organisation, nous n'avons pas encore consolidé cette tâche, mais nous sommes dans la bonne voie. Notre Plénum a montré avec une netteté particulière que le Parti communiste conquerra à présent les grandes masses. De là découle toute notre tactique du front unique, tout le développement de notre tactique en général. Il fut un temps où nous devions à tout prix (même au prix d'une scission des vieux partis socialistes) créer avant tout des partis communistes ouvriers indépendants. C'était alors et avant tout la lutte pour l'avant-garde du prolétariat. Maintenant que cette partie de notre programme est plus ou moins résolue, un nouveau problème plus important et plus sérieux se pose : comment faut-il conquérir maintenant la majorité de la classe ouvrière? La tactique du front unique intervient naturellement dans cette période.

Lénine a dit en 1920 (que les camarades américains soient particulièrement attentifs) : « Si dès à présent, en Russie, après deux ans et demi de victoire inouïe sur la bourgeoisie de la Russie et de l'Entente, nous posions aux syndicats

comme condition à leur adhésion « la reconnaissance de la dictature », nous ferions une sottise, nous détruirions notre influence sur les masses, nous aiderions les menchéviks. Car toute la tâche des communistes est de savoir *convaincre* les arriérés, de savoir travailler *parmi* eux et de ne pas se *séparer* d'eux en imaginant des mots d'ordre « de gauche » enfantins ». (N. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XVII, p. 145. Edition d'Etat, 1923.)

Nous sommes en ce moment dans une période où il est particulièrement important que nous soulignions non pas tant ce qui sépare les ouvriers communistes des ouvriers social-démocrates, que ce qui les unit comme membres d'une seule et même classe. Maintenant que nous avons conquis une partie de l'avant-garde et que nous avons devant nous un problème plus élevé : la nécessité de conquérir la majorité de la classe ouvrière, nous devons à tout prix nous libérer des mots d'ordre « enfantins de gauche », comme le disait Lénine. A présent que les partis communistes se sont cristallisés, ils doivent savoir faire état, au sein de la masse ouvrière, de ce qui nous rapproche de cette masse, et, en particulier, des ouvriers social-démocrates.

Naturellement, l'accomplissement de cette tâche ne signifie en aucun cas que nous abandonnons la lutte contre « leur » *avant-garde* social-démocrate (je souligne le mot *avant-garde*, car les chefs de la social-démocratie, c'est le détachement avancé de la bourgeoisie dans le camp ouvrier), cela ne signifie pas que nous abandonnons la lutte contre les leaders contre-révolutionnaires de la social-démocratie.

« ...Si le parti révolutionnaire — dit Lénine — n'a pas la majorité dans les détachements avancés des classes révolutionnaires et dans le pays, il ne peut être question de soulèvement. » (N. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XIV, II° partie, p. 255, Moscou, Edition d'Etat.)

Nous n'avons pas encore cette majorité. La tâche principale d'aujourd'hui est de travailler sans relâche pour la conquérir.

Nous sommes en ce moment à une époque où nous devons savoir aider les grandes masses travailleuses à acquérir leur propre expérience politique. Notre tâche consiste à mener pas à pas et plus avant les masses ouvrières. Elle consiste à travailler de sorte que l'avant-garde ne se détache pas des masses et ne cesse pas, en même temps, d'être une avant-garde.

Nous avons conquis une partie de l'avant-garde. C'est déjà beaucoup. C'est une grande victoire, c'est un pas sérieux en avant. Mais ce n'est pas encore la conquête de la majorité. Nous pensions auparavant que nous obtiendrions la victoire en quelques années. Mais il faut plus de temps. Dans certains pays, nous avons déjà conquis environ la moitié de la masse ouvrière, la majorité dans de rares cas. Tout l'art de notre tactique doit consister à nous rapprocher des grandes masses ouvrières, y compris les ouvriers social-démocrates, et à montrer en même temps ce qui nous distingue des dirigeants embourgeoisés de la social-démocratie.

La Conférence d'organisation auprès de l'I. C. au sujet des méthodes à employer pour gagner les grandes masses

La Conférence d'organisation, qui a eu lieu avant l'ouverture de notre Plénum, aura, d'après moi, une signification importante pour la réalisation de notre première tâche, pour une meilleure union de l'avant-garde, pour sa cohésion dans l'organisation. La cohésion organisée de l'avant-garde nous est indispensable pour pénétrer les masses ouvrières d'une façon aussi organisée que possible, d'un mouvement régulier. Il nous faut un parti fort et d'une grande cohésion organisée, mais il nous faut posséder également une grande souplesse. La conférence d'organisation a confirmé à l'unanimité que la cellule de base du Parti communiste doit être la cellule de fabrique et d'usine. C'est intangible. Le Parti communiste ne peut avoir un fondement autre que celui-ci. En même temps, la Conférence d'organisation a reconnu que nous devions faire montre d'une souplesse suffisante, là où c'est nécessaire, que nous devions savoir compléter cette forme par d'autres formes d'organisation. C'est maintenant la cellule de rue, mais il peut arriver qu'à un certain moment d'autres formes d'organisation soient nécessaires. Nous ne devons pas nous ossifier. Nous devons tenir compte des particularités concrètes de chaque pays, de chaque ville, de chaque profession.

Le camarade Kuusinen vous présentera la résolution sur les nouvelles formes et méthodes à employer par le Parti communiste pour gagner les grandes masses d'une façon organisée. Je pense que ces propositions seront un complément de valeur à la résolution du III° Congrès mondial sur la question d'organisation — résolution que Lénine a tout particulièrement approuvée et propagée. Pendant ces dernières années, nous avons réussi à nous appuyer sur différentes organisations sans parti qui ont été d'une grande utilité au mouvement ouvrier international, par exemple, le S. R. I., le S. O. I., etc., etc... Mais, maintenant, il est possible de former de nouvelles organisations de ce type. La résolution qui vous est soumise cite les nouvelles organisations sans parti de ce type.

En premier lieu, les communistes doivent accorder leur appui à toutes les organisations de masses qui nous sont sympathisantes, au S. R. I. Il est également de première importance que les communistes participent au travail des organisations qui, telles que le S. O. I. se sont développées comme organisations sans parti indépendantes et englobent en ce moment de grandes masses ouvrières.

Dans un temps prochain, les unions pour la lutte contre la guerre et les organisations de protestation contre le joug colonial et l'asservissement des peuples d'Orient seront, dans beaucoup de pays, des organisations sympathisantes.

Dans les pays où les masses ouvrières et paysannes ont de vives sympathies pour la Russie Soviétiste (particulièrement en liaison avec les campagnes pour l'envoi de délégations ouvrières chez nous) des sociétés des amis de la Nouvelle Russie peuvent être d'une grande importance. Selon les circonstances, les organisations de secours mutuel prolétarien peuvent trouver une grande adaptation parmi les masses et avoir pour ce motif une grande influence (comme, par exemple, en Allemagne, l'Union Rouge des Anciens Combattants). A part cela, il est utile d'organiser, dans différents pays, de petites organisations sympathisantes, comme des clubs ouvriers, des maisons du peuple, des associations ouvrières d'étude et des associations d'étudiants, etc...

Dans de nombreux pays capitalistes, un moyen pratique et réel pour renforcer et développer l'influence communiste sur les masses serait de développer sur une grande échelle un service d'édition formellement sans parti, d'une part, à l'aide des organisations de masses sympathisantes, d'autre part au moyen de maisons spéciales d'édition.

Je présume que toutes ces indications concrètes, quoique élaborées d'une façon insuffisante, auront pour vous une grande signification. Il est parfois plus important pour nous de créer une organisation sans parti sympathisante, que d'adopter des dizaines de thèses. Maintenant que nous avons conduit en partie l'avant-garde prolétarienne, il est nécessaire que nous construisions des ponts — autant que possible des ponts solides et nombreux — qui mènent de l'avant-garde aux grandes masses, à toute la classe. Où c'est possible, on doit faire cela légalement ; sinon, que ce soit illégalement.

Travail dans l'Armée

Ces derniers temps nous avons quelque peu délaissé l'agitation dans les armées bourgeoises.

A côté du petit et humble travail, à côté de nos préoccupations au sujet des besoins quotidiens de l'ouvrier et de sa famille, à côté de notre capacité pour utiliser chaque possibilité pour l'union des masses, nous ne devons pas oublier des tâches aussi importantes que celle de la propagande dans l'armée. Evidemment, ce dernier travail exigera de sérieux sacrifices, mais nous ne pourrons pas remplir notre devoir révolutionnaire sans cela.

Les thèses proposées qui, je l'espère, seront adoptées à l'unanimité, après que nous y aurons apporté certains amendements proposés par les partis frères, résolvent avec justesse le problème de la construction de nouveaux ponts qui ouvrent la voie de l'avant-garde aux masses, après la conquête de cette avant-garde. C'est là le travail essentiel de notre Plénum.

II. — LA TENDANCE D'EXTREME GAUCHE DE BORDIGA

Deux déviations

A notre Plénum, comme toujours, un rôle important est joué par la lutte contre deux déviations : celle de droite et celle d'extrême gauche. Visiblement, nous n'éviterons pas encore durant une certaine période, la lutte contre ces deux déviations. Dans *La Maladie infantile de gauche*, Lénine dit : « L'anarchisme est souvent un genre d'expiation pour les péchés opportunistes du mouvement ouvrier. Les deux monstruosités se complètent l'une l'autre. » (N. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XVII, p. 125, Moscou. Edition d'Etat, 1923.)

Ces paroles de Lénine peuvent nous servir de fil conducteur pour écarter les dangers d'extrême gauche et de droite Qui est, en somme, l'extrême gauche? L'extrême gauchiste conséquent jusqu'au bout, s'il existe en général, c'est l'anarchiste ou le quasi-anarchiste. Celui qui est de droite, conséquent jusqu'au bout, c'est l'opportuniste. Ces deux déviations, ces deux altérations du marxisme, comme dit Lénine, se complètent. Souvent l'anarchisme fut une expiation pour les péchés opportunistes, et vice versa. Les partis qui n'ont pas su mener une lutte décisive contre la déviation anarchiste payaient infailliblement un tribut aux altérations de droite, et inversement.

Maintenant que nous avons une organisation communiste mondiale suffisamment forte et unie, il ne peut y avoir, dans nos rangs, d'anarchistes et d'opportunistes nettement exprimés. Mais au début des travaux de l'I.C., il en était tout autrement. Nous avons admis sciemment à l'I. C., certains anarchistes et syndicalistes (par exemple, le Parti communiste ouvrier d'Allemagne adhérait à l'I. C. en qualité de parti sympathisant). Nous faisions cela sous l'instigation de Lénine, considérant qu'à la fin de la guerre, lorsque de nouveaux courants se formaient dans le mouvement ouvrier international, les hommes qui étaient sincèrement contre la guerre impérialiste et pour une action internationale du prolétariat, devaient avoir la possibilité d'adhérer à l'I. C. En même temps, nous menions des pourparlers avec les social-démocrates indépendants, c'est-à-dire les social-démocrates qui s'étaient détachés de la social-démocratie officielle. Mais l'I. C. dut très rapidement élaborer les vingt et une conditions, qui restent en vigueur jusqu'à présent. Tout le développement ultérieur de l'Internationale Communiste se caractérise par une épuration progressive de nos rangs et notre transformation en partis strictement bolchéviks.

Le camarade Bordiga nous dit : « Voici déjà toute une année que nous bolchévisons les partis : nous devons faire le bilan de ce travail et nous verrons qu'il n'est guère réjouissant. » Visiblement, le camarade Bordiga estime qu'une année, c'est une longue durée pour la bolchévisation de plusieurs dizaines de partis communistes. Je ne pense pas comme lui. Personne parmi nous n'escomptait que nous pourrions bolchéviser nos partis dans le délai d'une année. Ou nous comptons déjà six années dans l'histoire de l'I. C., et les tâches de la bolchévisation sont loin d'être remplies.

Donc, camarades, nous devons nettement comprendre avant tout que les déviations d'extrême gauche et de droite se complètent et s'alimentent mutuellement, que ce n'est qu'en menant une lutte contre ces deux altérations que nous pourrons prendre une véritable ligne marxiste et léniniste. Qui est-ce qui a réellement le droit d'intervenir contre les extrême-gauchistes et qui peut faire cela avec succès pour le marxisme? Seulement celui qui lutte réellement à la façon de Lénine contre le danger de droite. D'autre part, qui a le droit et qui peut, avec profit pour le marxisme, lutter contre les déviations de droite? Seulement celui qui sait lutter, à la façon de Lénine, contre les erreurs de l'extrême gauche.

Schoenlanck, dernièrement exclu du P. C. A., a écrit, peu avant son exclusion, dans un article-profession de foi : « Selon moi, les erreurs que le C. E. de l'I. C. attribue à la direction de gauche du Parti, qui a fait faillite, sont le résultat d'une politique inexacte menée durant plusieurs années par l'Internationale. L'I. C. a fait sienne trop tard la politique adaptée aux nouvelles conditions produites par l'affaiblissement de la lutte révolutionnaire. Une partie de la classe ouvrière qui est à l'avant-garde du mouvement ouvrier, qui est la plus enthousiaste et qui a le plus de volonté pour la lutte, est habituée aux combats et préfère le champ de bataille au travail ennuyeux de tous les jours. L'I. C. a trop longtemps tenu compte de ces tendances d'extrême gauche. Les tentatives du IIIe Congrès mondial d'en finir une fois pour toutes avec cette idéologie pseudo-révolutionnaire, dépassée par l'histoire, n'ont pas réussi, parce que la situation d'alors des partis communistes ne leur permettait pas de surmonter une résistance interne. En partant de ce point de vue, la scission de Halle du parti socialiste indépendant d'Allemagne ne fut pas une erreur politique, car l'adhésion en masse de ce parti donna une forte poussée au mouvement ouvrier révolutionnaire. »

On dit que Schoenlanck est un convaincu à sa façon et un honnête garçon, mais sa « lutte » contre l'extrême gauche est inacceptable pour nous. Il lutte contre l'extrême gauche afin de pouvoir rester social-démocrate lui-même. Les Schoenlanck n'ont pas le droit de lutter contre l'extrême gauche. Intervenir contre eux ne signifie pas encore que l'on est soi-même marxiste et léniniste. Non. Certains interviennent contre les erreurs de l'extrême gauche, afin de pouvoir commettre des erreurs de droite aussi nuisibles.

L'anarchie et l'opportunisme sont les deux faces différentes d'une seule et même médaille. L'anarchisme est dans son genre une expiation de l'opportunisme, et l'opportunisme n'est parfois qu'un châtiment de l'anarchisme.

Camarades, qu'observons-nous sous ce rapport à notre Plénum Elargi du C. E. de l'I. C.? Les extrême gauchistes sont richement représentés chez nous, sous toutes les nuances de l'arc-en-ciel, pourrait-on dire. La droite est plus pauvrement représentée à cette conférence, mais cela ne signifie pas que le danger de droite soit moindre en général pour l'I. C.

Cette fois, une certaine partie de l'extrême gauche a ceci de commun avec la droite, qu'elle ne s'exprime pas ouvertement. La majorité des extrême gauchistes qui se sont attachés à démontrer (à l'exception peut-être du camarade Bordiga) qu'ils ne sont pas de l'extrême gauche, que cette déviation leur est inconnue, qu'ils s'en désintéressent complètement, etc... En un mot, « ce n'est pas moi, ce n'est pas mon cheval, et je ne suis pas cocher ». Exception est faite, comme nous l'avons déjà dit pour le camarade Bordiga, qui marche plus hardiment au combat et tente de défendre ses points de vue périmés.

Il existe en ce moment, en Allemagne, trois groupements d'extrême gauche (ou sous-groupes). L'extrême gauche existe aussi en Pologne et en Norvège. Certains de ces camarades seraient visiblement disposés à réparer leurs erreurs. A ces camarades, nous dirons : un pécheur repentant procure plus de joie que dix justes.

Mais la droite, ne nous menace-t-elle pas en ce moment?

En France, nous avons actuellement un sérieux danger de droite — cette question sera encore l'objet d'une discussion spéciale. Durant notre Plénum du C. E. de l'I. C., nous avons reçu de Tchécoslovaquie de nouveaux documents qui nous incitent à proposer une résolution spéciale contre les éléments de droite dans ce pays. Même chose pour la Norvège. Nous avons reçu tout dernièrement des matériaux qui nous montrent que certains communistes norvégiens influents tombent en plein dans la tendance des liquidateurs, au sens propre de ce mot : ils sont prêts à liquider notre propre Parti. Le danger de droite existe également dans notre Parti espagnol, à la tête duquel se tient une aile droite nettement exprimée et travaillant de concert avec Souvarine. Les dangers de droite existent également en Hollande.

Nous avons affaire, par conséquent, à deux déviations déterminées. Ceci est indiscutable. Mais il y a un autre stade de développement. Il s'agit, en somme, de savoir déterminer exactement, dans chaque pays, séparément, le poids de chacune de ces déviations, laquelle d'entre elles est la plus dangereuse dans la situation donnée, en tenant compte du rapport effectif des forces et de la marche des événements politiques.

Les vues du camarade Bordiga

Examinons plus attentivement les vues du camarade Bordiga. J'ai lu avec attention tout ce qui a été écrit par lui ces derniers temps. Sa brochure sur Lénine, écrite en langue italienne, est un document dans lequel se reflètent tous les côtés faibles de l'auteur. Ensuite vient son « fameux » article sur les dangers opportunistes de l'I. C. Puis, c'est son projet de résolution sur l'activité du Parti italien, projet proposé dernièrement au Congrès du P. C. I. et rejeté par

lui. Ce sont, enfin, les deux discours du camarade Bordiga prononcés à notre Plénum.

Dans le second de ces discours, il reconnait qu'il a peu de partisans, même en Italie. Mais il se console à la façon d'un de ses disciples qui lui a dit : « Nous agirons comme les Juifs : si nous subissons une défaite en Italie, nous nous consolerons en pensant que les Juifs sont faibles en Palestine, mais sont forts dans d'autres lieux. » (*Rires*).

Ainsi, le camarade Bordiga reconnait lui-même que sa tendance a peu d'adeptes en Italie, mais qu'elle est forte dans d'autres pays. Une simple question : où donc ? C'est un vrai rébus. Ce serait vraiment bien si le camarade Bordiga nous en trouvait la solution. Si le camarade Bordiga voulait dire par là que ses vues d'extrême gauche prennent de l'influence dans les autres partis, il me semble alors qu'il se trompe sérieusement. Les points de vue d'extrême gauche, au contraire, se meurent peu à peu dans les autres partis. Pourquoi ? Ce n'est pas parce que les gens qui sont à la tête du courant d'extrême gauche ne sont pas honorables, mais parce que leurs erreurs sont démontrées et prouvées par la marche même du mouvement ouvrier dans toutes les questions essentielles. Elles ont fait leur temps.

Le camarade Bordiga demande qu'on le juge sur ses véritables opinions et non pas sur celles qu'on lui attribue. Dans son discours, il a dit : « Je sais que je ne suis pas très beau, mais pourquoi le camarade Boukharine a-t-il eu besoin d'altérer mon portrait? » Essayons donc de dessiner le portrait politique du camarade Bordiga, conformément à l'original. J'ai noté sept points d'après lesquels il me semble que l'erreur du camarade Bordiga est entièrement prouvée. On pourrait probablement trouver soixante-dix-sept points semblables. Mais limitons-nous aux principaux.

Le premier d'entre eux, c'est le parlementarisme. Le premier combat entre Bordiga et Lénine eut lieu en cette salle au II° Congrès mondial de l'I. C. sur la question : Est-il admissible pour les communistes d'utiliser le parlementarisme dans des buts révolutionnaires ? N'est-il pas clair maintenant que notre camarade Bordiga était dans son tort et que l'I. C. avait raison. Le camarade Bordiga estimait alors que la principale ligne de partage entre lui et nous était précisément la question du parlementarisme révolutionnaire. N'est-il pas clair que le camarade Bordiga a commis là une grande erreur?

Second point : le Parti communiste doit-il être un parti de masses ou un petit parti de « purs » (en réalité, une secte) ? La tendance du camarade Bordiga consistait en cette dernière éventualité. Cela s'explique, en particulier, par sa position vis-à-vis des maximalistes italiens, etc... Je demande : est-ce que le mouvement italien n'est pas un exemple pour toute l'Internationale et ne prouve pas maintenant que le camarade Bordiga était dans l'erreur et que nous avions raison? Dans quelle position serions-nous maintenant, si nous ne nous étions pas proposé dès le début de créer à tout prix des partis communistes de masses? L'I. C. ne serait en ce moment qu'une secte dans aucune influence.

Le troisième, c'est la question paysanne. Question d'importance à laquelle le camarade Bordiga n'a pas suffisamment apporté d'attention. Il s'est exprimé ici à ce sujet et la position prise par lui était complètement antiléniniste. Le développement suivi par différents partis — le Parti italien n'occupe pas la dernière place — a confirmé l'exactitude de notre solution léniniste de la question paysanne.

Quatrième point : les fameuses thèses de Rome élaborées par notre camarade Bordiga. Elles reflètent complètement ses vues essentielles. Ce sont ses tables de la loi, la philosophie de sa tendance. Je parie un contre cent, camarades, que, dans ces thèses n'importe quelle commission, même la plus bienveillante envers Bordiga, ne trouvera pas une ligne exacte. Déjà quatre années se sont écoulées depuis l'élaboration de ces thèses. Les événements de tous les pays, et en particulier d'Italie, en sont une brillante réfutation. C'est un problème pour moi que le camarade Bordiga ne comprenne pas cela. Car il ne le comprend pas. Il reste « toujours dans la même position ».

Le cinquième point, c'est la tactique du front unique. Ici, le camarade Bordiga n'a pas une position bien nette, mais en général on peut dire qu'il est sans aucun doute, un adversaire de la tactique du front unique. Nous avons maintenant suffisamment d'expérience pour prouver que, dans cette question, c'est l'I. C. qui avait raison et non pas le camarade Bordiga. Prenons, par exemple, l'Angleterre. Le poids du mouvement ouvrier anglais est énorme. Quels sont les résultats de l'application du front unique en Angleterre durant deux années? Il est clair, même pour un aveugle, que c'est cette tactique seule qui a permis aux communistes anglais d'accéder aux masses. Le mouvement ouvrier anglais a un rôle historique mondial à remplir. Marx et Engels n'ont pas réussi à établir l'influence du marxisme *sur les masses*. Pour la première fois, c'est l'I. C. qui a eu accès dans les masses en Angleterre. Grâce à la tactique du front unique, sans aucun doute. Je ne parlerai pas de l'expérience des autres pays ; j'affirme que l'exemple anglais est suffisant pour réfuter les raisons du camarade Bordiga contre la tactique du front unique.

Le sixième point, c'est la question des cellules de fabriques et d'usines en tant que base pour le Parti communiste. Dans l'un de ses discours à ce Plénum, le camarade Bordiga a dit : « Je ne suis pas l'adversaire des cellules en général, mais les questions politiques doivent être discutées non pas par les cellules de fabriques et d'usines, mais par les assemblées générales des membres du Parti. » Je ne me représente pas bien cette position. Est-ce que le camarade Bordiga pense réellement que les cellules de fabriques et d'usines, agissant dans les profondeurs des masses, ne doivent pas discuter les question politiques? Quel point de vue sur la cellule, sur l'usine, sur la masse ouvrière ! La cellule n'est une cellule communiste sérieuse que si elle sait entraîner la masse ouvrière de l'usine dans la vie politique. D'autre part, est-ce que jamais nos partis ont objecté contre la large discussion de problèmes politiques par plusieurs cellules assemblées ? Peut-être qu'en Italie, est-ce provisoirement impossible, parce que le Parti est illégal. Où donc et par qui, camarade Bordiga, avait-il été interdit d'organiser des réunions de cellules? Naturellement, il n'y eut jamais de décisions pareilles.

Beaucoup de choses écrites par le camarade Bordiga, en particulier la brochure et l'article que j'ai cités et principalement le projet de résolution, témoignent d'une toute autre conception de sa part concernant le rôle du Parti. De là provient qu'il a une attitude négative vis-à-vis des cellules d'usines et de fabriques en tant que cellules de base du Parti communiste. En reconnaissant à ces cellules le droit d'existence, mais en étant contre la discussion des questions politiques en leur sein, vous faites montre d'une tendance nettement non marxiste. Il me semble, pourtant que le camarade Bordiga commence à capituler sur la question des cellules. On ne pourrait que s'en réjouir.

Le septième point est exclusivement italien : ce sont les rapport envers l'ancienne fraction de la « III° Internationale » (Tertsini). Beaucoup parmi vous se rappellent, probablement, la lutte acharnée que Bordiga menait contre la fusion de notre Parti avec la fraction de la « III° Internationale », qui s'était détachée des maximalistes. Bordiga craignait que nous ne délayions ainsi le Parti en y introduisant des éléments instables. Dans un de ses articles, Bordiga dit qu'il a appris de source certaine que Lénine était, au IV° Congrès, l'adversaire de la position prise par ce Congrès dans la question des maximalistes. C'est faux, Bordiga écrit : « J'ai des données qui confirment cela, mais je ne veux pas m'en servir. » Mais, en les évoquant, le camarade Bordiga a donc déjà utilisé ces « données ». C'est pourquoi il serait très désirable que ces « données » soient communiquées à toute l'I. C. Moi, et tous les autres camarades russes, nous savons parfaitement que toute la politique concernant la question italienne, comme celle de tout le IV° Congrès, d'ailleurs, a été menée en parfait accord et avec l'assentiment de Lénine.

Nous demandons : quels sont les points de vue qui se sont confirmés dans cette question? Evidemment, les nôtres et non ceux du camarade Bordiga. Est-ce que le groupe de la « III° Internationale » ne fait pas corps actuellement avec le Parti ? N'avons-nous pas acquis de cette façon des forces valeureuses? Ne nous aident-ils pas à briser les maximalistes et les réformistes ?

Je crois que ces sept points sont suffisants pour prouver que le camarade Bordiga est dans son tort.

Le camarade Bordiga au sujet du léninisme et du parti

Dans ses ouvrages théoriques qui traitent du léninisme, le camarade Bordiga se dédouble et aboutit souvent à la négation du léninisme dans des questions très importantes. Ainsi, par exemple, le camarade Bordiga déclare, dans l'un de ses articles : « A quoi bon imaginer un léninisme particulier ? » Il écrit aussi :

« A la base de notre mouvement, se trouve un système théorique qui est une doctrine accomplie : il s'agit du marxisme, du matérialisme historique qui, dans la personne de Lénine, a eu l'un de ses partisans les plus énergiques. Il n'est pas besoin, et Lénine aurait trouvé cela d'autant moins nécessaire, de lui donner le titre de léninisme. Mais quels étaient les rapports entre Lénine et ces systèmes ? S'il avait été un révisionniste, il aurait été exact de changer la dénomination de marxisme et de communisme par léninisme et bolchévisme. Mais Lénine n'était pas un révisionniste, et il combattait fièrement contre les révisionnistes de toutes écoles. Il leur niait le droit d'user du nom et des traditions de Marx et prouvait cela par des raisons acerbes. Il défendait son orthodoxie par des arguments pris dans l'histoire vécue et par un raisonnement détaillé et logique des maîtres, en analysant toutes les nuances et les détours des textes, dont le contenu était confirmé par l'histoire intérieure. » (« Le danger opportuniste de l'Internationale », article de A. Bordiga dans l'*Unita*, 30 septembre 1925.)

Au premier abord, cela paraît spirituel. Evidemment, Lénine était marxiste, il ne « revisait » pas et ne « rectifiait » pas Marx. A quoi bon ce terme nouveau : léninisme?

Désirant être strictement objectif devant la position prise par le camarade Bordiga, je dois dire ici même qu'il a déclaré autre part, qu'à son avis, le marxisme et le léninisme sont identiques. Mais lorsque le camarade Bordiga commence à énumérer les points du léninisme avec lesquels il n'est pas d'accord, l'énumération en est si longue, qu'involontairement, on se demande ; mais en quoi est-il d'accord avec lui? Tout d'abord, notre camarade Bordiga n'est pas satisfait par le côté tactique du léninisme. Néanmoins, c'est un des côtés les plus forts et les plus riches du léninisme. On savait déjà que le camarade Bordiga n'est pas d'accord sur beaucoup de points sur le léninisme, par exemple, sur des questions aussi essentielles que celles du rôle de l'organisation du Parti et celle du front unique. Voilà pourquoi le camarade Bordiga n'aime pas employer le mot léninisme et l'estime superflu.

Prenez la définition du Parti, donnée par le camarade Bordiga. D'après lui, le Parti n'est qu'une union de disciples, de gens liés par un système commun de vues. Naturellement, c'est là des indices du Parti. Naturellement, le Parti cherche à unir les hommes qui sont d'accord avec son programme, qui ont des opinions communes, etc... Mais le camarade Bordiga perd de vue l'essentiel, la dialectique vivante des rapports réciproques des partis et des classes. Il oublie que le Parti n'est rien d'autre qu'une partie de la classe ouvrière, sa partie avancée, son avant-garde, son détachement de tête. Il ne remarque pas toute l'action réciproque, vivante et compliquée qui existe entre la classe ouvrière et son avant-garde. Il ne comprend pas ce que Lénine a écrit sur les rapports réciproques du Parti et de la masse, de la masse et de la classe. Il oublie que souvent l'ouvrier adhère à notre Parti sans avoir ce que l'on pourrait appeler une conception conséquente de l'univers. Il est incapable de se représenter les causes et les circonstances qui produisent le flux et le reflux dans nos partis. Selon sa conception, les membres du Parti sont des « disciples » au sens académique de ce mot.

Jetez un coup d'œil sur ses raisonnements sur la bolchévisation. Est-ce que le camarade Bordiga ne répète pas ici les erreurs de la droite. Il dit : « Voici une année entière que vous procédez à la bolchévisation; où sont donc vos partis bolchéviks? »

Une telle façon de poser la question est absolument fausse. Elle prouve que le camarade Bordiga est, comme auparavant, loin du léninisme. Pensez-vous réellement, camarade Bordiga, que l'I. C. puisse se bolchéviser en une année ? Nous disons que l'on peut se bolchéviser toute son existence, car nous savons que la bolchévisation est un processus compliqué. Même le P. C. de l'U. R. S. S. n'a jamais affirmé qu'il était bolchévisé à 100 %. Pourtant, il existe depuis un quart de siècle en tant que Parti bolchévik. Peut-on espérer que, dans la situation des plus difficiles dans laquelle vivent et se développent les partis communistes, ils peuvent se bolchéviser à 100 % dans le courant d'une année ?

Nos partis se bolchévisent-ils ?

Mais le camarade Bordiga ne peut pourtant pas nier que différents partis ont obtenu de sérieux succès sous ce rapport. Prenons, par exemple, le Parti tchécoslovaque. Comparez ce qu'il est à présent avec ce qu'il était deux, trois ans auparavant. N'a-t-il pas avancé dans la voie de la bolchévisation? Sans aucun doute, c'est actuellement un parti bolchévik à un degré plus fort qu'auparavant. Il y a trois ans, on avait encore des doutes et l'on se demandait si l'on pouvait, si l'on devait créer un parti communiste unique, sans distinction de nationalités. A présent, il ne viendra à l'esprit de personne de douter de cela.

Jetez un regard sur le P. C. français. Il subit actuellement des difficultés assez grandes. Les adversaires de P. C. aiment bien ironiser à son sujet et disent : « En voilà un parti bolchévik! »

Que les ennemis de l'I. C. raillent, c'est compréhensible. Mais le camarade Bordiga n'est pas un ennemi de l'I. C. Comparez, camarade Bordiga, la situation dans le P. C. français avec ce qu'elle était il y a trois ans. A cette époque, il y avait des gens, comme Frossard, Ernest Lafont, etc., qui parlaient au nom du Parti français. Dans le fond, le Parti se trouvait alors encore entre les mains des leaders social-democrates. Et que représente en ce moment le P. C. français? En réalité, c'est un parti ouvrier sain, qui ne s'est pas encore forgé une direction suffisamment uniforme et forte (ce qui aura lieu pourtant prochainement). Nous savons parfaitement que nous n'éviterons pas des crises dans l'avenir. Mais pouvions-nous penser, il y a deux, trois ans, que le P. C. français se comporterait d'une façon aussi ferme, aussi bolchévique et magnifique dans la question de la guerre coloniale qu'il l'a fait vis-à-vis de la guerre du Maroc? Que sont devenues ces tendances pacifistes, qui étaient alors si fortes dans le P. C. français? Il n'en n'est resté aucune trace. Naturellement, aucun de nous n'affirmera que le P. C. F. s'est bolchévisé à 100 %. Il n'a pas eu une seule fois à subir de grands combats, ce qu'il ne faut pas oublier. Le véritable essai des forces commencera lors de combats violents. Le P. C. F. n'a pas encore obtenu de grandes victoires et n'a pas passé par le creuset des grandes défaites. Il ne participe pas encore à la guerre civile. Les camarades français se rendent parfaitement compte de cela. Mais est-ce une raison suffisante pour qu'un membre de l'I. C. déclare avec dédain : « Qu'est-ce que c'est que ce parti bolchévik en France, et quelle bolchévisation effectuons-nous depuis toute une année? » Est-il bien que le camarade Bordiga fasse écho, jusqu'à un certain point, à Souvarine?

Prenons encore le P. C. anglais. Ce parti est encore petit, mais ne se bolchévise-t-il pas ? Peut-on comparer le P. C. anglais actuel avec ce qu'il était il y a quelques années? N'a-t-il pas fait un pas gigantesque en avant? N'est-ce pas maintenant un parti ouvrier sain? N'a-t-il pas appris à appliquer les principes léninistes pour gagner les masses de la classe ouvrière anglaise, dans un enchevêtrement social si compliqué? Peut-il être l'objet des railleries de la part d'un véritable communiste?

Ou bien, prenons le Parti suédois. Ce n'est pas un parti mondial. La Suède est un pays relativement retiré. Mais est-ce que notre P. C. suédois n'a pas su rejeter Hoeglund qui était un leader du Parti, avec un passé satisfaisant, et un nom connu, [illegible] droite, est-ce que le P. C. n'a pas su gagner les grandes masses? Rappelez-vous au moins la conférence de Hetteborg qui a eu lieu dernièrement. N'est-ce pas maintenant un parti ouvrier sain? Il y a pourtant à peine un an et demi, on nous déclarait : si Hoeglund part, que restera-t-il du P. C. suédois?

Maintenant, jetez un regard sur l'histoire du P. C. italien. N'a-t-il pas passé les étapes les plus dures? N'a-t-il pas eu à surmonter trahison sur trahison? Sa situation n'était-elle pas désespérée devant l'offensive du fascisme? La route du P. C. italien fut pénible. Tout d'abord, tout le parti socialiste italien, y compris Seratti, adhéra à l'I. C. Ensuite, eu lieu la première scission. Ensuite, la défection de Seratti. Ensuite, la défaite, la prise des fabriques et des usines, puis le coup d'Etat fasciste. Malgré tout cela, nous avons main-

tenant en Italie un parti fort, uni, organisé, qui lutte contre le fascisme et gagne peu à peu la masse ouvrière. Notre Parti italien est devenu un parti de masses. Voyez l'influence qu'il a dans tous les centres ouvriers. Il devient plus fort que les deux autres partis (ouvriers) en Italie. Il a subi toutes les phases de la terreur blanche. Et nous pouvons dire en ce moment : le fascisme ne peut pas étrangler notre Parti. Il a tout essayé, mais sans résultat. Le Parti a fusionné avec les masses. Il est évident que le fascisme peut tuer encore nos camarades par centaines, mais tuer le P. C., personne ne le pourra.

Enfin, prenons le P. C. allemand. Une des sections les plus importantes de l'I. C., après le P. C. de l'U. R. S. S. Evidemment, il n'est pas interdit aux ennemis de l'I. C. de se réjouir des crises que subit le P. C. A. Deux fois, la direction fut changée. Il y eut de grandes complications. Mais comparez le développement du P. C. A. avec celui des bolchéviks russes après 1905. Notre défaite de 1905 peut être parfaitement comparée à la défaite allemande de 1923. Lénine était à la tête de notre Parti ; malgré cela, une lutte pénible eut lieu durant plusieurs années au sein de notre Parti. Il y eut de graves crises, il y eut des scissions, des défections, et ce n'est que peu à peu que le Parti se bolchévisa. Vous ne croyez pas vraiment que le Parti russe soit devenu bolchévik en une année. Plusieurs années pénibles ont passé après la défaite de 1905 et avant que le Parti ait redressé la tête. Le P. C. allemand n'a pas son Lénine. Ses meilleurs leaders ont été tués. Son ennemie, la grosse bourgeoisie organisée, qui est soutenue par le capital américain, est forte et agile. Malgré tout, n'y a-t-il rien d'autre dans le P. C. A. que des fautes, des malaises, des crises ? Nous ne fermons pas les yeux sur ces fautes. La situation est difficile, mais, malgré toutes les difficultés, notre P. C. allemand peut se bolchéviser et se bolchévise.

Donc, railler la bolchévisation, s'étendre sur ce que, en une année, nous n'avons pas mis encore fin aux crises, faire des déductions comme en fait le camarade Bordiga, c'est se tromper lourdement.

Un optimisme sans bornes serait naturellement déplacé. Nous n'avons pas besoin de nous tromper. Nous devons parler franchement des crises et des malaises existants. Il faut dire franchement que la démocratie intérieure du Parti boite fortement. C'est ce que nous faisons. Mais un pessimisme noir, des railleries envers la bolchévisation ne témoignent pas en faveur du camarade Bordiga.

Le régime intérieur du parti

Le camarade Bordiga a parlé ici du régime intérieur du Parti. C'est une question très délicate. J'aurai encore l'occasion d'en parler avec plus de détails. Il a bien fait de poser cette question. Il faut parler franchement de ce qui est défectueux chez nous, pour pouvoir y remédier.

Le camarade Bordiga a dit ici qu'il était nécessaire de retourner la pyramide. Il eût été préférable que le camarade Bordiga se soit exprimé clairement. Nie-t-il, en général, la nécessité d'une Internationale centralisée ? Estime-t-il que le centralisme qui existe chez nous soit excessif ? Pense-t-il que la direction de l'I. C. ne doit pas appartenir au Parti russe, ou pense-t-il que cette direction doit appartenir au P. C. russe, mais qu'elle doit se trouver entre les mains d'autres camarades russes ? Ces questions peuvent et doivent être discutées ouvertement.

Je ne nie pas qu'en fait de centralisation, l'I. C. a parfois commis des erreurs. Nous avons déjà reconnu cela, lorsque la question sur la centralisation était posée en liaison avec la discussion avec Tranmael. « Recentraliser », « réadministrer », voilà un sérieux danger pour une organisation internationale. Si vous voulez, mettons-nous à rectifier ces erreurs et « excès ». Peut-être que le camarade Bordiga estime que le Parti russe ne doit pas avoir une influence si exclusive dans l'I. C. Vous savez que le dernier Congrès de notre Parti (de même que le C. E. de l'I. C., à maintes reprises) a posé la question pour que les autres partis participent également d'une façon plus étendue que jusqu'à présent à la direction collective de l'I. C.

Mais je ne comprends pas du tout ce que le camarade Bordiga a en vue lorsqu'il parle de pyramide. Dans le temps, nous employions dans notre agitation le mot « pyramide », comme symbole de l'autocratie tsariste. Le camarade Bordiga emploie le même terme vis-à-vis de l'I. C. sans le commenter.

Nous avons peu de démocratie au sein de notre Parti. A ce sujet, nous adoptons des résolutions que nous appliquons mal. Le régime au sein de notre Parti laisse trop peu de place pour une véritable auto-activité de la masse des membres du Parti. Ceci est exact. Il est nécessaire de remédier à cela à tout prix. On peut le faire maintenant. Dans les premières années de l'activité de l'I. C., nous mettions le cap sur une guerre civile immédiate, et, en partant de cette perspective, nous posions avec acuité la question du centralisme, de discipline militaire dans le Parti. Malheureusement, notre époque n'est pas encore celle de la guerre civile directe. Cela ne signifie pourtant pas que nous devons abandonner les principes de centralisme et de discipline de fer dans nos rangs. Sans l'un et l'autre, il n'y a pas de partis communistes. Mais les formes peuvent et doivent être adoucies. Nous ne devons pas oublier une seule seconde qu'il ne s'agit pas pour nous d'un simple centralisme, mais de centralisme *démocratique*.

Nous reconnaissons franchement que, dans nombre de nos partis, nous avons exagéré. Il faut établir une véritable démocratie au sein du Parti. Voici déjà deux ans que nous parlons dans presque toutes nos résolutions de principe, de la nécessité de la normalisation. Qu'est-ce que la normalisation ? C'est une véritable application des principes de démocratie au sein du Parti. Cette normalisation, cette démocratie au sein du Parti, n'est pas appliquée dans les partis où elle pourrait et devrait l'être. Il me semble que même le camarade Bordiga ne peut nier le fait que, dans les thèses proposées par nous au présent Plénum, la question de la démocratie au sein du Parti est assez prépondérante.

Mais le camarade Bordiga dit : « Nous adoptons toujours de bonnes thèses, mais la pratique ne vaut rien. »

Nous reconnaissons également qu'il est plus facile d'adopter de bonnes thèses que de les appliquer. Nous ne cachons pas une seule minute, qu'en ce qui concerne la démocratie à l'intérieur du Parti, les choses vont mal. C'est pourquoi nous nous adressons à toutes les sections, à tous les ouvriers communistes, pour leur dire : l'application des décisions de l'I. C. sur les questions de la démocratie à l'intérieur du Parti dépend exclusivement de vous-mêmes, de toute la masse des membres du Parti. Sans attendre qui que ce soit, commencez à appliquer cette démocratie à l'intérieur du Parti, insistez d'une façon organisée avec constance, pour que ces décisions ne restent pas sur le papier.

Il est évident que, dans des pays comme l'Italie, la Pologne, où la situation est si difficile actuellement, où règne tellement la terreur blanche, que l'application de la démocratie à l'intérieur du Parti se heurte à d'énormes difficultés objectives. Mais là où les partis se développent dans des conditions relativement légales, la normalisation est possible, l'application de la démocratie à l'intérieur du Parti se poursuit. Si le camarade Bordiga insistait avec sérieux, avec constance, avec calme, et non pas comme un spectateur étranger, pour que les principes de la démocratie à l'intérieur du Parti soient appliqués, pour que l'I. C. soit dirigée vraiment d'une façon collective, il aurait parfaitement raison. Mais, lorsqu'il raille la bolchévisation, lorsqu'il plaisante le terme de « léninisme », lorsqu'il nie la cellule d'entreprise comme cellule de base du Parti, lorsqu'il lance des phrases énigmatiques sur la pyramide, c'est alors très mauvais. Il n'intervient pas comme un soldat de l'Internationale Communiste, mais comme un observateur étranger, peu bienveillant en outre.

Moscou ou Amsterdam ?

Le manque de dialectique est visible à chaque pas dans la façon dont le camarade Bordiga pose les questions. Prenons, par exemple, la suivante. Le camarade Bordiga déclare qu'il réfute toute notre tactique syndicale (c'est-à-dire la tactique pour l'unité syndicale internationale), car il s'en tient à l'ancien mot : Moscou ou Amsterdam. Voici une façon peu dialectique de poser une question. Avons-nous vraiment abandonné le mot d'ordre : Moscou ou Amsterdam ? Ce mot d'ordre est entièrement maintenu. Autour de lui se mène et se mènera la lutte pendant toute une période historique. Mais la *forme* de la lutte se modifie. Voilà ce que ne comprend pas le camarade Bordiga. Il se figure, probablement, que nous sommes prêts à abandonner l'étendard de Moscou et à adhérer à une Internationale syndicale commune pour abandonner nos points de vue communistes. Le camarade Bordiga ne comprend pas que, si un Congrès commun des

deux Internationales syndicales était convoqué, la lutte sous le mot d'ordre : Moscou ou Amsterdam, c'est-à-dire communisme ou révisionnisme, ne ferait que commencer en réalité. L'alternative : Amsterdam ou Moscou, c'est l'alternative : réformisme ou communisme. Est-ce que vraiment le camarade Bordiga estime que mener des pourparlers avec les gens d'Amsterdam sur la possibilité d'une fusion des deux Internationales, cela signifie trahir son drapeau. Tranquillisez-vous, camarade Bordiga, le drapeau de Moscou, le drapeau du communisme ne tombera pas de nos mains, mais cela ne veut pas dire que nous resterons figés sur place pour répéter seulement : Moscou ou Amsterdam. Comme avant-garde du prolétariat, nous cherchons par différents moyens, à approcher des masses. Nous cherchons à influencer les couches de la classe ouvrière qui suivent encore les réformistes. La lutte historique, Moscou ou Amsterdam, se continuera jusqu'à la victoire complète de Moscou.

Le camarade Bordiga, comme chacun de nous, a le droit de défendre ouvertement ici ses opinions si extrêmes soient-elles Mais il ne nous est pas défendu de répondre. Apprenez, camarade Bordiga, par l'histoire du mouvement communiste, apprenez à comprendre ce qui peut être fait en une année et ce qui ne peut l'être. Etudiez l'histoire du parti bolchévik russe et vous comprendrez alors qu'il n'a réussi à devenir bolchévik qu'à la suite d'une lutte longue, tenace en son sein et en travaillant sur lui-même. Allons, camarade Bordiga, ne nous mettons pas seulement à enseigner à l'Internationale Communiste, mais à apprendre aussi chez elle.

BORDIGA : Pour les raisons que j'ai exposées dans mes deux discours, je vote contre la résolution proposée.

Elle mentionne la nécessité d'un changement du régime intérieur de l'Internationale, mais vu que les travaux mêmes du plénum ne manifestent pas l'emploi d'une nouvelle méthode et n'inaugurent pas une nouvelle voie dans la vie du Komintern, je dois également maintenir mon opposition sur ce point. Cependant, j'exprime en même temps le vœu de voir les faits apporter la preuve d'une sérieuse amélioration.

Je ne présente ici ni des thèses, ni une résolution, mais me réfère aux thèses présentées au V[e] Congrès, ainsi qu'à celles proposées par la gauche du Parti communiste d'Italie au dernier congrès du parti.

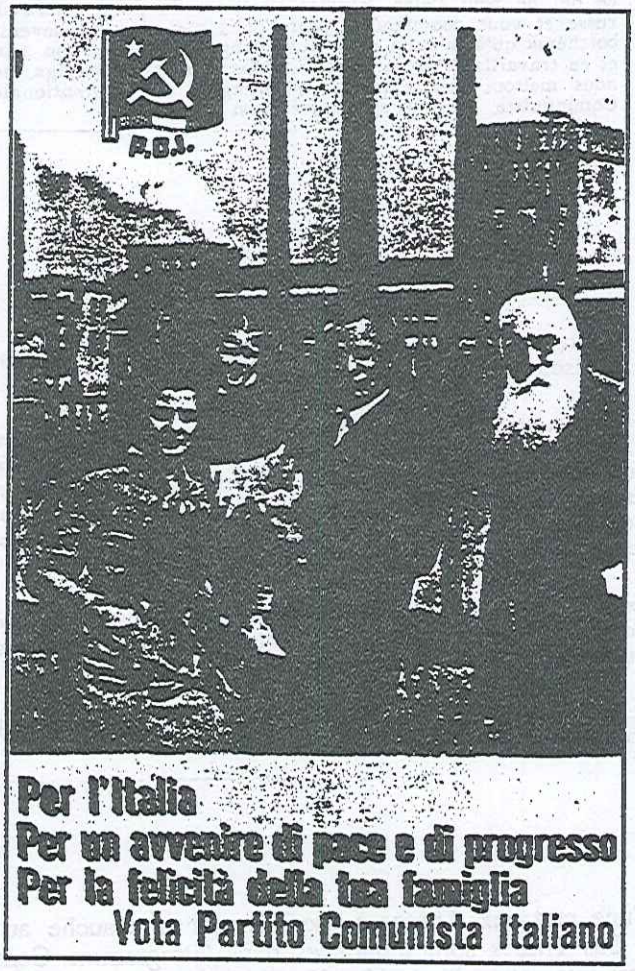
Je demande à l'Exécutif de publier la partie générale de ces thèses avant le VI[e] Congrès.

Bordiga fait ici référence d'une part aux Thèses présentées par la Gauche au Ve Congrès de l'Internationale Communiste. Ces Thèses sont republiées dans "Programme Communiste" (Revue théorique du Parti Communiste International), numéro 83, 1980. D'autre part il est fait référence aux Thèses pour le IIIe Congrès du PCd'I, celles-ci sont republiées dans le numéro 38, 1967 de la même revue.

Arturo Peregalli

PCI 1946-1970

DONNA, FAMIGLIA, MORALE SESSUALE



Dix-neuvième séance (14 mars 1926)

Rapport de la Commission allemande

Boukharine : La résolution est ainsi construite : d'abord une analyse de la situation d'ensemble en Allemagne ; la double nature de la crise actuelle : d'une part, la tendance décadente générale de l'industrie allemande ; de l'autre, les tentatives de la bourgeoisie de combattre cette tendance par une nouvelle base technique, bien que, dans les conditions actuelles, la seconde tendance conduise également à l'aggravation de la situation ; la misère des grandes masses de la classe ouvrière et des grandes couches de la population en général.

Sur la base de cette situation spécifique, on remarque que la classe ouvrière allemande évolue à gauche. La résolution signale ce phénomène comme un des faits les plus importants et considère comme certaine une perspective de crises sociales et politiques inévitables provoquées par la situation économique actuelle.

La résolution parle ensuite des tâches générales du Parti. Elle en énumère trois qui sont particulièrement importantes : 1° l'action dans les syndicats ; 2° la tactique du front unique ; 3° l'élaboration de revendications immédiates posées du point de vue de la tactique révolutionnaire, c'est-à-dire en conformité avec le but final du prolétariat révolutionnaire, la révolution.

La résolution analyse ensuite les divers courants dans le Parti. Partant de la tâche la plus importante du Parti, le problème de la conquête des grandes masses, la résolution considère les déviations d'extrême-gauche comme le principal facteur faisant obstacle à la conquête des masses.

La résolution analyse ces déviations et constate la dislocation de l'ancienne extrême-gauche. Elle analyse également les diverses tendances qui se manifestent au sein de cette extrême-gauche. La résolution se prononce ensuite sur les déviations de droite et établit un programme d'action pour le Parti.

Je crois que les travaux de la Commission ont montré qu'une discussion en séance plénière de l'Exécutif est nécessaire. Naturellement, Bordiga est, par principe, contre la résolution. Il déclare être parfaitement d'accord avec l'appréciation de la situation économique et politique d'ensemble en Allemagne, telle qu'elle est donnée par la résolution, et se solidarise avec l'appréciation optimiste de la situation vue du point de vue révolutionnaire. Mais il affirme qu'il n'y a aucun rapport entre la constatation de l'évolution à gauche de la classe ouvrière et la ligne politique qu'il considère comme une orientation à droite. Je pense que cette remarque n'est pas juste. La résolution pose cette question en rapport avec la perspective de la crise. L'évolution à gauche de la classe ouvrière allemande, la révolutionnarisation, non seulement des ouvriers qui suivent la social-démocratie, mais partiellement aussi de ceux qui se tiennent à l'écart de tous les partis, est-elle un fait ? Dans ce cas, le Parti communiste doit évidemment réagir. En quoi doit consister cette réaction ? Dans une application juste de la tactique du front unique. La tactique du front unique, à cet égard, est donc complètement justifiée. Qu'y a-t-il qui ne soit pas logique ? Tout se tient, c'est précisément l'évolution à gauche des ouvriers social-démocrates, qui nous oblige à changer de ton à leur égard, à appliquer comme il convient la tactique du front unique que Bordiga conteste presque en principe. Je constate donc que la conclusion tactique est en accord complet avec la partie analytique de la résolution.

La seconde observation de principe de Bordiga se rapporte à la méthode de l'I. C. qui trouve son expression dans la résolution soumise ici. Bordiga s'est élevé contre la méthode consistant à faire de nombreuses citations des discours et écrits des camarades, contre la soi-disant terreur idéologique qui, dit-il, sévit contre les ouvriers de gauche en Allemagne.

Je dois constater que la résolution établit une distinction rigoureuse entre les ouvriers d'extrême-gauche et les déviations qu'incarnent « les chefs d'extrême-gauche ».

La résolution considère précisément comme un devoir important du parti de *persuader* les ouvriers de gauche et il est presque comique, presque ridicule de parler de terreur idéologique.

En ce qui concerne les citations, je pense que Bordiga ne pourra pas nous indiquer un autre moyen pour réfuter l'opinion des camarades. Ceux d'entre nos camarades qui se laissent aller à des déviations ne sont pas sourds-muets. Ils parlent, on imprime leur discours. Nous ne pouvons donc les réfuter sans les citer. Nous ne connaissons pas d'autres méthodes et si Bordiga veut bien nous en indiquer une nouvelle, nous serons très heureux de l'employer.

Bordiga dit que nous devons nous abstenir de traiter toutes les questions et ensuite exprimer notre opinion. C'est parfait. L'étude est, en général, une occupation très utile. Mais il ne faut pas oublier que nous élaborons ici des documents politiques. Nous ne pouvons pas pousser chaque pensée *ad absurdum*. Nous devons mettre en avant l'essentiel, les faits saillants et les soumettre à notre critique. Toute la résolution est écrite de telle façon qu'il apparaît qu'il s'agit en premier lieu de surmonter *idéologiquement* les déviations. La résolution ne dit pas un seul mot de mesures disciplinaires.

Bordiga a aussi affirmé que la prétendue « terreur idéologique » consiste en ce que, par exemple, nous citons des extraits de Korsch pour montrer qu'il a des opinions anti-bolchévistes, anti-soviétistes, etc... Bordiga prétend que nous dissipons ainsi le capital politique, la confiance de la Russie des Soviets et de l'Internationale Communiste auprès de la classe ouvrière et que ce capital n'est pas illimité. En effet, un capital, selon la façon dont il est employé, peut être dissipé ou peut rapporter des intérêts. Je crois que nous sommes plutôt dans le second cas. Jusqu'à présent, notre capital nous a rapporté un bon intérêt. L'expérience est là pour le prouver.

De quoi s'agit-il ? Entre autres de cette affirmation que notre politique syndicale, notre campagne pour l'unité syndicale internationale est dictée par la politique gouvernementale spécifiquement russe. Bordiga déclare que si nous nommions cela de son vrai nom, nous ferions pour ainsi dire disparaître le capital soviétiste. Mais nous, nous croyons qu'en ne le faisant pas, nous n'accomplirons pas notre devoir qui est de combattre cette déviation réformiste, presque social-démocrate, excessivement dangereuse. De telles opinions ne sont-elles pas anti-léninistes et anti-soviétistes ? Oui, certes.

De telles choses doivent donc être objectivement discutées, ce qui ne veut pas dire qu'il faut étudier les œuvres complètes de Korsch avant de le citer. Cela ne peut convenir à des partis politiques, à des organisations politiques, à l'Internationale Communiste.

Puis nous avons eu une petite divergence avec Meyer sur l'introduction à la résolution. Meyer demandait expressément que l'on place en tête de la résolution la thèse de la stabilisation relative. Cela pouvait, dans la discussion, apparaître comme une petite nuance dans l'appréciation de l'importance de la crise actuelle en Allemagne. Je pense, et toute la Commission était d'accord avec moi, que la théorie de la stabilisation relative est à sa place dans les thèses générales. Dans la résolution allemande, il nous fallait les traits spécifiques du développement en Allemagne. Or, ce qu'il y a de spécifique dans l'économie allemande est précisément l'état de crise, que nous ne considérons pas comme un épisode momentané mais comme une caractéristique pour toute une période en Allemagne. C'est pourquoi la résolution prend comme point de départ cet état de crise, la crise sociale qui en découle, pour en tirer toutes les conséquences.

Nous avons eu aussi une contestation avec Scholem. Ce fut dans le premier projet de résolution, à l'occasion de l'analyse des diverses tendances d'extrême-gauche. Il avait été constaté que le groupe Scholem-Rosenberg s'engageait dans la bonne voie. Mais à la Commission nous avons assisté à une scission du groupe Scholem-Rosenberg-Conrad. Scholem s'est séparé du groupe. Rosenberg et Conrad ont déclaré que, malgré quelques divergences, ils voteront pour la résolution, tandis que Scholem se prononça nettement contre. Voici comment Scholem explique son acte d'héroïsme. Il affirme que toute la résolution est dirigée contre la gauche. Il déclare avoir rompu avec les tendances K. A. P. istes, mais il dit en même temps : « Je serais une canaille si je votais contre mon passé ».

Il me semble que ce n'est pas une preuve de logique, d'action conséquente, de la part de Scholem.

Camarade Scholem, vous avez tout d'abord reconnu avoir commis des fautes. Si toutes ces fautes ont été commises, elles appartiennent à votre passé. Si vous rompez avec vos fautes, vous vous dressez évidemment contre votre passé. Or, vous affirmez que vous seriez une canaille en votant contre votre propre passé. Dans ce cas — pardonnez-moi, car ce sont vos propres paroles — vous êtes un petit peu une canaille de votre point de vue.

Nous avons constaté avec satisfaction que Rosenberg et Conrad (Conrad est un militant de Berlin très écouté des masses ouvrières) se sont déclarés pour la résolution.

Nous avons eu encore d'autres déclarations. Une des plus importantes fut celle d'Uhrbans. Il s'est définitivement rallié au groupe Ruth Fischer. Il nous déclara qu'il voterait contre la résolution, et ses arguments furent les suivants : « La résolution est uniquement écrite contre la gauche ; la droite, semble-t-il, vient au pouvoir. Quant à la ligne politique, elle est, dans la résolution, confuse, trouble ; la résolution préconise seulement la lutte contre les éléments de gauche. » Ensuite, vient la revendication du Congrès de concentration, de toutes sortes de libertés dans le Parti, etc... Je ne suis pas en état de polémiser contre de telles observations, car elles ne sont pas fondées.

Je ne vois pas en quoi la ligne politique de la résolution est confuse. Elle me semble, au contraire, très claire. Comment peut-on dire qu'elle ne préconise que la lutte contre les éléments de gauche, alors qu'elle propose ouvertement la collaboration de tous les groupements, y compris ceux de gauche, sur la base d'une certaine ligne politique? Comment peut-on dire que l'on préconise la lutte contre tous les éléments de gauche, alors qu'il existe un terrain juste pour Rosenberg et Conrad? Les observations d'Uhrbans ne pourraient avoir une apparence de vérité en admettant qu'Uhrbans lui-même et le groupe Ruth Fischer incarnent tous les éléments de gauche, ce qui serait une prétention assez peu justifiée.

Meyer se plaignit ensuite que la résolution ne traite pas comme il faut son groupe. Il posa sans cesse, avec insistance, cette question : que veut-on décidément du groupe Meyer? Comment peut-il faire de nouveaux pas pour se rapprocher de la Centrale? On répondit à Meyer que ces nouveaux pas consisteront précisément à reconnaître comme un devoir de combattre le danger de droite, précisément parce que ce groupe était autrefois lié avec la droite et a gardé une certaine tradition.

Telles sont les plus importantes remarques à faire sur les travaux de la Commission. Nous avons adopté quelques corrections qui ne portent pas sur les principes. Dans l'ensemble, la résolution fut adoptée par tous les membres de la Commission, à l'exception des déclarations d'Uhrbans, Engel, Bordiga et Scholem.

Au nom de la Commission, je prie les camarades qui sont contre la résolution ou qui ont certains doutes sur divers points, de venir ouvertement s'expliquer à la tribune de l'Exécutif et de faire leurs propositions. J'estime que la discussion en séance plénière sera utile à tout le mouvement. La question allemande est exceptionnellement importante. Le Parti allemand est l'une de nos plus importantes sections. Les problèmes du mouvement en Allemagne sont riches d'enseignements pour tous les autres partis communistes.

C'est pourquoi la Commission recommande une discussion franche en séance plénière de l'Exécutif. (*Applaudissements.*)

BORDIGA : Comme le camarade Boukharine a eu l'amabilité d'exposer une nouvelle fois ici la critique que j'ai développée en commission, je me vois forcé de préciser encore une fois les deux points que j'ai déjà expliqués à la commission. J'ai protesté contre la méthode de lutte utilisée dans la résolution, la méthode qui consiste à extraire de leur contexte certaines citations des camarades, pour prouver ainsi qu'ils sont déviationnistes. Je crois que cette façon de se battre ne contribue pas à clarifier les idées des masses.

En outre, je me suis élevé en commission contre la pratique excessive de la terreur idéologique, c'est-à-dire contre le fait qu'on se présente en toute occasion devant les simples membres du parti et qu'on leur déclare, avant de leur donner des éclaircissements politiques, que s'ils s'opposent au contenu politique des rapports du Comité central ou de l'Exécutif, ils sont des ennemis de l'Exécutif, des adversaires du communisme, etc. Il ne suffit pas d'affirmer qu'on fait une distinction entre les dirigeants de la gauche et les ouvriers de la gauche ; il faut en finir avec cette méthode de terreur idéologique et se décider à expliquer réellement aux ouvriers le contenu politique des questions. Je n'ai pas réclamé qu'on se livre à une étude approfondie des œuvres des camarades de la gauche, mais je voudrais mettre en garde l'Exécutif et les camarades présents contre le danger qu'il y a à négliger la liaison avec les masses. Il est vrai qu'on me reproche d'avoir moi-même négligé ou ignoré cette liaison avec les masses, mais je tiens néanmoins à rappeler aux camarades qu'ils doivent faire attention à ne pas la rompre eux-mêmes.

SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF ÉLARGI

20e Séance (15 mars 1926)

Président : *Geschke.*

Ercoli : La résolution sur la question allemande a été exploitée pour créer une opposition contre la ligne de l'I. C. C'est pourquoi il est nécessaire de répondre avec la plus grande clarté aux camarades qui sont intervenus dans la discussion sur cette résolution.

Il n'y a aucune contradiction entre la résolution présentée par la Commission et les thèses de Zinoviev. Tandis qu'aucune opposition ne s'est élevée contre l'estimation des dangers de droite et de gauche, tels qu'ils sont exposés dans les thèses de Zinoviev, nous avons vu avec stupéfaction une opposition se dresser au moment où il s'est agi de mettre ces thèses en pratique. Il est absurde d'approuver les thèses de Zinoviev et d'opposer une autre plate-forme politique à leur application pratique. Hansen a signalé qu'en Norvège le danger de droite est le plus menaçant et ce danger, il l'a agité devant nos yeux comme un épouvantail. Mais il oublie qu'il ne s'agit pas de se battre avec le fantôme abstrait d'un danger de droite, mais bien, comme il est dit dans les thèses et dans toutes les résolutions de tous les Congrès de l'I. C., d'analyser et de comprendre toute déviation de la ligne de l'I. C. conformément à la situation objective du pays, aux conditions du parti, puis de choisir le moyen qui nous permettra de combattre cette déviation. Nous ne devons pas décider de combattre seulement les dangers de droite, nous devons nous dresser contre tout danger qui serait effectivement le plus redoutable, à un moment donné, pour chaque parti. Le présent Exécutif élargi, dans la résolution sur la question française, a aussi donné une analyse du caractère de la droite.

Lorsqu'on parle de la formation d'une fraction d'extrême-gauche, il ne faut pas prendre cela au tragique. Nous devons essayer de l'analyser dans tous ses détails. Un seul extrême-gauchiste, Bordiga, a, ici, exposé une plate-forme. La discussion a montré qu'il est resté isolé. Si nous suivons les déclarations faites au cours du débat, nous voyons qu'elles vont en s'atténuant. Nous devons en conclure qu'il n'y a pas de plate-forme internationale de gauche, mais plutôt des faits isolés, des questions d'ordre personnel, des questions de composition du Comité Central, etc..., et nullement des questions politiques. Un danger nous menace de la part de ce bloc d'extrême-gauche, non pas parce qu'il est dangereux pour l'I. C. au point de vue politique, mais parce qu'il jette le doute dans les partis sur les principes du bolchévisme. Dans la discussion politique, nous avons donné l'analyse de la situation d'aujourd'hui et fixé les tâches pour la période qui vient. Nous ne pouvons admettre que le travail que nous avons à faire soit freiné d'une manière quelconque. Nous devons devenir des partis de masses, nous devons élargir notre influence dans les masses, consolider organiquement, et plus systématiquement que par le passé, la tactique du front unique afin d'être en état d'utiliser la situation objective pour un développement convenable des partis. Nous devons exiger qu'à l'avenir tout écart de la ligne de l'I. C. soit combattu selon son importance et sa portée afin que cette ligne puisse être suivie intégralement.

BORDIGA : La discussion sur le rapport de la commission allemande en est arrivée à un point tel que je me vois forcé de faire une seconde déclaration, et même une déclaration très nette, d'autant que le camarade Ercoli a dit que le ton de Bordiga devenait de moins en moins agressif.

Je déclare avant tout qu'à mon avis, un danger droitier existe effectivement. Le camarade Ercoli prétend qu'au cours des discussions politiques, on a effectué une analyse exacte, et établi que le risque droitier réside en France. Je me demande s'il est possible de considérer comme une application sérieuse de la méthode marxiste une analyse qui croit pouvoir nous indiquer jusqu'à l'adresse de ce danger droitier, et suivant laquelle il aurait élu domicile au numéro 96 du quai de Jemmapes ou au 123 de la rue Montmartre, c'est-à-dire à la « Révolution prolétarienne » ou au « Bulletin communiste ». Peut-être nous sera-t-il aussi précisé que le danger droitier reçoit le soir de 6 à 8 ? Cette analyse doit être entreprise de façon toute différente. Le danger droitier existe ; il n'apparaît pas seulement dans les résolutions écrites, mais avant tout dans les faits et dans le comportement politique du Komintern, ainsi que je l'ai expliqué dans mon intervention au débat de politique générale.

Ce danger droitier existe également dans les résolutions adoptées ici : tant sur les questions de politique générale, que sur les problèmes des divers partis, la question du parti allemand ou du parti français. Il se manifeste aussi dans le refus de soumettre les problèmes russes à ce forum de l'Exécutif élargi. J'ai déjà souligné dans mon discours qu'en leur état actuel, les sections de l'Internationale Communiste ne sont pas en mesure de s'occuper de la question russe, et j'ai dit que cela confirme ma critique. Il est absolument indispensable que l'Internationale s'occupe du problème crucial que constituent les rapports de la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial avec la politique de l'Etat prolétarien et du parti communiste en Russie ; il est indispensable que l'Internationale acquière la capacité de résoudre ces problèmes.

Il est souhaitable qu'une résistance de gauche se manifeste contre ce danger droitier ; je ne dis pas une fraction, mais une résistance des gauches à l'échelle internationale. Toutefois, je dois déclarer franchement que cette réaction saine, utile et nécessaire, ne peut ni ne doit prendre la forme d'une manœuvre ou d'une intrigue. Je suis d'accord avec le camarade Ercoli quand il trouve absurde que des camarades qui ont pleinement approuvé le rapport et les thèses du débat politique, s'opposent maintenant à la dernière minute, non pas à la déviation droitière internationale, mais à la résolution sur la question allemande. Ces camarades, qui ne trouvent rien à redire à la ligne politique générale, passent parfois à l'opposition parce qu'en tant que groupes, dirigeants ou ex-dirigeants, ils ne sont pas contents des résolutions qui concernent leur parti et leur pays. C'est pourquoi je ne peux me déclarer solidaire d'eux, de l'opposition dite ultra-gauche. Je ne dis pas cela pour m'attirer la sympathie de la majorité, que je rends précisément responsable des procédés des opposants d'aujourd'hui, d'autant plus qu'ils ont été soutenus naguère par cette même majorité, qui les considérait comme les meilleurs des dirigeants.

J'arrive à la conclusion : en ce qui concerne plus spécialement la question allemande, je pense qu'il faut dire aux bons ouvriers révolutionnaires allemands de la gauche qu'ils doivent se garder de deux fausses orientations — celle du défaitisme et de la méfiance envers l'Internationale et la révolution russe, qui se cachent sous des approbations unanimes, aussi bien que celle de l'optimisme aveugle qui prétend éviter toute discussion et tout conflit, qui ne veut pas réellement tirer parti de l'expérience de l'avant-garde communiste du prolétariat et ne réclame pas sa collaboration, mais un respect dévot pour des positions dogmatiques. J'ai expliqué en quoi cette dernière attitude est aussi néfaste que la première pour les rapports entre le prolétariat mondial et la révolution russe. Le parti russe et la Russie soviétique possèdent la plus grande expérience révolutionnaire, eux seuls ont remporté la victoire, mais les ouvriers révolutionnaires d'Allemagne ont aussi leur expérience. Ils doivent aussi s'appuyer sur les leçons tirées de leurs luttes et de leurs défaites. Leur tradition et leur instinct de classe méritent d'être consultés au sujet des menaces droitières qui, justement, les ont frappés durement au cours des dernières luttes. Cette avant-garde ouvrière doit prendre clairement position, tant sur la tactique du parti telle qu'elle se manifeste aujourd'hui, avec ses manœuvres très douteuses envers la social-démocratie et la fameuse campagne en faveur de la volonté populaire, que sur la ligne générale du Komintern et sur les problèmes de la politique du parti russe, qui sont au centre de la politique révolutionnaire internationale. Puisque la révolution russe est la première grande étape de la révolution mondiale, elle est aussi notre révolution, ses problèmes sont nos problèmes, chaque membre de l'Internationale révolutionnaire a non seulement le droit mais le devoir de collaborer à leur solution.

Discours de clôture de Boukharine

Je veux d'abord faire quelques remarques. Bordiga a parlé à plusieurs reprises d'une prétendue « terreur idéologique » dans l'Internationale. Nous avons vu hier ce qui en est en réalité de cette terreur. Diverses plateformes ont été exposées ici, des déclarations ont été lues, tous les groupements se sont prononcés. J'ignore s'il peut y avoir une liberté d'opinion plus grande. Des attaques démonstratives ont été tentées par les divers groupes et sous-groupes du Parti allemand. Leur objectif était de provoquer l'apparence d'une crise dans l'Internationale. Mais nous ne devons pas nous laisser effrayer par ces appâts. En réalité il y a une disproportion entre les longs discours tenus ici et le rapport réel des forces dans chaque parti. Il serait donc ridicule de parler d'une crise dans l'I. C., en particulier en ce qui touche le Parti allemand. Une autre illustration de cette terreur nous est donnée par le Comité Central allemand. Le C. C. du P. C. A. avait ici une représentation parfaitement homogène. Mais, pour éclaircir les questions litigieuses, il a donné à tous les groupes et sous-groupes la possibilité d'être représentés ici afin de prouver que le C. C. du P. C. A. n'a pas peur de discuter ouvertement les questions litigieuses devant l'Exécutif Elargi.

Bordiga a posé à plusieurs reprises le problème de la démocratie communiste, sur un plan national et international. Il est superflu de s'étendre longtemps à ce sujet. Aussi bien dans les thèses de Zinoviev que dans une résolution spéciale, nous avons proclamé une orientation vers la démocratie au sein des partis, ainsi que dans les rapports des partis et l'Internationale Communiste. Cette orientation nous devons la suivre encore plus fermement. Je dois remarquer que nous concevons là démocratie communiste un peu différemment que Bordiga et quelques autres camarades, Scholem entre autres. Quand on nous propose de tout annuler et de convoquer un Congrès de concentration où chaque groupe exprimera son opinion et où un nouveau Comité Central sera élu, cela prouve que les camarades qui font cette proposition ne comprennent pas le problème de la continuité de la direction. Bordiga s'imagine qu'il est possible de n'avoir à un moment donné, ni direction du Parti, ni appareil, ni fonctions; que l'on peut faire table rase pour reconstruire l'histoire de fond en comble; que de cette rencontre cahotique des forces fractionnistes peut sortir un véritable Congrès et un véritable Comité Central. Devant cette nouvelle Centrale, Bordiga reposera le problème : pas d'appareil du Parti, etc..., et ainsi de suite. Une telle position est inadmissible et contredit la conception léniniste.

Bordiga et quelques camarades de l'opposition allemande poursuivent une discussion permanente — sur la possibilité de la discussion — mais ne veulent aucune discussion véritable. Ainsi, Bordiga, après mes déclarations à la Commission allemande sur Korsch et la lettre Ruth Fischer, affirma qu'il faut d'abord étudier la question et ensuite la discuter sérieusement. Mais pourquoi ne discutez-vous pas, pourquoi ne dites-vous pas que les citations sont fausses, qu'elles sont falsifiées, ou bien que les camarades qui ont dit ceci ou cela se sont trompés? Nous disons que Korch a manifesté des tendances liquidatrices en parlant de l'impérialisme rouge. Il exprime ainsi l'influence bourgeoise sur le prolétariat. De même pour les diverses déclarations de Ruth Fischer. Il faut discuter concrètement avec nous pour savoir qui de nous a raison. Mais il vous est plus commode de discuter sur la possibilité de la discussion. Nous ne sommes nullement intéressés à une telle discussion abstraite, vide de contenu.

Comment pouvons-nous combattre les opinions erronées? Je pense que c'est par des citations. Si d'autres moyens n'existent pas, nous devons tout employer pour démontrer que les camarades en question se trompent. Les camarades plaignent que ce qu'ils ont écrit dans une lettre est séparé du contexte. On peut parfois n'écrire qu'une phrase ou un mot, mais si cette phrase ou ce mot sont inexacts, il faut les combattre. On ne peut le faire autrement que par les citations. Il est remarquable que ni Bordiga ni les autres camarades n'ont dit un seul mot sur le contenu matériel de ces citations; cela prouve que c'est nous qui défendons la démocratie véritable dans l'Internationale Communiste. Nous proposons une discussion ouverte sur cette question, et cela est une partie essentielle de la démocratie. Si vous vous dérobez à la discussion en taisant votre opinion sur le contenu matériel de ces choses, c'est donc que vous êtes en réalité contre la discussion. De la même façon, Bordiga pose inexactement la question de la lutte contre la droite. Cette façon d'aborder la question est conforme à sa mentalité. Il se meut exclusivement dans le monde des abstractions et dès qu'il s'agit d'une chose concrète, il s'enfuit à toute vitesse de ce monde terrestre. Ce qui est ridicule, ce n'est pas de donner aux dangers de droite des adresses géographiquement précisées : Paris, Hambourg, Berlin, etc...; mais, tout au contraire, d'effacer d'un trait Paris, Hambourg et Berlin et de vouloir ainsi combattre la droite. Les camarades de l'extrême-gauche allemande veulent utiliser mesquinement pour leurs buts de fraction la discussion dans le Parti russe en déclarant ici qu'ils sont pour les thèses de Zinoviev, mais contre les thèses sur la question allemande, bien que tous les camarades ici présents savent que toute la délégation russe a unanimement approuvé les thèses de Zinoviev et la résolution de la Commission allemande. Est-ce une ligne politique sincère de la part des camarades extrême-gauchistes d'Allemagne? Je pense que c'était un jeu, et, je dois le dire, un jeu pas précisément honnête. Dans une séance commune des délégations russe et française, la délégation russe présenta unanimement une déclaration condamnant, dans les termes les plus vifs, l'utilisation des divergences russes pour des buts fractionnistes.

En ce qui concerne la vie du Parti allemand, nul ne peut nier, qu'après la réception de la lettre ouverte, un certain changement ne se soit fait remarquer au sein de notre parti frère.

A quel point l'extrême-gauche est « principielle », nous le voyons dans leur attitude envers la lettre ouverte. Ainsi, Hansen déclare : « J'étais pour la lettre ouverte, je l'ai appliquée dans le Parti norvégien. » Dieu soit loué!

Scholem déclare qu'il vote contre la résolution parce qu'elle est la continuation de la lettre ouverte.

Ruth Fischer était pour la lettre ouverte, mais elle est contre la résolution.

Scholem prétend que la lettre ouverte a livré le Parti à la droite. Du point de vue de Scholem, Ruth Fischer a donc livré la classe ouvrière allemande à la droite.

La déclaration d'Engel est vraiment singulière. Il affirme : « Je suis parfaitement solidaire avec la ligne générale de la déclaration Ruth Fischer-Urbahns. » Quelques mots plus loin, il repousse résolument la lettre ouverte. Celle-ci est-elle donc un document si insignifiant? Il s'occupe pourtant des questions les plus importantes de la politique allemande. Engel repousse la lettre ouverte, mais, d'autre part, il est d'accord avec les lignes fondamentales de la déclaration d'Urbahns, bien que le pivot de cette déclaration soit la reconnaissance de la lettre ouverte.

Nous lisons dans la déclaration d'Urbahns:

« *Les difficultés de la situation présente ont, en partie, renforcé les courants d'extrême-gauche et ont facilité le jeu des liquidateurs déclarés, tels que Katz.* »

Je le demande, s'il y a des liquidateurs déclarés, où sont les liquidateurs non déclarés? (A une interruption de Ruth Fischer, il répond : « Camarade Ruth, je vais vous passer un peu le miroir. »)

Donc Ruth et Urbahns disent: « Katz est un liquidateur déclaré. » Par contre, Engel, solidaire avec la déclaration d'Urbahns, affirme:

« *Quant au cas Katz, je déclare que la Centrale, par son attitude entièrement fausse à l'égard des communistes de gauche, en porte la principale responsabilité.* »

Ruth et Urbahns disent que la grosse faute de la gauche est de ne pas avoir rompu immédiatement avec les tendances K. A. P.istes, et que ce n'est pas en cela que consiste sa faute.

« *Sur la question de l'extrême-gauche, je déclare qu'il existe bien, dans le Parti, des tendances K. A. P.istes, mais que les camarades d'extrême-gauche sont des communistes et des révolutionnaires honnêtes.* »

C'est juste du point de vue moral. Mais nous posons la question du point de vue politique.

Nous voyons donc dans l'extrême-gauche un chaos absolu. Une déclaration contredit l'autre; une phrase, la suivante.

Dans sa seconde déclaration, Scholem se contredit lui-même. Il affirme qu'il n'y a jamais eu des tendances K. A. P.istes, et que ce n'est pas en cela que consiste sa faute. Puis, ensuite, il énonce cette thèse de la façon suivante :

« *La faute que j'ai commise est de n'avoir pas rompu*

immédiatement, après les débats sur la lettre ouverte, tout lien apparent ou réel avec des gens tels que Katz. »

Dans la même page de son sténogramme, il parle de sa conception politique qu'il n'a jamais reniée. A vrai dire, je ne comprends pas : votre première thèse est que vous n'avez jamais eu des tendances K. A. P.istes, votre seconde thèse est d'avoir été près des gens tels que Katz. Vous dites : « Liens apparents ou réels avec des gens tels que Katz. » En quoi consistent ces liens? Est-ce que Scholem habitait par hasard sous le même toit que Katz, qu'il se promenait avec lui « Unter den Linden »; cela ne nous regarde pas. Il serait bête d'en parler dans une discussion politique. Il ne s'agit que de liens politiques de Scholem avec Katz, ce qui veut dire qu'il avait des tendances K. A. P.istes.

Ensuite, Scholem explique que les tendances K. A. P.istes sont vraiment dangereuses, mais il dit en même temps : « Ma conception politique reste la même. »

Naturellement, il ne s'agit pas seulement de la logique de Scholem, mais d'une sorte de manœuvre politique, de l'évolution de Scholem depuis le début de l'Exécutif Elargi jusqu'à la séance d'aujourd'hui. Ces camarades n'ont pas le courage de défendre ouvertement leur point de vue, de chercher les faits politiques véritables, ils n'ont même pas le courage de reconnaître leurs fautes. Sous la pression de toute l'Internationale, ils sentent qu'il y a eu eux quelque chose de pourri et ils pirouettent maladroitement. Si nous analysons la nouvelle extrême-gauche qui va d'Urbahns à Engel, nous constatons qu'il existe une contradiction complète entre les diverses parties constituantes de ce groupement. Bien plus, nous trouvons de tels chefs-d'œuvre où le même camarade se contredit lui-même. C'est l'expression de la disparité idéologique de l'extrême-gauche. Et ce groupe croit pouvoir sauver l'Internationale Communiste du « marais opportuniste »?

Quant à la plateforme d'Urbahns, Ruth Fischer et autres, j'affirme que ce qu'elle contient de juste est tiré de nos thèses; tout ce qui n'est pas tiré de là est politiquement faux. Ruth Fischer a prétendu que, dans notre résolution, tout est confus et que les questions politiques les plus brûlantes ne sont pas touchées. La plus grosse lacune de notre résolution serait de ne pas toucher la question du gouvernement prussien et de la politique saxonne. Nous sommes prêts à adjoindre aux thèses un paragraphe sur la politique en Saxe. Mais voyons comment les camarades résolvent ce problème qu'ils estiment si important :

« *La liaison des actions parlementaires avec le travail de masse, en portant notre principal effort dans l'action parmi les masses, tout en sachant profiter d'une situation telle qu'elle est en Prusse, en Saxe, dans la municipalité de Berlin, pour montrer pratiquement aux grandes masses ouvrières la nécessité de rompre avec la politique de coalition du Comité Central de la social-démocratie.* »

Rien de plus. Ce n'est rien d'autre qu'une platitude, une phrase grossière.

Quant au reste, il suffit de comparer notre résolution avec celle d'Urbahns. Vous voyez que cette dernière est copiée de la nôtre. Le groupe Ruth Fischer-Urbahns a seulement oublié de recopier la lettre de Ruth Fischer. Il serait bon de montrer aux ouvriers allemands ce qu'il y a dans les thèses et les commérages de la lettre afin qu'ils puissent comparer. Par exemple, la déclaration de sympathie pour la Russie des Soviets, dans les thèses, et la déclaration sur la Russie réduite en pièces, dans la lettre. Le discours sur la fidélité à l'Internationale dans les thèses et le bavardage sur l'Internationale presque en ruines dans la lettre. On reconnaît alors l'absence de tout principe de ce groupe.

J'ai déjà dit, dans mon premier discours, qu'il ne faut pas oublier que nous avons commencé la tactique du front unique en épurant l'Internationale des éléments de droite. Urbahns a voulu exposer une théorie selon laquelle les dangers de droite deviennent de plus en plus menaçants au cours de la stabilisation et qu'il faut, par conséquent, les combattre avec les plus grands efforts. Je poserai la question autrement. Je prends, par exemple, le cas de 1923. Quel danger était alors plus menaçant : celui de droite ou celui de gauche ? Evidemment, celui de droite, et c'est lui que nous avons combattu. On ne peut donc pas faire la déduction générale que dans une situation révolutionnaire les dangers de droite soient plus petits et que, dans une période de stabilisation, ils soient plus grands que ceux de gauche. Dans tous les pays, cela dépend de facteurs les plus variés, et notre devoir est d'analyser concrètement les divers pays et les diverses situations. Dans la situation révolutionnaire de 1923, en Allemagne, le danger de droite était le plus grand. Mais, maintenant, au moment de la stabilisation relative, le danger d'extrême-gauche est plus grand. Dans cette même période de stabilisation, le danger de droite est plus menaçant en France.

Pourquoi, en Allemagne, le danger de droite n'est-il pas aussi redoutable que celui d'extrême-gauche? Parce que, dans la période qui précéda, la droite a été entièrement battue. En quoi la gauche a sa part de mérites, je suis parfaitement d'avis qu'il est inadmissible de biffer tout le passé de la gauche d'un gros trait noir. Mais c'est précisément parce que toute la gauche a battu alors la droite que le danger d'extrême-gauche est maintenant plus grand. Et si les camarades d'extrême-gauche disent maintenant que le danger de droite est le plus grand en Allemagne, ils contestent ainsi les mérites de la gauche. En France, la situation est tout autre. La droite n'a jamais été battue, comme en Allemagne. Nous arrivons maintenant à une situation où la droite sera également battue.

Mais l'extrême-gauche ne veut pas d'analyse concrète, elle se contente de crier que le Parti est livré à la droite. Le plus dangereux pour tous les partis est précisément que l'on opère avec des paroles vides, sans leur donner un contenu concret.

On nous accuse d'exiger le sang des ouvriers d'extrême-gauche. Je pense qu'il faut en finir avec de tels discours. Pourquoi propagez-vous le bruit que nous voulons repousser ces camarades? N'ayant pas d'argument politique vous avez recours à la démagogie. L'Internationale Communiste et la direction du Parti allemand considèrent comme un de leurs plus grands devoirs de persuader les ouvriers d'extrême-gauche. Ce devoir ne pourra être rempli que par une impitoyable lutte idéologique contre les déviations extrême-gauchistes. Nous comprenons la valeur des ouvriers d'extrême-gauche, mais nous ne sommes pas des démagogues, nous ne voulons pas gagner les ouvriers en faisant des concessions à leurs préjugés, mais, au contraire, en élevant le niveau politique de ces masses. Voilà le devoir de chaque parti aspirant à être véritablement le conducteur de la classe ouvrière. Les leaders dans le genre de Ruth Fischer ne le comprennent pas. Ils ont souvent déclaré : c'est par crainte du danger de droite que nous avons fait telle chose; mais ils ne disent rien de leur ligne de principe. Il en est de même de la collaboration de la nouvelle fraction d'extrême-gauche. Elle n'a pas de ligne politique, bien que, pour un militant révolutionnaire, la ligne politique soit l'essentiel.

Au point de vue organisation, Ruth Fischer est apparue comme la plus grande démocrate du monde. Mais nous savons quelle est sa démocratie. Elle-même a reconnu ses vertus démocratiques en signant la lettre ouverte. Et après? Où étaient ses vertus démocratiques? Est-ce dans le double jeu avec les lettres?

Quant au côté moral de l'affaire, je suis personnellement d'accord avec Staline qui déclare n'avoir pas un atome de confiance envers Ruth Fischer. A cet égard, nous avons l'expérience pour nous. Staline n'a-t-il pas raison de le dire ouvertement? Ou bien devait-il faire une comptabilité en partie double à la manière de Ruth Fischer? Nous vous avons posé [illegible] répondu comme il convient.

Permettez-moi quelques mots sur la direction actuelle. Dans leurs discours, Urbahns, Ruth Fischer et consorts affirment que la direction actuelle conduit le parti à la ruine. Ces camarades spéculent sur cette affirmation. Mais n'oublions pas que sous la domination de Ruth Fischer, nous n'avons subi que des échecs. Que dit, par exemple, Scholem, adversaire du Comité central, sur la situation actuelle en Allemagne ? Voici ce qu'il disait dans une des premières séances de l'Exécutif :

« *Il s'agit de ceci, que pour la première fois depuis longtemps, pour la première fois, je crois, depuis que le P. C. A. existe, un grand mouvement de masse est développé par le Parti communiste et sera conduit par lui.* »

Un Comité Central peut être jugé en premier lieu par ses succès et ses échecs. Et si un adversaire du Comité Central actuel prononce de telles paroles, cela suffit pour affirmer que le bilan est positif.

Quelle est la stratégie des camarades en question ? Ils combattent précisément cette Centrale qui, d'après leurs propres paroles, est pour la première fois dans l'histoire, la conductrice du peuple, du prolétariat dans la lutte. Ce qui signifie qu'ils sont une entrave à l'action de la Centrale pour la conquête des masses. Si nous comparons l'incurie de la Centrale Ruth Fischer avec les succès reconnus de la Centrale actuelle, la conclusion apparaît évidente. L'Internationale Communiste doit soutenir la Centrale actuelle par tous les moyens, même dans la lutte contre les possibilités de freinage.

Peut-on dire que le Comité Central actuel est un idéal ? Non, il a encore beaucoup de défauts quant à la préparation idéologique, quant à la grande politique, à l'action syndicale, à la propagande ; il n'applique pas encore d'une façon assez conséquente la démocratie dans le parti, etc... Mais nous sommes des marxistes ; comme le disait Thaelmann, nous devons voir les choses dans leur « processus ». Le processus, la dynamique du développement est telle que nous avons maintenant dans le parti une situation qui ne peut être comparée avec celle du temps de la Centrale de Ruth Fischer En ce qui concerne le rôle dirigeant du parti à l'égard du prolétariat, d'après les paroles mêmes de Scholem, nous avons une situation qui ne s'est encore jamais présentée dans l'histoire du Parti communiste. Peut-être est-ce une exagération ? Mais nous demandons : veulent-ils soutenir cette Centrale ou non ? Non, ils ne le veulent pas. Ce serait encore un bonheur si l'opposition allemande conduisait son travail fractionniste d'après une certaine politique. Mais cette ligne politique n'existe pas. Je pense que le Comité Central et l'Internationale Communiste voient parfaitement les tâches qui se posent devant le Parti communiste allemand. L'I. C. soutient le Comité de l'Internationale Communiste. Nous soutiendrons ce Comité Central dans la lutte contre toutes les déviations dangereuses, contre celles de droite, contre celles d'extrême-gauche, contre les groupements sans principe, contre le groupement Ruth Fischer. (*Vifs applaudissements.*)

Après le discours de clôture de Boukharine, le projet de résolution de la Commission allemande est voté par tous les délégués, contre les voix de Bordiga et de Hansen. Au cours de la discussion, Urbahns, Ruth Fischer, Scholem, Maslovski et Engel, qui ont assisté aux débats avec voix consultative, déclarent qu'ils auraient voté contre la résolution s'ils avaient eu voix délibérative.

Motion présentée à la vingtième séance

La motion suivante fut présentée à la vingtième séance après un discours au cours duquel Boukharine invitait Bordiga à faire des propositions concrètes en vue d'une discussion internationale sur la question russe. Renvoyée au Plénum, la motion resta lettre morte

BORDIGA : Je voudrais formuler par écrit ma position en ce qui concerne la discussion sur les problèmes russes. J'ai le droit de constater que le Plénum n'a pas discuté les questions russes, qu'il n'a ni la possibilité ni la préparation requise pour le faire, et cela me donne le droit d'en conclure que nous avons là un des résultats de la politique générale erronée de l'Internationale et des déviations de droite de cette politique. C'est la même constatation que j'ai faite dans mon premier discours durant la discussion générale.

Concrètement, je propose que le Congrès mondial soit convoqué l'été prochain, avec à l'ordre du jour précisément la question des rapports entre la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial et la politique de l'Etat russe et du parti communiste d'Union Soviétique, étant bien établi que la discussion de ces problèmes doit être préparée correctement dans toutes les sections de l'Internationale.

(On décide à l'unanimité de transmettre cette proposition au Présidium.)

Imprimé au siège de l'association, 28 rue des Petites-Ecuries – 75010 Paris

Directeur de la publication : Pierre Levasseur
Revue trimestrielle
Abonnement : 120 pour 4 numéros (dont 20 F de cotisation)
150 F avec droit de consultation

*
* *

☎ 01 44 83 00 00 – **e mail** : cermtri@wanadoo.fr

Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri